

MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DE LA COMMUNICATION

Bulletin officiel

Janvier 2012

Directeur de la publication : Guillaume Boudy
Rédactrice en chef : Pascale Compagnie
Secrétaire de rédaction : Éric Rouard
Contact : Véronique Van Temsche

Imprimerie du ministère des Finances

Ministère de la Culture et de la Communication
Secrétariat général
Service des affaires financières et générales
Sous-direction des affaires immobilières et générales
Mission de la politique documentaire
182, rue Saint-Honoré, 75033 Paris Cedex 1. Tél : 01.40.15.38.29.

Abonnement annuel : 50 €

ISSN : 1295-8670 (version imprimée)
ISSN : 2105-2441 (version en ligne)

SOMMAIRE

Mesures de publication et de signalisation

Administration générale

- Page 7 Arrêté du 4 janvier 2012 portant nomination à la Commission nationale des centres culturels de rencontre.
- Page 7 Convention de délégation de gestion n° 2012-02 du 26 janvier 2012 pour la réalisation de prestations logistiques pour les concours.
- Page 8 Arrêté du 30 janvier 2012 portant création et nomination de la commission chargée d'apprécier et de valider l'expérience professionnelle des candidats au concours externe 2011 d'inspecteurs et conseillers de la création, des enseignements artistiques et de l'action culturelle (femmes et hommes) du ministère de la Culture et de la Communication.

Centre national d'art et de culture Georges-Pompidou

- Page 9 Décision n° 0001-N du 15 décembre 2011 portant modification n° 6 à la décision du 26 juillet 2011 portant délégation de signature au Centre national d'art et de culture Georges-Pompidou.
- Page 10 Décision n° 0005-N du 21 décembre 2011 portant modification n° 7 à la décision du 26 juillet 2011 portant délégation de signature au Centre national d'art et de culture Georges-Pompidou.

Création artistique - Arts plastiques

- Page 11 Arrêté du 10 novembre 2011 portant nomination pour une durée de trois ans des membres de la commission consultative de la commande publique.
- Page 12 Arrêté du 13 décembre 2011 désignant les rapporteurs-adjoints au jury chargé de la sélection des pensionnaires de l'Académie de France à Rome pour l'année 2012.
- Page 12 Arrêté du 20 décembre 2011 portant nomination des membres de la commission consultative de la création artistique (peinture, sculpture, arts graphiques).
- Page 13 Arrêté du 20 décembre 2011 portant nomination à la Commission nationale consultative d'attribution des aides à la création audiovisuelle et multimédia (image/mouvement).

Création artistique - Musique, danse, théâtre et spectacles

- Page 14 Décision n° 03/2012 du 6 janvier 2012 portant délégation de signature à la Cité de la musique.

Éducation artistique - Enseignement - Formation - Recherche

- Page 14 Décision en date du 11 août 2011 portant habilitation l'École nationale supérieure de danse de Marseille à délivrer le diplôme national supérieur professionnel de danseur.

- Page 15 Arrêté du 10 novembre 2011 fixant la composition du comité technique commun aux écoles nationales supérieures d'architecture relevant du ministère de la Culture et de la Communication.
- Page 16 Décision en date du 20 décembre 2011 portant habilitation de l'École d'enseignement supérieur des beaux-arts et du spectacle vivant de Toulouse à délivrer le diplôme national supérieur professionnel de musicien et le diplôme d'État de professeur de musique.
- Page 17 Arrêté du 5 janvier 2012 portant classement du conservatoire municipal de musique de Puteaux en conservatoire à rayonnement communal ou intercommunal.
- Page 17 Arrêté du 10 janvier 2012 portant agrément d'un organisme à assurer une formation spécifique à la sécurité des spectacles adaptée à la nature du lieu de spectacle.
- Page 17 Arrêté du 10 janvier 2012 portant renouvellement de classement du conservatoire de l'agglomération du Choletais en conservatoire à rayonnement départemental.
- Page 18 Circulaire n° 2012/001 du 11 janvier 2012 relative au développement des pratiques orchestrales à l'école et au collège.
- Page 21 Arrêté du 13 janvier 2012 fixant la date, le nombre de postes offerts et la composition du jury de l'examen professionnel pour l'accès d'un agent non titulaire au corps des professeurs des écoles nationales supérieures d'art, en application du décret n° 99-476 du 2 juin 1999 fixant les conditions exceptionnelles d'intégration des agents non titulaires du ministère de la Culture et de la Communication et de certains établissements publics à caractère administratif qui en dépendent, dans des corps de fonctionnaires de catégorie A.
- Page 21 Circulaire n° 2012/002 du 18 janvier 2012 fixant les conditions d'attribution des bourses d'enseignement initial sur critères sociaux aux élèves des conservatoires à rayonnement régional et des conservatoires à rayonnement départemental pour l'année scolaire 2011/2012.
- Page 38 Arrêté du 26 janvier 2012 habilitant l'École nationale supérieure d'architecture et du paysage de Bordeaux à délivrer l'habilitation de l'architecte diplômé d'État à l'exercice de la maîtrise d'œuvre en son nom propre.
- Page 38 Décision en date du 27 janvier 2012 portant habilitation de l'Association de préfiguration du Pôle supérieur d'enseignements artistiques Nord - Pas-de-Calais - APPSEA à délivrer le diplôme d'État de professeur de musique.
- Page 38 Décision en date du 27 janvier 2012 portant habilitation de l'Association de préfiguration du Pôle supérieur d'enseignements artistiques Nord - Pas-de-Calais - APPSEA à délivrer le diplôme national supérieur professionnel de musicien.

Opérateur du patrimoine et des projets immobiliers de la culture

- Page 39 Décision n° 2012-05 du 18 janvier 2012 portant délégation de signature à l'Opérateur du patrimoine et des projets immobiliers de la culture.

Patrimoines - Archéologie

- Page 42 Décision n° 2012-DG/12/001 du 9 janvier 2012 portant délégation de signature à la directrice interrégionale Centre - Île-de-France et à ses principaux collaborateurs de l'Institut national de recherches archéologiques préventives (INRAP).
- Page 43 Décision n° 2012-DG/12/005 du 13 janvier 2012 portant délégation de signature au directeur interrégional Grand-Est-Sud et à ses principaux collaborateurs de l'Institut national de recherches archéologiques préventives (INRAP).

Patrimoines - Monuments historiques

- Page 45 Convention du 14 novembre 2011 entre la Fondation du patrimoine et la SCI Héritiers famille Babou, propriétaire du château de Sagonne.
- Page 48 Convention du 22 novembre 2011 entre la Fondation du patrimoine et M. et M^{me} Bernard Petit, propriétaires d'un immeuble inscrit au titre des monuments historiques sis n° 8, rue de l'Abbaye-d'Auchy, 76390 Aumale.
- Page 52 Décision n° DS 2011-27-A du 2 janvier 2012 portant délégation de signature au Centre des monuments nationaux.
- Page 52 Décision n° DS 2011-29-A du 2 janvier 2012 portant délégation de signature au Centre des monuments nationaux.
- Page 53 Décision n° DS 2011-30-A du 2 janvier 2012 portant délégation de signature au Centre des monuments nationaux.
- Page 54 Décision n° IL 2011-14 *bis* DAJF du 7 janvier 2012 modifiant la décision n° IL 2011-14 DAJF du 20 novembre 2011 portant délégation de signature au Centre des monuments nationaux.
- Page 54 Décision n° DS IL 2012-01 du 26 janvier 2012 portant délégation de signature au Centre des monuments nationaux.

Patrimoines - Musées

- Page 55 Décision n° 2012-01 du 2 janvier 2012 portant nomination du secrétaire général de l'établissement public du Palais de la Porte Dorée.
- Page 55 Décision n° 2012-02 du 2 janvier 2012 portant délégation de signature à l'établissement public du Palais de la Porte Dorée.
- Page 56 Décision n° 2012-01 du 11 janvier 2012 portant délégation de signature à l'établissement public de la Réunion des musées nationaux et du Grand Palais des Champs-Élysées.
- Page 76 Décision n° DFJ/2012/01 du 17 janvier 2012 portant modification des conditions générales de passation des marchés et accords-cadres à procédures adaptées au sein de l'établissement public du musée du Louvre.
- Page 77 Décision n° DFJ/DMO/2011/31 du 26 janvier 2012 portant délégation de signature à l'établissement public du musée du Louvre.
- Page 78 Décision n° DFJ/DC/2012/02 du 26 janvier 2012 portant délégation de signature à l'établissement public du musée du Louvre.
- Page 78 Décision du 26 janvier 2012 portant délégation de signature au musée Rodin.

- Page 79 Arrêté du 27 janvier 2012 portant nomination à la commission des acquisitions des musées nationaux Marc-Chagall à Nice, Fernand-Léger à Biot et Franco-américain du château de Blérancourt.
- Page 80 Arrêté du 27 janvier 2012 portant nomination à la commission des acquisitions du musée d'Archéologie nationale et domaine national de Saint-Germain-en-Laye et du musée national de Préhistoire des Eyzies-de-Tayac.
- Page 80 Arrêté du 27 janvier 2012 portant nomination à la commission des acquisitions des musées nationaux du Moyen Âge-thermes et hôtel de Cluny, de la Renaissance-château d'Écouen, de la Porcelaine Adrien-Dubouché à Limoges et de l'Établissement public Sèvres-Cité de la céramique.
- Page 81 Arrêté du 27 janvier portant nomination à la commission des acquisitions de l'Établissement public de Fontainebleau, des musées nationaux du château de Compiègne, des châteaux de Malmaison et Bois-Préau, de la maison Bonaparte d'Ajaccio, de l'Île d'Aix, du château de Pau, du musée Clémenceau et de-Lattre-de-Tassigny à Mouilleron-en-Pareds, du musée de Port-Royal des Champs à Magny-les-Hameaux.
- Page 81 Arrêté du 27 janvier 2012 portant nomination à la commission des acquisitions du musée des Civilisations de l'Europe et de la Méditerranée.

Propriété intellectuelle

- Page 82 Arrêté du 9 janvier 2012 portant agrément d'un agent de la Société des auteurs et compositeurs dramatiques en application de l'article L. 331-2 du Code de la propriété intellectuelle (M^{me} Geneviève Boitte).

Mesures d'information

- Page 83 **Relevé de textes parus au *Journal officiel***

- Page 90 **Réponses aux questions écrites**
(Assemblée nationale et Sénat)

Divers

- Page 92 Calendriers des sessions 2012-2013 de validation des acquis de l'expérience, pour le diplôme d'État de professeur de musique, organisées par les établissements d'enseignement supérieur habilités.
- Page 95 Rectificatif de la liste des élèves ayant obtenu le diplôme d'architecte DPLG, parue au *Bulletin officiel* n° 169 (septembre-octobre 2008).
- Page 95 Rectificatif de la liste des élèves ayant obtenu l'habilitation de l'architecte diplômé d'État à l'exercice de la maîtrise d'œuvre en son nom propre (Lot 11AI), parue au *Bulletin officiel* n° 204 (novembre 2011).
- Page 96 Liste des étudiants ayant obtenu le diplôme d'État d'architecte conférant le grade de master (Lot 12A).
- Page 102 Liste des architectes diplômés d'État ayant obtenu l'habilitation à l'exercice de la maîtrise d'œuvre en leur nom propre (Lot 12B).
- Page 105 Bulletin d'abonnement.

Mesures de publication et de signalisation

ADMINISTRATION GÉNÉRALE

Arrêté du 4 janvier 2012 portant nomination à la Commission nationale des centres culturels de rencontre.

Le ministre de la Culture et de la Communication,

Vu l'arrêté du 5 juillet 1996 modifié portant création d'une Commission nationale des centres culturels de rencontre,

Arrête :

Art. 1^{er}. - Sont nommés membres de la Commission nationale des centres culturels de rencontre :

1) En tant qu'élus, titulaires d'un mandat électif territorial ou national :

- M. Jean-Jack Queyranne,
- M. Claude Jeannerot,
- M. Jacques Legendre,
- M^{me} Muriel Marland-Militello.

2) En tant que directeurs régionaux des affaires culturelles :

- M. Jean-Claude Van Dam,
- M. Didier Deschamps.

3) En tant que personnalités choisies en raison de leur compétence :

- M. Jacques Rigaud,
- M. Georges Buisson,
- M. Claude Jean,
- M^{me} Françoise Nyssen.

Art. 2. - M. Jacques Legendre est nommé président de la Commission nationale des centres culturels de rencontre.

Art. 3. - Le présent arrêté sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

Le ministre de la Culture et de la Communication,
Frédéric Mitterrand

Convention de délégation de gestion n° 2012-02 du 26 janvier 2012 pour la réalisation de prestations logistiques pour les concours.

Entre le ministère de la Culture et de la Communication, représenté par M. Guillaume Boudy, secrétaire général, désigné sous le terme de « délégant », d'une part, et

Le centre de services partagés pour la logistique des concours du ministère de l'Éducation nationale, de la Jeunesse et de la Vie associative représenté par M. Jean Marimbert, secrétaire général, désigné sous le terme de « délégataire », d'autre part.

Vu le décret n° 2004-1085 du 14 octobre 2004 modifié relatif à la délégation de gestion dans les services de l'État,

Il est convenu ce qui suit :

Art. 1^{er}. - Objet de la délégation

Le délégant confie au délégataire, en son nom et pour son compte, dans les conditions ci-après précisées, la réalisation de prestations logistiques pour les concours.

Le terme de « concours » regroupe les concours, les examens professionnels et les recrutements sans concours.

Un contrat de service conclu entre le délégant et le délégataire précise les engagements réciproques, le cadre et les modalités pratiques de fonctionnement entre les deux parties. Le contrat de service est signé :

- pour le ministère chargé de l'éducation nationale par le directeur du service interacadémique d'examens et de concours (SIEC), service qui assure les fonctions de centre de service partagé pour la logistique des concours (CSPC) ;
- pour le ministère chargé de la culture, par le sous-directeur des politiques de ressources humaines et des relations sociales.

Art. 2. - Prestations accomplies par le délégataire

1. Le délégataire peut assurer pour le compte du délégant l'un ou l'ensemble des deux blocs d'activités suivants, sachant que la délégation de l'organisation

et de la gestion des épreuves (bloc B) n'est possible que si le délégant lui a confié les prestations logistiques (bloc A) :

* BLOC A : La mise à disposition de prestations logistiques, activité qui regroupe les prestations suivantes :

- 1 - la réservation et la mise à disposition de salles,
- 2 - la surveillance des épreuves et le recrutement des surveillants,
- 3 - la fourniture de copies, d'intercalaires et de brouillons,
- 4 - la reprographie, et l'expédition de sujets,
- 5 - en option : la logistique de la conception de sujets et accompagnement PAO.

* BLOC B : L'organisation et la gestion des épreuves, activité qui regroupe les prestations suivantes :

- 1 - la gestion administrative des inscriptions des candidats,
- 2 - l'organisation des épreuves écrites,
- 3 - l'organisation des épreuves orales,
- 4 - en option : la gestion des jurys hors leur constitution.

2. Le délégant reste responsable du pilotage des concours, ainsi que des fonctions logistiques dont il conserve la charge et qui sont nécessaires au bon déroulement des concours.

Il assure ainsi les activités de pilotage des concours :

- 1 - le pilotage réglementaire et notamment la publication des arrêtés d'ouverture et d'organisation, et la constitution des jurys,
- 2 - la fonction de chef de centre durant les épreuves si la prestation déléguée au CSPC se limite au bloc A.

Pour les fonctions logistiques qu'il n'a pas souhaité déléguer :

Le délégant assure lui-même toutes les fonctions logistiques nécessaires à l'organisation des concours qu'il n'a pas souhaité déléguer. Le contrat de services et ses annexes précisent le champ d'intervention du CSPC et les missions qui restent confiées au délégant.

Art. 3. - Obligations du délégataire

Le délégataire exécute la délégation dans les conditions et les limites fixées par le présent document et acceptées par lui. Le délégataire s'engage à assurer les prestations qui relèvent de ses attributions, à respecter les standards de qualité demandés, et à rendre compte régulièrement de son activité.

Art. 4. - Obligations du délégant

Le délégant assure le pilotage des concours et les activités nécessaires au bon déroulement des concours qu'il n'a pas déléguées au CSPC. Pour les activités qu'il a déléguées, il fournit, en temps utile, tous les éléments d'information dont le délégataire a besoin pour l'exercice de sa mission. Les annexes du contrat de service précisent les éléments attendus.

Art. 5. - Modification du document

Toute modification des conditions ou des modalités d'exécution de la présente délégation, définie d'un commun accord entre les parties, fait l'objet d'un avenant au contrat de service et d'une modification des annexes.

Art. 6. - Durée, reconduction et résiliation de la délégation.

Le présent document prend effet lors de sa signature par l'ensemble des parties concernées. Il est établi du 26/01/2012 au 25/01/2015 suivant les formes indiquées dans le contrat de service joint.

Il peut être mis fin à la délégation de gestion sur l'initiative d'une des parties signataires, sous réserve du respect des conditions décrites dans le contrat de service au point III.D.

Ce document sera publié aux *Bulletins officiels* des ministères chargés de la culture et de l'éducation nationale.

Le ministère de la Culture et de la Communication,
représenté par le secrétaire général,
Guillaume Boudy

Le centre de services partagés pour la logistique des concours
du ministère de l'Éducation nationale, de la Jeunesse et de la
Vie associative,
représenté par le secrétaire général,
Jean Marimbert, délégataire

*(Le contrat de service est disponible au service des ressources
humaines)*

Arrêté du 30 janvier 2012 portant création et nomination de la commission chargée d'apprécier et de valider l'expérience professionnelle des candidats au concours externe 2011 d'inspecteurs et conseillers de la création, des enseignements artistiques et de l'action culturelle (femmes et hommes) du ministère de la Culture et de la Communication.

Le ministre de la Culture et de la Communication,
Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, ensemble la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant

dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État ;

Vu le décret n° 2002-1318 du 31 octobre 2002 portant statut particulier du corps des inspecteurs et conseillers de la création, des enseignements artistiques et de l'action culturelle ;

Vu le décret n° 2004-1105 du 19 octobre 2004 relatif à l'ouverture des procédures de recrutement dans la fonction publique de l'État ;

Vu l'arrêté du 11 décembre 2002 relatif aux modalités d'organisation des concours de recrutement des inspecteurs et conseillers de la création, des enseignements artistiques et de l'action culturelle ;

Vu l'arrêté du 11 décembre 2002 fixant la liste des titres et diplômes donnant accès au concours externe de recrutement des inspecteurs et conseillers de la création, des enseignements artistiques et de l'action culturelle ;

Vu l'arrêté en date du 17 novembre 2011 autorisant l'ouverture de deux concours (externe et interne) pour le recrutement d'inspecteurs et conseillers de la création, des enseignements artistiques et de l'action culturelle (femmes et hommes) du ministère de la Culture et de la Communication,

Arrête :

Art. 1^{er}. - Il est créé une commission chargée d'apprécier et de valider l'expérience professionnelle des candidats au concours externe 2011 d'inspecteurs et conseillers de la création, des enseignements artistiques et de l'action culturelle (femmes et hommes) du ministère de la Culture et de la Communication. Cette commission comporte au minimum 8 membres de catégorie A.

Art. 2. - La commission chargée d'apprécier et de valider l'expérience professionnelle des candidats au concours externe d'inspecteur et conseiller de la création, des enseignements artistiques et de l'action culturelle comprend pour le concours externe ouvert, au titre de l'année 2011, les membres suivants :

- Marion Julien, administratrice civile hors classe retraitée,
- Alain Brunsvick, inspecteur et conseiller général de la création, des enseignements artistiques et de l'action culturelle,
- Jean-Marc Lauret, inspecteur et conseiller 1^{re} classe de la création, des enseignements artistiques et de l'action culturelle,
- Jacques Bayle, inspecteur et conseiller 1^{re} classe de la création, des enseignements artistiques et de l'action culturelle,

- Michel Plazanet, administrateur civil hors classe,
- Philippe Le Moal, agent non titulaire,
- Jean-Marie Gouelou, inspecteur et conseiller général de la création, des enseignements artistiques et de l'action culturelle,
- Anne-Sophie Destribats, inspectrice et conseillère 1^{re} classe de la création, des enseignements artistiques et de l'action culturelle.

Art. 3. - Le chef du service des ressources humaines du ministère de la Culture et de la Communication est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

Pour le ministre et par délégation :
Le sous-directeur des politiques de ressources humaines
et des relations sociales,
Christian Nègre

CENTRE NATIONAL D'ART ET DE CULTURE GEORGES-POMPIDOU

Décision n° 0001-N du 15 décembre 2011 portant modification n° 6 à la décision du 26 juillet 2011 portant délégation de signature au Centre national d'art et de culture Georges-Pompidou.

Le président du Centre national d'art et de culture Georges-Pompidou,

Vu la décision du 26 juillet 2011 portant délégation de signature ;

Vu la décision du 15 décembre 2011 nommant M. Bernard Blistène, directeur de la direction des publics par intérim, à compter du 12 décembre 2011,

Décide :

Art. 1^{er}. - L'article 7 de la délégation de signature susvisée est modifié comme suit :

« Art. 7. - En cas d'absence ou d'empêchement de M^{me} Agnès Saal, directrice générale, délégation de signature est donnée à M. Bernard Blistène, directeur de la direction des publics par intérim, à l'effet de signer, dans la limite des crédits placés sous sa responsabilité :

- les commandes, lettres de commande, marchés, contrats, conventions, accords ou courriers emportant recettes ou dépenses d'un montant inférieur à 15 000 euros HT, à l'exception des conventions avec les partenaires institutionnels, les mécènes et parrains ;

- les ordres de mission d'un montant inférieur à 3 000 euros HT ;
- les attestations de service fait ;
- les certificats administratifs.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Bernard Blistène, directeur de la direction des publics par intérim, délégation de signature est donnée à M^{me} Cléa Richon, directrice adjointe au directeur des publics, à l'effet de signer dans les mêmes limites ces mêmes pièces.

En cas d'absence ou d'empêchement simultané de M. Bernard Blistène, directeur de la direction des publics par intérim et de M^{me} Cléa Richon, directrice adjointe au directeur des publics, délégation de signature est donnée à M. Franck Moulai, chef du service du développement des publics, à l'effet de signer dans les mêmes limites ces mêmes pièces.

En cas d'absence ou d'empêchement simultané de M. Bernard Blistène, directeur de la direction des publics par intérim, de M^{me} Cléa Richon, directrice adjointe au directeur des publics et de M. Franck Moulai, chef du service du développement des publics, délégation de signature est donnée à M^{me} Josée Chapelle, chef du service de l'information des publics et de la médiation, à M. Benoît Sallustro, chef du service de l'accueil des publics, à M^{me} Nicole Richy, déléguée au développement touristique, à M. Mathias Tronqual, chef du service de l'action éducative et de la programmation publics jeunes, à l'effet de signer, dans la limite des crédits placés sous leur responsabilité :

- les attestations de service fait. ».

Art. 2. - La directrice générale est chargée de l'application de la présente décision qui prend effet à compter du 12 décembre 2011 et qui sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

Le président du Centre national d'art
et de culture Georges-Pompidou,
Alain Seban

Décision n° 0005-N du 21 décembre 2011 portant modification n° 7 à la décision du 26 juillet 2011 portant délégation de signature au Centre national d'art et de culture Georges-Pompidou.

Le président du Centre national d'art et de culture Georges-Pompidou,

Vu la décision du 26 juillet 2011 portant délégation de signature ;

Vu la décision du 21 décembre 2011 nommant M^{me} Ariane Coulondre, chef du service des collections, à compter du 1^{er} septembre 2011,

Décide :

Art. 1^{er}. - L'article 5 de la délégation de signature susvisée est modifié comme suit :

« Art. 5. - En cas d'absence ou d'empêchement de M^{me} Agnès Saal, directrice générale, délégation de signature est donnée à M. Stéphane Guerreiro, directeur de la production, à l'effet de signer, dans la limite des crédits placés sous sa responsabilité :

- les commandes, lettres de commandes, marchés, contrats, conventions, les décisions, accords ou courriers emportant recettes ou dépenses d'un montant inférieur à 15 000 euros HT, à l'exception des conventions avec les partenaires institutionnels, les mécènes et parrains ;
- les ordres de service d'un montant inférieur à 15 000 euros HT sur marchés notifiés ;
- les engagements de dépenses, y compris les engagements auprès du contrôleur financier ;
- les actes d'ordonnancement et de liquidation de dépenses et de recettes d'un montant inférieur à 90 000 euros HT ;
- les ordres de mission d'un montant inférieur à 3 000 euros HT ;
- les attestations de service fait ;
- les certificats administratifs ;
- les copies certifiées conformes.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Stéphane Guerreiro, directeur de la production, délégation de signature est donnée à M^{me} Laure Rolland, chef du service administratif et financier, adjointe au directeur de la production, à l'effet de signer, dans les mêmes limites ces mêmes pièces.

En cas d'absence ou d'empêchement simultané de M. Stéphane Guerreiro, directeur de la production et de M^{me} Laure Rolland, chef du service administration et finances, adjointe au directeur de la production, délégation de signature est donnée à M. Bruno Rodriguez, adjoint au chef de service administratif et financier, à l'effet de signer, dans la limite des crédits placés sous sa responsabilité :

- les commandes, lettres de commandes, marchés, contrats, conventions, décisions, accords ou courriers emportant recettes ou dépenses d'un montant inférieur à 15 000 euros HT à l'exception des conventions avec les partenaires institutionnels, les mécènes et parrains ;

- les engagements de dépenses, y compris les engagements auprès du contrôleur financier ;
- les actes d'ordonnancement et de liquidation et de recettes, d'un montant inférieur à 90 000 euros HT ;
- les certificats administratifs ;

et pour le seul service administration et finances, à l'effet de signer dans la limite des crédits placés sous sa responsabilité :

- les attestations de service fait.

En cas d'absence ou d'empêchement simultané de M. Stéphane Guerreiro, directeur de la production et de M^{me} Laure Rolland, chef du service administration et finances, adjointe au directeur de la production, délégation de signature est donnée à M. Yvon Figueras, chef du service des manifestations, à l'effet de signer, dans la limite des crédits placés sous sa responsabilité :

- les commandes, lettres de commandes, marchés, contrats, conventions, décisions, accords ou courriers emportant recettes ou dépenses d'un montant inférieur à 15 000 euros HT, à l'exception des conventions avec les partenaires institutionnels, les mécènes et les parrains ;
- les attestations de service fait ;
- les certificats administratifs.

En cas d'absence ou d'empêchement simultané de M. Stéphane Guerreiro, directeur de la production et de M^{me} Laure Rolland, chef du service administration et finances, adjointe au directeur de la production, délégation de signature est donnée à M^{me} Laurie Szulc, chef du service audiovisuel, à M^{me} Annie Boucher, chef du service de la régie des œuvres, à M^{me} Ariane Coulondre, chef du service des collections, à M. Hugues Fournier-Montgieux, chef du service de la régie des salles et à M. Gilles Carle, chef du service des ateliers et moyens techniques, à l'effet de signer dans la limite des crédits placés sous leur responsabilité :

- les attestations de service fait ;
- les certificats administratifs. ».

Art. 2. - La directrice générale est chargée de l'application de la présente décision qui prend effet à compter du 1^{er} septembre 2011 et qui sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

Le président du Centre national d'art et
de culture Georges-Pompidou,
Alain Seban

CRÉATION ARTISTIQUES - ARTS PLASTIQUES

Arrêté du 10 novembre 2011 portant nomination pour une durée de trois ans des membres de la commission consultative de la commande publique.

Le ministre de la Culture et de la Communication,

Vu le décret n° 2009-1393 novembre 2009 relatif aux missions et à l'organisation de l'administration centrale du ministère de la Culture et de la Communication ;

Vu l'arrêté du 17 novembre 2009 relatif aux missions et à l'organisation de la direction générale de la création artistique, consolidé au 13 janvier 2010 ;

Vu le décret du 15 octobre 1982 modifié portant création du Centre national des arts plastiques ;

Vu l'arrêté du 22 janvier 1998 modifié portant création d'une commission consultative de la commande publique ;

Sur proposition du directeur général de la création artistique ;

Vu l'avis du conseil d'administration du Centre national des arts plastiques en date du 9 novembre 2011,

Arrête :

Art. 1^{er}. - Sont nommés par le ministre de la Culture et de la Communication pour une durée de trois ans :

* Un directeur régional des affaires culturelles :

- Titulaire : Jean-Paul Ollivier, directeur régional de Champagne-Ardenne,
- Suppléante : Marie-Christiane de la Conte, directrice des affaires culturelles de Picardie.

* Un conseiller pour les arts plastiques :

- Titulaire : Claire Nedellec, conseillère pour les arts plastiques en Pays de la Loire,
- Suppléant : Antoine Reguillon, conseiller pour les arts plastiques en Limousin.

* Un représentant des collectivités locales :

- Titulaire : Pierre Gosnat, député-maire d'Ivry-sur-Seine,
- Suppléant : Sylvie Mallet, maire de Dinard.

* Deux artistes :

- Titulaires : Kader Attia et Melik Ohanian,
- Suppléants : Bruno Peinado et Gloria Friedmann.

* Deux personnalités qualifiées dans le domaine de l'art contemporain :

- Titulaires : Chiara Parisi et Hervé Loevenbrück,
- Suppléants : Jean-Marc Poinot et François Quintin.

* Une architecte :

- Titulaire : Antoinette Robain,
- Suppléante : Claire Guieysse.

Art. 2. - Le directeur adjoint chargé des arts plastiques, est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

Pour le ministre et par délégation :
Le directeur adjoint chargé des arts plastiques,
Jean-Pierre Simon

Arrêté du 13 décembre 2011 désignant les rapporteurs-adjoints au jury chargé de la sélection des pensionnaires de l'Académie de France à Rome pour l'année 2012.

Le ministre de la Culture et de la Communication,

Vu le décret n° 71-1140 du 21 décembre 1971 modifié portant application du décret du 1^{er} octobre 1926 conférant la personnalité civile et l'autonomie financière à l'Académie de France à Rome ;

Vu le décret n° 86-233 du 18 février 1986 modifié fixant les conditions d'admission à l'Académie de France à Rome,

Arrête :

Art. 1^{er}. - Sont désignés pour l'année 2012 en qualité de rapporteurs-adjoints au jury, dans les conditions prévues à l'article 7 du décret du 18 février 1986 susvisé, les personnes suivantes :

* Pour l'architecture :

- M^{me} Dominique Rouillard,
- M. Richard Klein.

* Pour les arts plastiques :

- M^{me} Vivian Rehberg,
- M^{me} Caroline Duchatelet,
- M. Marc Donnadiou,
- M. Stéphane Corréard,
- M. Miquel Mont.

* Pour la composition musicale :

- M. Daniel D'Adamo,
- M. Vincent Courtois,

- M. Fernand Vandenbogaerde,
- M. Daniel Yvinec.

* Pour le design :

- M^{me} Brigitte Flamand,
- M^{me} Claire Brunet.

* Pour l'écriture de scénario :

- M^{me} Sophie Fillières,
- M. Cyril Neyrat,
- M^{me} Laetitia Masson.

* Pour l'histoire de l'art :

- M^{me} Anne Lafont,
- M. Olivier Gabet.

* Pour la littérature :

- M^{me} Zahia Rahmani,
- M. Yannick Haenel.

* Pour la photographie :

- M^{me} Paola Salerno,
- M. François Saint-Pierre.

* Pour la restauration des œuvres d'art et des monuments :

- M^{me} Véronique Milande,
- M. Xavier Bonnet.

* Pour la scénographie, la mise en scène et la chorégraphie :

- M. François Duconseille,
- M^{me} Annabel Vergne,
- M. Radhouane El Meddeb.

Art. 2. - Le directeur adjoint chargé des arts plastiques est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

Pour le ministre et par délégation :
Le directeur adjoint chargé des arts plastiques,
Jean-Pierre Simon

Arrêté du 20 décembre 2011 portant nomination des membres de la commission consultative de la création artistique (peinture, sculpture, arts graphiques).

Le ministre de la Culture et de la Communication,

Vu le décret n° 82-883 du 15 octobre 1982 modifié portant création du Centre national des arts plastiques ;

Vu l'arrêté du 8 janvier 1985 modifié portant création d'une commission nationale consultative de la création artistique compétente en la matière de peinture, sculpture, arts graphiques ;

Vu le décret n° 2009-1393 du 11 novembre 2009 relatif aux missions et à l'organisation de l'administration centrale du ministère de la Culture et de la Communication ;

Vu l'arrêté du 17 novembre 2009 relatif aux missions et à l'organisation de la direction générale de la création artistique ;

Vu l'avis du conseil d'administration du Centre national des arts plastiques du 15 décembre 2011 ;

Sur proposition du directeur chargé des arts plastiques à la direction générale de la création artistique,

Arrête :

Art. 1^{er}. - La création d'une commission nationale consultative de la création artistique chargée de donner un avis sur les propositions d'achat d'œuvres d'artistes contemporains dans le domaine de la peinture, de la sculpture et des arts graphiques comprend :

* Cinq membres de droit :

- le directeur général de la création artistique, président de la commission, ou son représentant ;
- le directeur général des patrimoines ou son représentant ;
- le directeur du musée national d'Art moderne-Centre de création industrielle du centre Georges-Pompidou ou son représentant ;
- le directeur du Centre national des arts plastiques ou son représentant ;
- l'inspecteur général de la création artistique ou son représentant.

Art. 2. - Les personnalités extérieures à l'administration, nommées pour une durée de trois ans non renouvelables à compter de 2012, sont les suivantes :

* En qualité d'artistes :

- Valérie Favre ;
- Étienne Bossut.

* En qualité de personnalités désignées en raison de leur compétence :

- Thierry Colin, collectionneur ;
- Alexia Fabre, conservateur du MACVAL (Vitry) ;
- Iordanis Kerenidis, collectionneur ;
- Enrico Lunghi, directeur du MUDAM (Luxembourg) ;
- Guitemie Maldonado, critique d'art ;

- Sandra Patron, directrice du parc Saint-Léger ;

- Hilde Teerlinck, directrice du FRAC Nord - Pas-de-Calais.

Art. 3. - Le directeur chargé des arts plastiques à la direction générale de la création artistique est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

Pour le ministre et par délégation :
Le directeur chargé des arts plastique
à la direction générale de la création artistique,
Jean-Pierre Simon

Arrêté du 20 décembre 2011 portant nomination à la commission nationale consultative d'attribution des aides à la création audiovisuelle et multimédia (image/mouvement).

Le ministre de la Culture et de la Communication,

Vu le décret n° 82-883 du 15 octobre 1982 modifié portant création du Centre national des arts plastiques ;

Vu l'arrêté 25 mars 2004 modifié instituant auprès du Centre national des arts plastiques une commission consultative d'attribution des aides à la création audiovisuelle et multimédia (image/mouvement) ;

Vu le décret n° 2009-1393 du 11 novembre 2009 relatif aux missions et à l'organisation de l'administration centrale du ministère de la Culture et de la Communication ;

Vu l'arrêté du 17 novembre 2009 relatif aux missions et à l'organisation de la direction générale de la création artistique ;

Vu l'avis du conseil d'administration du Centre national des arts plastiques du 15 décembre 2011 ;

Sur proposition du directeur chargé des arts plastiques à la direction générale de la création artistique,

Arrête :

Art. 1^{er}. - Sont nommés, en qualité de membres de la commission chargés de donner un avis sur les demandes d'aide à la création audiovisuelle et multimédia, les personnalités qualifiées dont les noms suivent pour une durée de trois ans non renouvelable :

* Cinq personnalités désignées en raison de leurs compétences :

- Teri Wehn-Damisch, réalisatrice ;
- Olivier Pierre, programmateur FID Marseille, Cinémathèque française ;
- Olivier Schefer, maître de conférence d'esthétique et de philosophie à Paris I ;

- Ange Leccia, artiste ;
- Judith Nora, productrice chez Silex Films.

Art. 2. - Le directeur chargé des arts plastiques à la direction générale de la création artistique est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

Pour le ministre et par délégation :
Le directeur chargé des arts plastiques
à la direction générale de la création artistique,
Jean-Pierre Simon

- plus généralement tous documents relatifs à l'ordonnancement des dépenses et à leur engagement comptable, à l'exception des ordres de mission.

Art. 2. - Cette délégation prend effet le 6 janvier 2012.

Le directeur général de la Cité de la musique,
Laurent Bayle

ÉDUCATION ARTISTIQUE - ENSEIGNEMENT - FORMATION - RECHERCHE

CRÉATION ARTISTIQUE - MUSIQUE, DANSE, THÉÂTRE ET SPECTACLES

Décision n° 03/2012 du 6 janvier 2012 portant délégation de signature à la Cité de la musique.

Le directeur général de la Cité de la musique,

Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 modifié portant règlement général sur la comptabilité publique, et notamment ses articles 191 et 205 relatifs à la responsabilité de l'ordonnateur et à la règle préalable à l'engagement juridique ;

Vu le décret n° 95-1300 du 19 décembre 1995 modifié portant création de l'établissement public de la Cité de la musique et notamment son titre II, article 12 ;

Vu l'arrêté du 1^{er} septembre 2009 portant nomination de M. Éric de Visscher en qualité de directeur du musée de la Musique à l'établissement public de la Cité de la musique ;

Vu l'arrêté du 28 octobre 2010 portant nomination de M. Laurent Bayle en qualité de directeur général de la Cité de la musique ;

Vu la décision du directeur général de la Cité de la musique n° 04-2011 du 17 janvier 2011 portant délégations de signature,

Décide :

Art. 1^{er}. - Délégation de signature est donnée à M^{me} Emmanuelle Durand, administrateur du projet Orchestre des jeunes Demos, à effet de signer au nom du directeur général et dans le cadre des activités propres à Demos :

- les commandes d'un montant inférieur à 11 000 euros HT ;
- les attestations de service fait concernant les dépenses ;

Décision en date du 11 août 2011 portant habilitation l'École nationale supérieure de danse de Marseille à délivrer le diplôme national supérieur professionnel de danseur.

Le ministre de la Culture et de la Communication,

Vu le Code de l'éducation et notamment son article L. 759-1 ;

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L. 1431-5 ;

Vu le décret n° 2007-1678 du 27 novembre 2007 relatif aux diplômes nationaux professionnels délivrés par les établissements d'enseignement supérieur habilités par le ministre chargé de la culture dans les domaines de la musique, de la danse, du théâtre et des arts du cirque et à la procédure d'habilitation de ces établissements ;

Vu l'arrêté du 23 décembre 2008 relatif au diplôme national supérieur professionnel de danseur et fixant les conditions d'habilitation des établissements d'enseignement supérieur à délivrer ce diplôme ;

Vu l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif à la procédure d'habilitation des établissements d'enseignement supérieur dans les domaines de la musique, de la danse, du théâtre et des arts du cirque et au fonctionnement de la Commission nationale d'habilitation ;

Vu la demande de l'École nationale supérieure de danse de Marseille ;

Vu l'avis de la Commission nationale d'habilitation en date du 28 juin 2011,

Décide :

Art. 1^{er}. - L'École nationale supérieure de danse de Marseille est habilitée, pour une durée de deux ans, à compter de la rentrée universitaire 2011, à délivrer le diplôme national supérieur professionnel de danseur.

Art. 2. - La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

Pour le ministre et par délégation :
Le directeur général de la création artistique,
Georges-François Hirsch

Arrêté du 10 novembre 2011 fixant la composition du comité technique commun aux écoles nationales supérieures d'architecture relevant du ministère de la Culture et de la Communication.

Le ministre de la Culture et de la Communication,

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, ensemble la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État ;

Vu la loi n° 2010-751 du 5 juillet 2010 relative à la rénovation du dialogue social et comportant diverses dispositions relatives à la fonction publique ;

Vu le décret n° 2011-184 du 15 février 2011 relatif aux comités techniques dans les administrations et les établissements publics de l'État ;

Vu l'arrêté du 18 décembre 2009, modifié par l'arrêté du 6 janvier 2010, organisant une consultation électorale au ministère chargé de la culture ;

Vu l'arrêté du 9 avril 2010 relatif à l'organisation du second tour de scrutin dans le cadre de la consultation électorale organisée au ministère chargé de la culture ;

Vu l'arrêté du 11 juin 2010 fixant le nombre de sièges attribués à l'issue du second tour de scrutin aux organisations syndicales représentatives au sein des comités techniques paritaires des établissements publics à caractère administratif sous la tutelle du ministère de la Culture et de la Communication ;

Vu l'arrêté du 11 juin 2010 fixant le nombre de sièges attribués aux organisations syndicales représentatives au sein du comité technique paritaire commun aux écoles nationales supérieures d'architecture relevant du ministère de la Culture et de la Communication ;

Vu les courriers des secrétaires généraux, CFDT-Culture, CGT-Culture, SUD-Culture Solidaires, UNSA, en date des 29 septembre 2010, 27 octobre 2010, 1^{er} décembre 2010, 21 janvier 2011 et 4 février 2011,

Arrête :

Art. 1^{er}. - La composition de ce comité est fixée comme suit :

a) Représentants de l'administration :

- M. Bertrand-Pierre Galey, directeur, adjoint au directeur général des patrimoines, chargé de l'architecture (président du CT) ;

- M^{me} Maryline Laplace, sous-directrice de l'enseignement supérieur et de la recherche en architecture (responsable ayant autorité en matière de gestion des ressources humaines).

b) représentants du personnel :

Titulaires :

Suppléants :

CFDT-Culture

M^{me} Marie Édith Breton
École nationale supérieure d'architecture de Nantes

M^{me} Rosine Cohu
École nationale supérieure d'architecture de Paris-La Villette

M^{me} Guillemette Morel Journal
École nationale supérieure d'architecture de Marne-la-Vallée

M. Richard Sabatier
École nationale supérieure d'architecture de Versailles

M^{me} Béatrice Bonacchi
École nationale supérieure d'architecture de Grenoble

M^{me} Michèle Palmyre
École nationale supérieure d'architecture de Marne-la-Vallée

CGT-Culture

M^{me} Colette Ioan
École nationale supérieure d'architecture de Grenoble

M^{me} Betty Bimont
École nationale supérieure d'architecture de Paris-Val de Seine

M. Jean-François Delhoume
École nationale supérieure d'architecture de Marseille

M^{me} Bernadina Haas
École nationale supérieure d'architecture de Paris-Malaquais

Titulaires :**Suppléants :***CGT-Culture (suite)*

M. Maxime Viste
École nationale supérieure d'architecture de Lille

M. Christian Morandi
École nationale supérieure d'architecture de Paris-La Villette

M. Lionel Jouin
École nationale supérieure d'architecture de Rennes

M^{me} Nadine Riou
École nationale supérieure d'architecture de Versailles

M. Dominique Dehais
École nationale supérieure d'architecture de Rennes

M^{me} Yolande Lamarain
École nationale supérieure d'architecture de Paris-Val de Seine

SUD-Culture Solidaires

M. Patrick Bottier
École nationale supérieure d'architecture de Paris-La Villette

M. Nabil Beyhum
École nationale supérieure d'architecture de Paris-Val de Seine

UNSA

M^{me} Françoise Coulon
École nationale supérieure d'architecture de Marseille

M. Franck Provitolo
École nationale supérieure d'architecture de Marne-la-Vallée

Art. 2. - L'arrêté fixant la composition du comité technique paritaire commun aux écoles nationales supérieures d'architecture en date du 1^{er} juillet 2011 est abrogé.

Art. 3. - Le directeur général des patrimoines est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Pour le ministre de la Culture et de la Communication et par délégation :
Le directeur général des patrimoines,
Philippe Bélaval

Décision en date du 20 décembre 2011 portant habilitation de l'École d'enseignement supérieur des beaux-arts et du spectacle vivant de Toulouse à délivrer le diplôme national supérieur professionnel de musicien et le diplôme d'État de professeur de musique.

Le ministre de la Culture et de la Communication,

Vu le Code de l'éducation et notamment son article L. 759-1 ;

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L. 1431-5 ;

Vu le décret n° 2007-1678 du 27 novembre 2007 relatif aux diplômes nationaux professionnels délivrés par les établissements d'enseignement supérieur habilités par le ministre chargé de la culture dans les domaines de la musique, de la danse, du théâtre et des arts du cirque et à la procédure d'habilitation de ces établissements ;

Vu le décret n° 2011-475 du 28 avril 2011 relatif au diplôme d'État de professeur de musique ;

Vu l'arrêté du 1^{er} février 2008 relatif au diplôme national supérieur professionnel de musicien et fixant

les conditions d'habilitation des établissements d'enseignement supérieur à délivrer ce diplôme ;

Vu l'arrêté du 5 mai 2011 relatif au diplôme d'État de professeur de musique et fixant les conditions d'habilitation des établissements d'enseignement supérieur à délivrer ce diplôme ;

Vu l'arrêté du préfet de la région Midi-Pyrénées du 14 novembre 2011 portant prorogation du délai de transfert du patrimoine, des droits et des obligations liés à l'activité du Centre d'études supérieures de musique et de danse, lié à la création de l'École d'enseignement supérieur des beaux-arts et du spectacle vivant, et notamment son article 1^{er},

Décide :

Art. 1^{er}. - L'habilitation à délivrer le diplôme national supérieur professionnel de musicien dans la spécialité « instrumentiste-chanteur » accordée au Centre d'études supérieures de musique et de danse de Toulouse, pour une durée de deux ans, à compter de la rentrée universitaire 2010, est transférée à l'École

d'enseignement supérieur des beaux-arts et du spectacle vivant de Toulouse à compter du 1^{er} janvier 2012. Cette habilitation concerne les formations dispensées en chant, orgues et claviers, cordes, percussions, harpe, saxophone, musiques actuelles et musiques anciennes.

Art. 2. - L'habilitation à délivrer le diplôme d'État de professeur de musique accordée au Centre d'études supérieures de musique et de danse de Toulouse, pour une durée de deux ans, à compter de la rentrée universitaire 2011, est transférée à l'École d'enseignement supérieur des beaux-arts et du spectacle vivant de Toulouse à compter du 1^{er} janvier 2012. Cette habilitation concerne les formations dispensées dans les disciplines, domaines et options suivants :

- discipline enseignement instrumental ou vocal, dans les domaines musique classique à contemporaine, musique ancienne, musiques traditionnelles, jazz, musiques actuelles amplifiées ;
- discipline accompagnement, options musique et danse ;
- discipline formation musicale ;
- discipline direction d'ensembles, option ensembles vocaux.

Art. 3. - La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

Pour le ministre et par délégation :
Le directeur général de la création artistique,
Georges-François Hirsch

Arrêté du 5 janvier 2012 portant classement du conservatoire municipal de musique de Puteaux en conservatoire à rayonnement communal ou intercommunal.

Le ministre de la Culture et de la Communication,

Vu le Code de l'éducation, notamment son article L. 216-2 ;

Vu le décret n° 2006-1248 du 12 octobre 2006 relatif au classement des établissements d'enseignement public de la musique, de la danse et de l'art dramatique ;

Vu l'arrêté du 15 décembre 2006 fixant les critères du classement des établissements d'enseignement public de la musique, de la danse et de l'art dramatique,

Arrête :

Art. 1^{er}. - Le conservatoire municipal de musique de Puteaux, 157, rue de la République, 92800 Puteaux, est classé dans la catégorie des conservatoires à

rayonnement communal ou intercommunal pour une durée de 7 ans à compter de la date de signature du présent arrêté.

Art. 2. - Le directeur général de la création artistique est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

Pour le ministre et par délégation :
Le directeur général de la création artistique,
Georges-François Hirsch

Arrêté du 10 janvier 2012 portant agrément d'un organisme à assurer une formation spécifique à la sécurité des spectacles adaptée à la nature du lieu de spectacle.

Le ministre de la Culture et de la Communication,

Vu l'ordonnance n° 45-2339 du 13 octobre 1945 modifiée relative aux spectacles ;

Vu l'article R. 7122-3 du Code du travail ;

Vu l'arrêté du 30 juin 2004 modifié par l'arrêté du 5 mai 2008, relatif à l'agrément des organismes assurant une formation spécifique à la sécurité des spectacles adaptée à la nature du lieu de spectacle,

Arrête :

Art. 1^{er}. - Est agréé pour assurer la formation spécifique à la sécurité des spectacles adaptée à la nature du lieu de spectacle, pour une période de trois ans à compter du 10 janvier 2012, l'organisme ci-dessous désigné :

- Greta Bretagne Occidentale, 5, rue Île-de-Bréhat, BP 81414, 29104 Quimper Cedex.

Art. 2. - Le directeur général de la création artistique est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

Pour le ministre et par délégation :
Pour le directeur général de la création artistique :
Le sous-directeur de l'emploi et de la formation,
Philippe Garo

Arrêté du 10 janvier 2012 portant renouvellement de classement du conservatoire de l'agglomération du Choletais en conservatoire à rayonnement départemental.

Le ministre de la Culture et de la Communication,

Vu le Code de l'éducation, notamment son article L. 216-2 ;

Vu le décret n° 2006-1248 du 12 octobre 2006 relatif au classement des établissements d'enseignement public de la musique, de la danse et de l'art dramatique ;

Vu l'arrêté du 15 décembre 2006 fixant les critères du classement des établissements d'enseignement public de la musique, de la danse et de l'art dramatique,

Arrête :

Art. 1^{er}. - Le conservatoire de l'agglomération du Choletais, 5, rue Tournierit, 49300 Cholet, est classé dans la catégorie des conservatoires à rayonnement départemental pour une durée de 7 ans à compter de la date de signature du présent arrêté.

Art. 2. - Le directeur général de la création artistique est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

Pour le ministre et par délégation :
Pour le directeur général de la création artistique :
Le chef de service, adjointe au directeur général
de la création artistique,
Anne-Marie Le Guével

Circulaire n° 2012/001 du 11 janvier 2012 relative au développement des pratiques orchestrales à l'école et au collège.

NOR : MENE1200612C

Le ministre de l'Éducation nationale, de la Jeunesse et de la Vie associative et le ministre de la Culture et de la Communication,

aux

Préfètes et préfets de région (directions régionales des affaires culturelles) ;

Rectrices et recteurs d'académie ;

Inspectrices et inspecteurs d'académie, directrices et directeurs des services départementaux de l'Éducation nationale ;

Inspectrices et inspecteurs d'académie, inspectrices et inspecteurs pédagogiques régionaux, délégué(e)s académiques à l'éducation artistique et culturelle ;

Inspectrices et inspecteurs de l'Éducation nationale chargés des circonscriptions du premier degré ;

Chefs d'établissement d'enseignement ;

Directrices et directeurs d'école ;

Directrices et directeurs des conservatoires agréés.

L'éducation artistique et culturelle constitue une mission prioritaire et commune des ministères chargés de l'éducation nationale et de la culture et de la communication. Sa généralisation passe notamment par l'initiation à de véritables pratiques artistiques. Pourtant, on constate que trop peu d'enfants ont accès aujourd'hui à une pratique musicale, vocale ou instrumentale, malgré les efforts importants et soutenus de l'État, des collectivités et de divers acteurs en ce sens. Des barrières sociales, culturelles, géographiques,

financières expliquent pour une large part cette situation.

Or, il est reconnu que la pratique musicale est un facteur de réussite scolaire. À la fois espace de plaisir et de rigueur, elle contribue, au-delà du seul aspect artistique, à l'apprentissage de la maîtrise de soi mais aussi à l'entraînement de la mémoire et de l'attention.

C'est tout particulièrement le cas des pratiques collectives car elles supposent une responsabilité et une maîtrise individuelles mises au service d'un travail de groupes et contribuent à la sérénité du climat au sein de l'école ou de l'établissement comme au dynamisme de la vie scolaire.

Le développement de la pratique vocale, en particulier dans le cadre des chorales scolaires (cf. circulaire relative au chant choral à l'école, au collège et au lycée, n° 2011-155 du 21-09-2011), est un objectif important.

Le développement des pratiques orchestrales, qui adossent l'apprentissage d'un instrument à une pratique orchestrale, participe de cette même ambition de démocratisation culturelle au service de la réussite de chaque élève.

Si les orchestres scolaires peuvent être mis en place dans tous les établissements, une attention particulière sera portée à ceux relevant du programme ÉCLAIR et des zones rurales.

Forts de ces constats et pleinement conscients de ce qu'apportent aux jeunes les pratiques orchestrales à l'école, le ministère de l'Éducation nationale, de la Jeunesse et de la Vie associative et le ministère de la Culture et de la Communication souhaitent soutenir les principes et conditions du développement de ces pratiques orchestrales complémentaires de l'enseignement de l'éducation musicale dont maîtres et professeurs ont la pleine responsabilité de mise en œuvre.

Dans cette perspective, des conventions spécifiques pourront être signées entre les ministères et les associations nationales œuvrant en faveur du développement des pratiques artistiques orchestrales à l'école.

Différents cadres d'accueil pour un projet de pratique orchestrale

Plusieurs cadres peuvent accueillir un projet de pratique orchestrale à l'école ou au collège, notamment :

- le volet pratiques artistiques et culturelles de l'accompagnement éducatif vise à compléter la formation obligatoire des élèves de situations d'apprentissage variées et originales venant aider, compléter, diversifier ou renforcer les apprentissages scolaires. Dans ce cadre souple et ouvert au

partenariat, de nombreux projets de pratique orchestrale ont vocation à se développer.

- que ce soit à l'école ou au collège, les projets qui auraient une incidence sur les modalités de mise en œuvre des programmes et sur les horaires d'enseignement peuvent s'inscrire dans le **cadre expérimental ouvert par l'article 401-1 du Code de l'éducation**⁽¹⁾. Les renseignements utiles pourront être trouvés auprès des conseillers académiques à la recherche-développement, à l'innovation et à l'expérimentation (<http://www.eduscol.education.fr/pid25043-cid47240/conseillers-academiques-cardie.html>) ;

- par ailleurs, les écoles et collèges qui le souhaitent disposent du cadre des **classes à horaires aménagés musicales (CHAM)**, rénovées en 2002 et 2006 (arrêté du 31-7-2002 et circulaire n° 2002-165 du 2-8-2002, arrêté du 22-06-2006) qui permettent l'inscription dans le parcours de formation obligatoire d'une pratique orchestrale renforcée.

Une école ou un collège soucieux de développer une offre de formation artistique de cette nature peut partir d'une implantation au sein de l'accompagnement éducatif pour parvenir à son inscription pérenne dans le temps scolaire.

Un partenariat avec un conservatoire, une école de musique ou certaines associations est obligatoire pour mettre en œuvre une CHAM. En revanche, dans les deux autres cadres précédemment évoqués, les professeurs des écoles, lorsqu'ils disposent des compétences nécessaires ou sont accompagnés par des musiciens intervenants (Dumistes) ou encore les professeurs spécialisés de l'enseignement secondaire, ont vocation à conduire eux-mêmes de tels projets.

Néanmoins, la plupart des projets reposant sur un apprentissage soutenu de techniques instrumentales nécessaires à la pratique collective de la musique, l'intervention régulière de musiciens intervenants et de professeurs spécialisés à cet égard peut s'avérer utile. Ils participent au travail collectif qui reste le point d'entrée du projet et sa finalité. Des partenariats avec des associations ayant vocation à accompagner ce type de pratiques peuvent également être recherchés, en particulier avec celles faisant l'objet d'une convention-cadre nationale. Dans de nombreuses situations, le partenariat avec un établissement d'enseignement spécialisé constitue un précieux apport de compétences. Celui-ci doit être intégré au projet et prévu dans le cadre d'une convention élaborée en lien avec la collectivité territoriale concernée qui associe l'établissement scolaire à l'établissement partenaire.

L'organisation et le fonctionnement des orchestres scolaires comme les modalités d'évaluation sont régis par une convention élaborée en concertation et signée par les différents partenaires (établissements scolaires, écoles de musique, collectivité territoriale, etc.). La convention précise notamment les modalités de ce partenariat, les conditions de financement de ces orchestres (modes de prêt et d'acquisition des instruments - avec la participation éventuelle de partenaires privés - etc.), l'organisation de l'enseignement musical, les modalités et lieux d'enseignement et l'accompagnement des élèves en cas de déplacement.

Principes de référence pour développer un projet de pratique orchestrale

Quel qu'en soit le cadre, un projet de pratique orchestrale doit respecter un certain nombre de principes permettant de définir, de mettre en œuvre et d'évaluer les projets de pratique orchestrale.

Un projet de pratique orchestrale :

- contribue à la mise en œuvre du **projet de l'école ou de l'établissement**. À ce titre, il doit y être présenté en soulignant ses objectifs propres comme ses apports aux objectifs généraux du projet de l'école ou de l'établissement ;
- repose sur la motivation des **élèves**. Sur cette base, il est souhaitable qu'il s'organise sur plusieurs années de façon à permettre la construction progressive des compétences instrumentales visées. Il doit pouvoir accueillir des niveaux techniques différenciés ;
- profite le plus souvent d'un **partenariat** avec un établissement d'enseignement spécialisé de la musique (conservatoire agréé, école de musique). Il repose alors sur une convention qui précise les objectifs du projet, son organisation ainsi que la démarche pédagogique associant les deux établissements ;
- s'appuie sur des **instruments** mis gracieusement à disposition des élèves et placés sous leur responsabilité ;
- est placé sous la **responsabilité pédagogique des professeurs relevant du ministère chargé de l'éducation nationale**. Sous des formes nécessairement différentes à l'école et au collège, il mobilise leurs compétences, d'une part d'instrumentistes, d'autre part de pédagogues ;
- entretient des **liens étroits avec les enseignements obligatoires**, quel que soit son cadre de développement ;
- **s'ajoute et s'articule à l'enseignement complémentaire de chant choral** proposé dans le temps périscolaire (lorsque celui-ci existe). Les dispositions associant les élèves concernés par ces

⁽¹⁾ Article L. 401-1 du Code de l'éducation introduit par l'article 34 de la loi n° 2005-380 du 23 avril 2005 d'orientation et de programme pour l'avenir de l'école.

différentes pratiques sont toujours recherchées et bienvenues ;

- **prévoit un dispositif de suivi, qui peut être complété par une évaluation**, notamment lorsque le projet s'inscrit dans un cadre expérimental, pour apprécier l'apport du projet à la réussite des élèves.

Les déclinaisons de ces principes permettent d'envisager des projets répondant au mieux aux besoins des élèves en leur offrant un temps original de formation, de réussite et de plaisir au sein de l'école ou du collège. Leur respect garantit la qualité, tant du point de vue de la cohérence de l'action éducative générale que de celui de l'intérêt de chaque élève.

L'annexe ci-dessous vise à aider les équipes pédagogiques à définir puis à mettre en œuvre un projet de pratique orchestrale à l'école ou au collège.

Pour le ministre de l'Éducation nationale, de la Jeunesse
et de la Vie associative et par délégation :
Le directeur général de l'enseignement scolaire,
Jean-Michel Blanquer
Pour le ministre de la Culture et de la Communication
et par délégation :
Le directeur général de la création artistique,
Georges-François Hirsch

Annexe

Caractéristiques d'un projet de pratique orchestrale

Respectueux des principes rappelés ci-dessus, un projet de pratique orchestrale à l'école ou au collège peut poursuivre diverses ambitions et se décliner selon des modalités variées. Sa définition puis sa mise en œuvre doivent préciser les objectifs et caractéristiques mentionnés ci-dessous. Cet ensemble deviendra alors un appui précieux pour évaluer régulièrement l'apport de ce projet à la réussite des élèves et en envisager l'éventuelle évolution.

Les objectifs

- proposer aux élèves un projet collectif qui développe le plaisir d'apprendre, le travail solidaire et l'autonomie, l'effort, la confiance en soi et la rigueur. À ce titre, il contribue à l'acquisition des compétences 6 et 7 du socle commun de connaissances et de compétences (compétences sociales et civiques, autonomie et initiative) ;

- développer une technique instrumentale en partant d'une pratique orchestrale.

Les éléments à prendre en considération pour définir un projet puis le mettre en œuvre

Le cadre de l'établissement

- contribution au projet d'école ou d'établissement ;
- rayonnement du projet sur l'ensemble de la communauté scolaire ;
- liens avec les objectifs et contenus de la formation générale obligatoire ;
- liens avec l'éducation musicale obligatoire ;
- liens avec la chorale de l'école ou du collège ;
- positionnement dans le temps de l'élève (temps scolaire/accompagnement éducatif).
- recherche de partenariats en fonction des modalités envisagées pour le développement du projet.

Encadrement du projet

- articulation des compétences pédagogiques (technique instrumentale/direction d'ensemble) portées par les différents partenaires.

Profils et parcours des élèves

- niveaux scolaires (hétérogène ou homogène) et instrumentaux (hétérogène ou homogène, débutants ou non débutants) privilégiés ;
- prise en compte éventuelle des acquis musicaux antérieurs et de la diversité des progressions individuelles ;
- organisation pluriannuelle du projet permettant la poursuite de la formation instrumentale sur plusieurs années ;
- de ce point de vue, lien école/collège et lien école ou collège avec les établissements d'enseignement spécialisé du secteur ; place du projet au sein d'une action territoriale large visant le développement des pratiques musicales ; liens avec les collectivités territoriales.

Pédagogie

- place et rôle de l'oralité dans les apprentissages ;
- place et rôle de la connaissance du langage musical et de sa lecture (solfège/formation musicale) dans les apprentissages ;
- choix du répertoire (esthétique de référence, niveau, arrangement, etc.) ;
- articulation entre le travail individualisé et le travail en ensemble, prise en compte des difficultés relatives à chaque instrument ;
- fréquence, formes et enjeux des productions publiques.

Instruments

- choix de la famille d'instruments (bois/cuivres/cordes/percussions et combinaisons) en lien avec les répertoires et esthétiques privilégiés ;
- gestion des instruments : acquisition, entretien ; lieu de rangement dans l'établissement ; prêt et responsabilité des élèves et des familles ;
- budget d'investissement, budget d'entretien.

Suivi, évaluation

- impact du projet sur les résultats scolaires et sur l'attitude des élèves ;
- qualité artistique atteinte par l'orchestre et compétences techniques développées par chaque élève ;
- poursuite d'un parcours de formation instrumentale en dehors du cadre scolaire ;
- adéquation des caractéristiques du projet aux objectifs : constats et évolutions à envisager.

Arrêté du 13 janvier 2012 fixant la date, le nombre de postes offerts et la composition du jury de l'examen professionnel pour l'accès d'un agent non titulaire au corps des professeurs des écoles nationales supérieures d'art, en application du décret n° 99-476 du 2 juin 1999 fixant les conditions exceptionnelles d'intégration des agents non titulaires du ministère de la Culture et de la Communication et de certains établissements publics à caractère administratif qui en dépendent, dans des corps de fonctionnaires de catégorie A.

Le ministre de la Culture et de la Communication,

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, ensemble la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État ;

Vu le décret n° 99-476 du 2 juin 1999 fixant les conditions exceptionnelles d'intégration des agents non titulaires du ministère de la Culture et de la Communication et de certains établissements publics à caractère administratif qui en dépendent, dans des corps de fonctionnaires de catégorie A ;

Vu l'arrêté du 18 février 2000 fixant la nature et la durée de l'épreuve de l'examen professionnel pour l'accès d'agents non titulaires au corps des professeurs des écoles nationales d'art du ministère chargé de la culture ;

Vu la décision du Conseil d'État n° 299169 du 9 décembre 2011,

Arrête :

Art. 1^{er}. - Est autorisée l'ouverture d'un examen professionnel pour l'accès au corps des professeurs des écoles nationales supérieures d'art.

Art. 2. - Le nombre de postes est fixé à 1.

Art. 3. - Le jury est composé :

- d'un membre de l'inspection générale des affaires culturelles, président ;
- de trois membres de l'inspection de la création artistique.

Il est nommé par arrêté du ministre de la Culture et de la Communication.

Art. 4. - L'épreuve orale se déroulera à Paris le 15 mars 2012.

Art. 5. - En cas de succès, la date de nomination dans le corps des professeurs des écoles nationales supérieures d'art du candidat déclaré admis est fixée au 1^{er} janvier 2001.

Art. 6. - Le chef du service des ressources humaines du ministère de la Culture et de la Communication est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

Pour le ministre et par délégation :

Le sous-directeur des politiques de ressources humaines
et des relations sociales,
Christian Nègre

Circulaire n° 2012/002 du 18 janvier 2012 fixant les conditions d'attribution des bourses d'enseignement initial sur critères sociaux aux élèves des conservatoires à rayonnement régional et des conservatoires à rayonnement départemental pour l'année scolaire 2011/2012.

Le ministre de la Culture et de la Communication
à

Madame et messieurs les préfets de région
Directions régionales des affaires culturelles

Je vous prie de bien vouloir trouver ci-joint la circulaire fixant les conditions d'attribution des bourses d'enseignement initial pour l'année scolaire 2011/2012 ainsi que les formulaires à remettre aux élèves des conservatoires à rayonnement régional et des conservatoires à rayonnement départemental.

La présente circulaire reprend l'ensemble des dispositions de la circulaire n° 2010/030 du 8 décembre 2010 du ministre chargé de la culture qui proroge pour les élèves des conservatoires à rayonnement régional et des conservatoires à rayonnement départemental un système spécifique de bourses, indépendant de celui mis en place pour les étudiants des établissements d'enseignement supérieur relevant du ministère chargé de la culture.

Ce texte fera l'objet d'une publication au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

Je vous remercie de me faire parvenir à l'issue de l'application de cette procédure les éléments nécessaires à son suivi : nombre de demandes de bourses, nombre de bourses allouées précisant la répartition par échelon, montant total.

Le directeur général de la création artistique,
Georges-François Hirsch

**Circulaire n° 2012/002 du 18 janvier 2012
fixant les conditions d'attribution des bourses
d'enseignement initial sur critères sociaux
aux élèves des conservatoires à rayonnement
régional et des conservatoires à rayonnement
départemental pour l'année scolaire 2011/2012**

NOR : MCCD1201723C

**Titre I - Conditions générales d'attribution des
bourses sur critères sociaux**

Les bourses d'enseignement initial sur critères sociaux octroyées par le ministère de la Culture et de la Communication sont destinées à permettre à leurs bénéficiaires d'entreprendre des études dans le cadre d'un cursus spécialisé ou d'orientation professionnelle auxquelles, sans cette aide, ils auraient été contraints de renoncer en raison de leur situation familiale ou matérielle. Ces bourses sont attribuées, sous réserve de recevabilité de la demande, en fonction des ressources et des charges des parents ou du tuteur légal, appréciées sur la base d'un barème national.

Ce barème national détermine les ressources et les charges de la famille prise en compte et les échelons de la bourse sur critères sociaux (de 0 à 6).

Les candidats doivent remplir les conditions générales de recevabilité relatives notamment aux études poursuivies, à l'âge et à la nationalité définies ci-dessous. Toutefois, certaines situations individuelles dont la spécificité n'a pu être prise en compte par le barème national, peuvent donner lieu, sous certaines conditions, à l'attribution d'une aide d'urgence dans les conditions prévues par la présente circulaire.

**I - Conditions d'études ouvrant droit à la
demande de bourse sur critères sociaux**

A - Conditions générales

Peuvent bénéficier d'une bourse d'enseignement initial sur critères sociaux les élèves des conservatoires à rayonnement régional et des conservatoires à rayonnement départemental inscrits en troisième cycle spécialisé ou cycle spécialisé préfigurant le cycle d'enseignement professionnel initial ou CEPI et

poursuivant un cursus de formation complet, conforme aux préconisations du schéma d'orientation pédagogique propre à chaque discipline. Ces conditions sont appréciées et attestées par l'équipe pédagogique.

B - Conditions de cursus

Pour les élèves des conservatoires à rayonnement régional et des conservatoires à rayonnement départemental :

a) Les élèves musiciens, à l'exception des chanteurs, doivent être inscrits :

- en cycle spécialisé ou cycle spécialisé préfigurant le cycle d'enseignement professionnel initial conduisant à la délivrance du diplôme d'études musicales (DEM) et suivre une formation complète dans le même établissement, telle qu'elle est définie dans le schéma d'orientation pédagogique du ministère de la Culture et de la Communication⁽¹⁾ ;

- en cycle d'enseignement professionnel initial de musique conduisant à la délivrance du diplôme national d'orientation professionnelle de musique (DNOP) mis en place par les régions Poitou-Charentes et Nord - Pas-de-Calais.

Pour bénéficier d'une bourse, les élèves de ces deux cycles, lorsque l'instrument est la discipline dominante, doivent suivre régulièrement un cours de pratique collective et un cours de culture musicale.

- en cycle de perfectionnement et suivre une formation comportant, au minimum, la discipline dominante et une discipline complémentaire (qui peut être une pratique collective).

b) Les élèves chanteurs doivent être inscrits :

Dans le cursus des études de chant (cycle spécialisé, cycle spécialisé préfigurant le CEPI, CEPI) à partir de la seconde année (la 1^{re} année constituant une période d'observation sur les aptitudes à la poursuite de ces études) : ils doivent suivre une formation complète dans l'établissement (chant, pratique collective, formation musicale ou culture musicale).

c) Les élèves danseurs doivent être inscrits exclusivement :

- en troisième cycle cursus A ou cycle spécialisé préfigurant le cycle d'enseignement professionnel initial conduisant à la délivrance du diplôme d'études chorégraphiques (DEC). Les élèves doivent suivre un cours de formation musicale et pratiquer deux disciplines chorégraphiques dont une principale ;

⁽¹⁾ Y compris dans les conservatoires de la ville de Paris qui dispensent la formation conduisant au diplôme d'études musicales délivré par le conservatoire à rayonnement régional de Paris. Les candidats doivent indiquer dans le dossier de demande de bourse le cycle dans lequel ils sont inscrits.

- en cycle d'enseignement professionnel initial de danse conduisant à la délivrance du diplôme national d'orientation professionnelle de danse (DNOP) mis en place par la région Poitou-Charentes.

d) Les élèves comédiens doivent être inscrits exclusivement :

- en cycle d'orientation professionnelle ou en cycle préfigurant le cycle d'enseignement professionnel initial d'art dramatique conduisant à la délivrance du diplôme d'études théâtrales (DET). La liste des établissements habilités à délivrer le diplôme d'études théâtrales figure en annexe ;

- en cycle d'enseignement professionnel initial d'art dramatique conduisant à la délivrance du diplôme national d'orientation professionnelle (DNOP) mis en place par la région Poitou-Charentes.

II - Conditions d'âge

a) pour les élèves musiciens (hormis les chanteurs) être né dans la période allant du 1^{er} janvier 1987 au 31 décembre 1995 ;

b) pour les élèves chanteurs (classique, musiques actuelles, musiques traditionnelles) et les élèves des classes de composition électroacoustique être né dans la période allant du 1^{er} janvier 1985 au 31 décembre 1995 ;

c) pour les élèves danseurs, être né dans la période allant du 1^{er} janvier 1991 au 31 décembre 1999 ;

d) pour les élèves comédiens, être né dans la période allant du 1^{er} janvier 1987 au 31 décembre 1995.

Aucune dérogation à ces dispositions ne sera accordée.

III - Conditions de ressources

Les ressources ne doivent pas dépasser les plafonds fixés au titre II relatif aux critères sociaux d'attribution et aux taux des bourses.

IV - Conditions de nationalité

Les élèves suivants peuvent percevoir une bourse d'enseignement initial sur critères sociaux :

a) Élève de nationalité française ou ressortissant d'un État membre de l'Union européenne autre que la France, d'un autre État partie à l'Espace économique européen ou de la Confédération suisse.

Outre les conditions générales, le ressortissant d'un État membre de l'Union européenne autre que la France ou d'un autre État partie à l'Espace économique européen doit, en application des articles 7 et 12 du règlement n° 1612-68 (CEE) du 15 octobre

1968 relatif à la libre circulation des travailleurs à l'intérieur de la Communauté, remplir l'une des conditions suivantes :

- avoir précédemment occupé un emploi en France, à temps plein ou à temps partiel. L'activité doit être réelle et effective et avoir été exercée en qualité de salarié ou de non-salarié ;

- justifier que l'un de ses parents ou son tuteur légal a perçu des revenus en France.

La condition de détention de la qualité de travailleur communautaire ou d'enfant de travailleur communautaire n'est pas exigée pour l'élève qui atteste d'un certain degré d'intégration dans la société française.

Le degré d'intégration est apprécié notamment au vu de la durée du séjour (un an minimum), de la scolarité suivie en France ou encore des liens familiaux en France.

Cette condition n'est en tout état de cause pas exigée si l'élève justifie de 5 ans de résidence régulière ininterrompue en France (article 24 de la directive 2004/38/CE du 29 avril 2004).

L'ensemble de ces dispositions est applicable au ressortissant de la Confédération suisse, en application des articles 3 et 9 de l'annexe 1 de l'accord sur la libre circulation des personnes, signé le 21 juin 1999 entre la Confédération suisse et la Communauté européenne et ses États membres.

b) Élève de nationalité étrangère

Outre les conditions générales, l'élève de nationalité étrangère doit remplir l'une des conditions suivantes :

- être en possession d'un certificat de réfugié délivré par l'Office français de protection des réfugiés et apatrides (OFPRA) ou d'un récépissé de la demande de titre de séjour qui vaut autorisation de séjour portant la mention « reconnu réfugié » délivré par la préfecture ou de la carte de résident en application du Code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile (CESEDA) ;

- être titulaire d'une carte de séjour temporaire ou d'une carte de résident délivrée en application du Code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile. Dans ce cas, l'élève doit en outre être domicilié en France depuis au moins deux ans et attester d'un foyer fiscal de rattachement (père, mère ou tuteur légal) en France depuis au moins deux ans.

Cette dernière condition est appréciée au 1^{er} octobre de l'année scolaire pour laquelle la bourse est sollicitée.

- être andorran de formation française. L'élève étranger dont les parents résident en Andorre peut

bénéficier d'une bourse d'enseignement initial sur critères sociaux dans les mêmes conditions que l'élève étranger domicilié en France.

V - Catégories exclues du dispositif

Sont exclus du bénéfice d'une bourse d'enseignement initial sur critères sociaux :

- les fonctionnaires stagiaires, les agents titulaires des fonctions publiques de l'État, territoriale ou hospitalière, en activité, en disponibilité, en congé sans traitement ;
- les personnes en détention pénale sauf celles placées en régime de semi-liberté ;
- les personnes inscrites au Pôle emploi comme demandeurs d'emploi ou bénéficiaires d'aides à l'insertion et/ou à la formation professionnelle ;
- les personnes rémunérées sous contrat d'apprentissage ou de professionnalisation ou en congé individuel de formation ;
- les élèves qui suivent des cours de mise à niveau linguistique dans un État étranger ;
- les élèves originaires de certaines collectivités d'outre-mer pris en charge par le ministère chargé de l'outre-mer conformément aux dispositions du décret n° 88-1012 du 28 octobre 1988 et du décret n° 89-733 du 11 octobre 1989.

VI - Cumul

Le cumul d'une bourse d'enseignement initial sur critères sociaux avec une source de revenu, autre que l'aide familiale, est soumis à certaines conditions.

Dès lors que l'obligation d'assiduité aux cours et aux examens est respectée, l'élève peut exercer une activité professionnelle ne relevant pas des cas d'exclusion mentionnées ci-avant. Dans ce cadre, le cumul de la rémunération avec une bourse d'enseignement initial sur critères sociaux est possible.

La bourse d'enseignement initial sur critères sociaux est cumulable avec une bourse de mobilité, une bourse Erasmus ou une bourse accordée par une collectivité territoriale.

En revanche, elle n'est pas cumulable avec une allocation pour la diversité dans la fonction publique, une bourse sur critères universitaires, une bourse de formation et de recherche, une bourse d'un autre département ministériel⁽²⁾, une aide de formation permanente ou d'insertion professionnelle ou une bourse d'un gouvernement étranger.

⁽²⁾ Les élèves lycéens, inscrits en cycle spécialisé et boursiers de l'éducation nationale reçoivent le complément qui aligne leur rémunération au niveau de la bourse culture à laquelle leur statut leur donne droit

Titre II - Critères sociaux d'attribution et taux des bourses

Les critères sociaux d'attribution des bourses sont applicables aux élèves qui remplissent les conditions générales définies au titre I.

Les bourses d'enseignement initial sur critères sociaux n'ont pas pour objet de se substituer à l'obligation alimentaire telle que définie par les dispositions des articles 203 et 371-2 du Code civil qui imposent aux parents d'assurer l'entretien de leurs enfants, même majeurs, tant que ces derniers ne sont pas en mesure de subvenir à leurs propres besoins. Ainsi, ces bourses constituent une aide complémentaire à celle de la famille.

Les bourses sur critères sociaux sont attribuées en fonction des revenus de la famille et du nombre de points de charge. Les points de charge servent à déterminer le taux des bourses fixé chaque année en application d'un barème national.

I - Conditions de ressources

A - Principe

Les revenus retenus pour le calcul du droit à bourse sont ceux perçus durant l'année n-2 par rapport à l'année de dépôt de la demande de bourse et plus précisément, ceux figurant à la ligne « revenu brut global » ou « déficit brut global » du ou des avis fiscaux d'imposition, de non-imposition ou de non-mise en recouvrement, de restitution ou de dégrèvement.

Sont également pris en compte les revenus perçus à l'étranger, dans les collectivités d'outre-mer et en Nouvelle-Calédonie et ne figurant pas à la ligne précitée de l'avis fiscal. Ne sont pas comptabilisés dans le calcul du droit à bourse les salaires versés à l'élève âgé de 25 ans au plus au 1^{er} janvier de l'année d'imposition en rémunération d'activités exercées pendant ses études ou exercées durant les congés scolaires dans la limite de trois fois le montant mensuel du SMIC.

B - Dispositions particulières

Lorsque sur la déclaration fiscale, la lettre « T », correspondant à la situation de parent isolé (définie à l'article L. 524-2 du Code de la sécurité sociale) est mentionnée, les revenus du seul parent concerné sont pris en compte. Il en est de même si le parent qui a la charge de l'élève, peut justifier du versement de l'allocation « parent isolé ».

Par ailleurs, dans les situations attestées par une évaluation sociale révélant l'incapacité de l'un des parents à remplir l'obligation telle que définie par le Code civil, une bourse d'enseignement initial sur

critères sociaux pourra être accordée sur la base du seul revenu du foyer fiscal concerné.

1) Divorce/séparation

En cas de séparation de fait ou de corps dûment justifiée ou de divorce, les revenus pris en compte sont ceux du parent ayant à charge le candidat, sous réserve qu'un jugement prévoie pour l'autre parent l'obligation du versement d'une pension alimentaire.

En l'absence d'un tel jugement, les ressources des deux parents sont prises en compte. Dans le cas du versement volontaire d'une pension alimentaire, cette dernière doit être déduite du revenu brut global du conjoint qui la verse.

Dans le cas de l'élève majeur ne figurant pas sur le jugement de divorce, il convient de retenir les ressources du parent qui a la charge fiscale de l'élève ou de celui ou ceux qui lui versent directement une pension alimentaire.

En l'absence de la mention du versement d'une pension alimentaire dans le jugement de divorce, les ex-conjoints peuvent attester du fait, dûment constaté et fiscalement reconnu, que chacun d'entre eux à la charge d'un de leurs enfants au moins, il conviendra alors d'examiner le droit à bourse sur la base du seul revenu du foyer fiscal concerné.

2) Remariage

Lorsque le nouveau conjoint prend fiscalement à charge un ou des enfants en cours de scolarité issus du premier mariage de son conjoint, le droit à bourse de ces élèves doit être examiné en fonction des ressources du nouveau couple constitué.

3) Pacte civil de solidarité

Lorsque le pacte civil de solidarité concerne les deux parents de l'élève, les revenus des deux parents sont pris en compte.

Si l'un des deux membres du couple n'est pas un des parents de l'élève, le droit à bourse doit être apprécié, selon les cas, en fonction des dispositions du point 2) ci-dessus.

4) Concubinage/union libre

Lorsque le concubinage ou l'union libre concerne les deux parents de l'élève, les revenus des deux parents sont pris en compte.

Si l'un des deux membres du couple n'est pas le parent de l'élève, les dispositions du point 1) ci-dessus s'appliquent.

5) Élève français ou ressortissant d'un État membre de l'Union européenne autre que la France, d'un autre

État partie à l'Espace économique européen ou de la Confédération suisse dont les parents résident et/ou travaillent à l'étranger

Pour l'élève français, le consulat de France doit transmettre, à titre confidentiel, les éléments permettant d'évaluer les ressources et les charges familiales, et notamment une appréciation sur le niveau des revenus compte tenu du coût de la vie locale.

L'élève européen dont les parents ne résident pas sur le territoire français doit présenter toutes les pièces nécessaires à l'examen de son droit à bourse : soit un avis fiscal ou un document assimilé portant sur l'année n-2, soit, en l'absence d'un tel document, les fiches de salaire du père et de la mère ou du tuteur légal portant sur les trois derniers mois de l'année n-2.

Les ressources ainsi obtenues, transposées éventuellement en euros et après réintégration du montant de l'impôt payé lorsque celui-ci est directement prélevé à la source, constituent le « revenu brut global » de la famille qui doit être pris en compte comme celui retenu en France.

6) Élève de nationalité étrangère

Cet élève doit joindre à son dossier de candidature une attestation sur l'honneur du ou des parents ou du tuteur légal l'ayant à charge indiquant si des revenus sont perçus à l'étranger et, dans l'affirmative, leur montant en euros.

Dans ce cas, ces revenus seront ajoutés au « revenu brut global » figurant sur l'avis fiscal établi en France.

C - Dispositions dérogatoires

1) Relatives à la référence de l'année n-2

Les revenus de l'année civile écoulée, voire ceux de l'année civile en cours, peuvent être retenus.

Dans ce cas, les revenus effectivement perçus durant l'année considérée sont examinés après prise en compte de l'évolution du coût de la vie durant cette (ces) année(s) mesurée par l'Institut national de la statistique et des études économiques afin de les comparer à ceux de l'année de référence.

Cette disposition s'applique dans les situations suivantes :

- une diminution durable et notable des ressources familiales résultant de maladie, décès, chômage, retraite, divorce, séparation de fait ou séparation de corps dûment constatée par la juridiction judiciaire ou lorsque la situation personnelle de l'élève et/ou de son conjoint est prise en compte (point relatif aux revenus ci-après) à la suite d'un mariage ou d'une naissance récents ;

- une diminution des ressources consécutive à une mise en disponibilité, à un travail à temps partiel, à une réduction du temps de travail durable ou à un congé sans traitement (congé parental par exemple).

Elle est également applicable à l'élève dont les parents sont en situation de surendettement, de redressement judiciaire, de liquidation judiciaire ou doivent faire face à des situations exceptionnelles telle une baisse de revenus intervenue à la suite de catastrophes naturelles ou d'épidémies.

2) Relatives aux revenus

Les seules ressources de l'élève, voire celles du foyer fiscal auquel il est rattaché, peuvent être prises en compte dans les conditions ci-après :

- élève marié ou ayant conclu un pacte civil de solidarité en application de la loi n° 99-944 du 15 novembre 1999. Le couple, le conjoint ou le partenaire doit disposer de ressources mensuelles égales ou supérieures à 90 % du SMIC permettant ainsi d'assurer leur indépendance financière. Les intéressés doivent avoir établi une déclaration fiscale distincte de celle des parents ou du tuteur légal. L'élève étranger doit remplir les conditions d'âge et de nationalité à l'exclusion du rattachement à un foyer fiscal (père, mère, tuteur légal). Lorsqu'une

bourse a été attribuée en fonction des revenus du couple ou du conjoint ou du partenaire du candidat boursier, cette aide continue d'être allouée au titre de l'année scolaire en cours, même si, entre temps, ces revenus ont diminué, voire disparu, notamment en cas de départ comme volontaire civil ou volontaire dans les armées, de séparation dûment constatée par la juridiction judiciaire, de divorce ou de veuvage ;

- élève ayant lui-même un ou plusieurs enfants à charge fiscalement et qui ne figure plus sur la déclaration de revenus de ses parents ou du tuteur légal. L'élève étranger doit remplir les conditions d'âge et de nationalité à l'exclusion du rattachement à un foyer fiscal (père, mère, tuteur légal) ;

- élève, âgé de 18 à 21 ans, bénéficiaire des prestations d'aide sociale versées par les services de l'aide sociale à l'enfance (cf. titres II et III du Code de la famille et de l'aide sociale) ou âgé de plus de 21 ans et ancien bénéficiaire de ces mêmes prestations ;

- élève orphelin de ses deux parents : prise en compte des revenus personnels s'ils existent ou du foyer fiscal auquel il est rattaché ;

- élève réfugié : prise en compte des revenus personnels s'ils existent ou du foyer fiscal auquel il est rattaché.

II - Charges de l'élève et de sa famille

RESSOURCES À PRENDRE EN CONSIDÉRATION :		
Revenu Brut Global figurant sur l'avis d'imposition 2009 :		
POINTS DE CHARGE À PRENDRE EN COMPTE (situation à la rentrée 2011)		
* Les charges de l'élève : - Candidat boursier dont le domicile (commune de résidence) ⁽¹⁾ familial est éloigné de l'établissement d'inscription à la rentrée universitaire : - de 30 kms ^(*) à 249 kms - de 250 kms ^(*) et plus (*) aller simple	1 point
	2 points
* Les charges de la famille : - Pour chaque enfant à charge : - à l'exclusion du candidat boursier ⁽²⁾ - étudiant dans l'enseignement supérieur, à l'exclusion du candidat boursier ⁽³⁾	2 points
	4 points
Nombre total de points de charge :	

N.B : Dispositions spécifiques relatives à la modification de certains points de charge à la rentrée 2011

⁽¹⁾ Le domicile de l'élève est celui de sa famille. Lorsque la bourse est attribuée en fonction des ressources du candidat ou de son conjoint, c'est la commune de résidence du couple qui sert de référence.

⁽²⁾ Est considéré à charge de la famille, l'enfant rattaché fiscalement aux parents ou au tuteur légal y compris celui issu de précédent(s) mariage(s). Le rattachement fiscal est celui de l'année de référence n-2 prise en compte pour l'examen du droit à bourse ou les années suivantes en cas de naissance ou de mariage attestés par la mairie.

⁽³⁾ L'étudiant considéré doit être inscrit dans l'enseignement supérieur au cours de l'année durant laquelle une bourse est sollicitée. La notion d'enseignement supérieur recouvre l'ensemble des formations supérieures dispensées à plein temps ou à distance par le Centre national d'enseignement à distance ou par télé-enseignement organisé par les universités (même si la possession du baccalauréat n'est pas exigée pour l'admission) et ouvrant droit au régime de la sécurité sociale étudiante. Les points de charge sont également attribués au titre de chaque enfant à charge inscrit dans l'enseignement supérieur à l'étranger à l'exclusion de l'étudiant boursier.

BARÈME DES RESSOURCES ET TAUX DE BOURSES

Le tableau ci-dessous indique le montant maximum de ressources permettant d'obtenir une bourse à l'échelon concerné (lignes horizontales) selon le total des points de charge (colonnes verticales). Pour l'année 2011/2012, les taux annuels des bourses servies s'échelonnent de 0 à 6.

Points de charge	Échelon 0	Échelon 1	Échelon 2	Échelon 3	Échelon 4	Échelon 5	Échelon 6
0	32 440	22 060	17 830	15 750	13 710	11 710	7 390
1	36 040	24 510	19 810	17 500	15 230	13 010	8 210
2	39 650	26 960	21 790	19 250	16 760	14 310	9 030
3	43 250	29 410	23 770	21 000	18 280	15 610	9 850
4	46 860	31 860	25 750	22 750	19 800	16 910	10 670
5	50 460	34 320	27 740	24 500	21 330	18 220	11 500
6	54 070	36 770	29 720	26 250	22 850	19 520	12 320
7	57 670	39 220	31 700	28 000	24 370	20 820	13 140
8	61 280	41 670	33 680	29 750	25 900	22 120	13 960
9	64 880	44 120	35 660	31 500	27 420	23 420	14 780
10	68 480	46 570	37 640	33 250	28 940	24 720	15 600
11	72 090	49 020	39 620	35 000	30 470	26 020	16 420
12	75 690	51 470	41 600	36 750	31 990	27 320	17 240
13	79 300	53 920	43 580	38 500	33 510	28 620	18 060
14	82 900	56 380	45 570	40 250	35 040	29 930	18 890
15	86 510	58 830	47 550	42 000	36 560	31 230	19 710
16	90 110	61 280	49 530	43 750	38 080	32 530	20 530
17	93 720	63 730	51 510	45 500	39 610	33 830	21 350

Échelon	Montant annuel en euros
0 (*)	0
1	1 011
2	1 523
3	1 953
4	2 380
5	2 733
6	2 898

(*) L'attribution d'une bourse à l'échelon 0 n'ouvre droit à aucun versement mais au remboursement des droits d'inscription, dans la limite de 171 euros et à l'exonération de la sécurité sociale étudiante prise en charge par l'URSSAF.

Titre III - Traitement des demandes de bourses

I - Modalités de dépôt des demandes

Le dépôt des demandes se fait auprès de l'établissement dans lequel le demandeur poursuit ses études de musique, de danse ou d'art dramatique.

Les intéressés doivent remplir le dossier et y joindre l'ensemble des pièces justificatives exigées.

II - Examen des dossiers

Les dossiers déposés auprès des conservatoires à rayonnement régional et des conservatoires à rayonnement départemental sont examinés par une instance interne à l'établissement comportant les responsables administratifs et pédagogiques et associant les représentants des parents d'élèves choisis par les associations locales.

À la suite de cet examen, les dossiers sont transmis à la direction régionale des affaires culturelles, au plus tard le, délai de rigueur (date à compléter par les directions régionales des affaires culturelles), accompagnés de la liste des candidats classés par échelon décroissant et par ordre alphabétique.

En application de la loi n° 79-587 du 11 juillet 1979 modifiée relative à la motivation des actes administratifs et à l'amélioration des relations entre l'administration et le public et de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, les décisions de refus d'attribution, de retrait ou réduction d'une bourse d'études sur critères sociaux doivent être obligatoirement motivées et indiquer les voies et délais de recours (recours administratifs et recours contentieux).

Titre IV - Conditions de maintien et de renouvellement

I - Conditions de maintien

Le paiement de la bourse est soumis aux obligations d'assiduité aux cours et de présence aux examens.

Les élèves doivent être inscrits et assidus aux cours, travaux pratiques ou dirigés et réaliser les stages obligatoires intégrés à la formation. Le candidat titulaire d'une bourse d'enseignement initial sur critères sociaux doit se présenter aux examens et concours correspondant à ses études.

Les contrôles afférents à l'assiduité aux cours et à la présence aux examens sont opérés sous la responsabilité des chefs d'établissement.

Les élèves qui ne remplissent pas les conditions d'assiduité aux cours et de présence aux examens

sont tenus au reversement des sommes indûment perçues. Il appartient cependant aux services compétents de demander à l'élève des informations complémentaires avant de lancer la procédure relative à l'émission d'un ordre de reversement d'une partie ou de la totalité de la bourse.

Lorsqu'un élève titulaire d'une bourse doit interrompre ses études au cours de l'année scolaire pour des raisons médicales graves (traitement médical, hospitalisation), il est tenu d'informer les services de gestion des bourses et de leur transmettre toutes les pièces justificatives nécessaires. Dans ce cas, l'interruption d'études ne suspend pas le paiement de la bourse pendant l'année considérée.

II - Conditions de renouvellement

La bourse est attribuée annuellement pour une période de neuf mois.

Un élève musicien, chanteur, danseur ne peut recevoir une bourse que 5 fois au cours de ses études « cycle spécialisé » ou cycle spécialisé préfigurant le cycle d'enseignement professionnel initial ou cycle d'enseignement professionnel initial.

Un élève comédien ne peut recevoir une bourse que 4 fois au cours de ses études.

Dans le cas d'inscription dans des cycles nommés « cycle de perfectionnement », cette bourse ne peut être attribuée que deux fois sur les années de référence.

Titre V - Aide d'urgence

Le préfet de région peut décider d'attribuer, sur recommandation des établissements, et dans la limite de 2 % des crédits alloués aux bourses d'enseignement initial, une aide complémentaire aux élèves qui se trouvent en situation :

- de rupture familiale avec leurs parents, situation qui doit être attestée par une évaluation sociale établie par l'assistante sociale ;
- d'indépendance familiale avérée. Cette situation est appréciée à partir d'un dossier, comprenant au minimum des documents officiels attestant d'un domicile séparé et d'une déclaration fiscale indépendante, complété par les services sociaux ;
- de demeurer seul sur le territoire français et dont les revenus déclarés de la famille résidant à l'étranger ne permettent pas d'apprécier le droit à bourse. Cette situation concerne les étudiants français ou ressortissants d'un État membre de l'union européenne autre que la France, d'un État partie à l'Espace économique européen ou de la Confédération suisse ;

- de difficultés particulières non décrites au présent titre.

Les demandeurs doivent cependant remplir les conditions générales d'attribution des bourses sur critères sociaux.

Le renouvellement d'une aide complémentaire est possible sous réserve que le candidat continue à remplir les conditions ayant permis l'ouverture du droit.

Une demande d'aide peut être déposée au cours de l'année scolaire en cas de changement de situation familiale ou sociale grave. Cette demande exceptionnelle sera traitée par les services de la DRAC sous réserve de crédits disponibles.

La présente circulaire sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

Pour le ministre et par délégation :
Le directeur général de la création artistique,
Georges-François Hirsch

Annexe

Liste des établissements assurant un enseignement conduisant au diplôme d'études théâtrales

Le conservatoire à rayonnement régional d'Avignon

Le conservatoire à rayonnement départemental de Bobigny

Le conservatoire à rayonnement régional de Bordeaux

Le conservatoire à rayonnement régional de Caen (DET en préfiguration)

Le conservatoire à rayonnement régional de Grenoble

Le conservatoire à rayonnement régional de Lille

Le conservatoire à rayonnement régional de Lyon

Le conservatoire à rayonnement régional de Nantes

Le conservatoire à rayonnement régional de Paris

Le conservatoire à rayonnement régional de Rennes

Le conservatoire à rayonnement régional de Rouen

Le conservatoire à rayonnement régional de Tours

Le conservatoire à rayonnement régional de Versailles

Le conservatoire à rayonnement départemental de La Roche-sur-Yon

Le conservatoire à rayonnement départemental du Mans

Le conservatoire à rayonnement départemental de Noisiel -Val-Maubuée

Le conservatoire à rayonnement départemental d'Orléans

Le conservatoire à rayonnement départemental de la vallée de Chevreuse

Le conservatoire à rayonnement départemental de Villeurbanne

MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DE LA COMMUNICATION

Direction régionale des affaires culturelles

DEMANDE D'ATTRIBUTION OU RENOUELEMENT DE BOURSES D'ÉTUDES

année scolaire 2011/2012

Pour les élèves des :

- conservatoires à rayonnement régional,
- conservatoires à rayonnement départemental,

Nom du candidat : Prénom :

Nom de jeune fille :

(pour les femmes mariées)

Adresse :

(en cas de changement d'adresse, vous êtes prié(e) d'avertir le plus rapidement possible le directeur de votre établissement)

Téléphone :

n° de sécurité sociale : Nationalité :

né(e) le : à : Département :

(Le cas échéant)

Nom du conjoint : Prénom :

Profession : Date de naissance :

Profession des parents :

PARTIE À REMPLIR PAR L'ÉTABLISSEMENT

Situation du candidat au moment de la rentrée scolaire :

Discipline dominante :

Niveau :

Date de la 1^{re} inscription dans l'établissement :

Dossier de bourse complet (cf. dernière page) reçu le :

Montant des droits d'inscription :

Le directeur :

Cachet de l'établissement :

RENSEIGNEMENTS CONCERNANT LE CURSUS DU CANDIDAT

*** Niveau d'études générales (préciser, le cas échéant, les diplômes obtenus) :**

Scolaire :

Universitaire :

*** Dans l'année scolaire 2011/2012 quelles études scolaires ou universitaires suivez-vous ?**

.....

*** Études de musique, de danse ou de théâtre suivies précédemment :**

Année scolaire	Établissement	Niveau	Diplômes

*** Interruption des études de musique, de danse ou de théâtre :**

☐ NON

☐ OUI, motif :

.....

date de début et de fin de l'interruption :

*** Autres renseignements :**

PARTIE À REMPLIR PAR L'ÉTABLISSEMENT

CURSUS SUIVI EN 2011/2012

Discipline	Nbre d'heures hebdomadaires de cours	Appréciations
Dominante :		
Nom du professeur :		
Formation musicale ou culture musicale		
Nom du professeur :		
Pratique collective vocale		
Nom du professeur :		
Pratique collective instrumentale		
Nom du professeur :		
Pratique collective chorégraphique		
Nom du professeur :		
Formation théâtrale		
Nom du professeur :		
Discipline(s) complémentaire(s)		
Nom du (des) professeur(s) :		
Total	Heures	
<p>Appréciations du directeur :</p> <p>Le, Signature,</p>		

BOURSE(S) OBTENUE(S) DU MINISTÈRE DE LA CULTURE

Année scolaire	Établissement	Montant annuel
2010/2011		
2009/2010		
2008/2009		
2007/2008		
2006/2007		

*** Le candidat bénéficie-t-il d'une autre aide au titre de l'année scolaire 2011/2012 ?
si oui, préciser la provenance et le montant :**

☐

NON

☐

OUI, compléter le tableau :

Compléter	Montant annuel
D'un autre ministère :	
Du département de :	
De la commune de :	
D'une organisation publique ou privée :	
D'un gouvernement étranger :	
D'une bourse au mérite :	
D'un prêt d'honneur :	
D'une aide à la formation :	
D'une bourse sur critères universitaires :	

ENGAGEMENT

Je certifie l'exactitude des renseignements fournis dans la présente demande et je m'engage à signaler au directeur de l'établissement l'obtention et le montant de toute autre bourse.

Date :

Signature :

Quiconque aura fourni sciemment des renseignements inexacts ou incomplets dans la déclaration exigée en vue d'obtenir un paiement ou avantage quelconque indu est passible des sanctions pénales prévues par l'article 22-II de la loi n° 68-690 du 31 juillet 1968 portant diverses dispositions d'ordre économique et financier.

BARÈME DES RESSOURCES ET TAUX DE BOURSES

Le tableau ci-dessous indique le montant maximum de ressources permettant d'obtenir une bourse à l'échelon concerné (lignes horizontales) selon le total des points de charge (colonnes verticales). Pour l'année 2011/2012, les taux annuels des bourses servies s'échelonnent de 0 à 6.

Points de charge	Échelon 0	Échelon 1	Échelon 2	Échelon 3	Échelon 4	Échelon 5	Échelon 6
0	32 440	22 060	17 830	15 750	13 710	11 710	7 390
1	36 040	24 510	19 810	17 500	15 230	13 010	8 210
2	39 650	26 960	21 790	19 250	16 760	14 310	9 030
3	43 250	29 410	23 770	21 000	18 280	15 610	9 850
4	46 860	31 860	25 750	22 750	19 800	16 910	10 670
5	50 460	34 320	27 740	24 500	21 330	18 220	11 500
6	54 070	36 770	29 720	26 250	22 850	19 520	12 320
7	57 670	39 220	31 700	28 000	24 370	20 820	13 140
8	61 280	41 670	33 680	29 750	25 900	22 120	13 960
9	64 880	44 120	35 660	31 500	27 420	23 420	14 780
10	68 480	46 570	37 640	33 250	28 940	24 720	15 600
11	72 090	49 020	39 620	35 000	30 470	26 020	16 420
12	75 690	51 470	41 600	36 750	31 990	27 320	17 240
13	79 300	53 920	43 580	38 500	33 510	28 620	18 060
14	82 900	56 380	45 570	40 250	35 040	29 930	18 890
15	86 510	58 830	47 550	42 000	36 560	31 230	19 710
16	90 110	61 280	49 530	43 750	38 080	32 530	20 530
17	93 720	63 730	51 510	45 500	39 610	33 830	21 350

Échelon	Montant annuel en euros
0 (*)	0
1	1 011
2	1 523
3	1 953
4	2 380
5	2 733
6	2 898

(*) L'attribution d'une bourse à l'échelon 0 n'ouvre droit à aucun versement mais au remboursement des droits d'inscription, dans la limite de 171 euros et à l'exonération de la sécurité sociale étudiante prise en charge par l'URSSAF.

CHARGES DE L'ÉLÈVE ET DE SA FAMILLE

RESSOURCES À PRENDRE EN CONSIDÉRATION : Revenu Brut Global figurant sur l'avis d'imposition 2009 :		
POINTS DE CHARGE À PRENDRE EN COMPTE (situation à la rentrée 2011)		
* Les charges de l'élève : - Candidat boursier dont le domicile (commune de résidence) ⁽¹⁾ familial est éloigné de l'établissement d'inscription à la rentrée universitaire : - de 30 kms ^(*) à 249 kms - de 250 kms ^(*) et plus (*) aller simple	1 point 2 points
* Les charges de la famille : - Pour chaque enfant à charge : - à l'exclusion du candidat boursier ⁽²⁾ - étudiant dans l'enseignement supérieur, à l'exclusion du candidat boursier ⁽³⁾	 2 points 4 points	
Nombre total de points de charge :	

N.B : Dispositions spécifiques relatives à la modification de certains points de charge à la rentrée 2011

⁽¹⁾ Le domicile de l'élève est celui de sa famille. Lorsque la bourse est attribuée en fonction des ressources du candidat ou de son conjoint, c'est la commune de résidence du couple qui sert de référence.

⁽²⁾ Est considéré à charge de la famille, l'enfant rattaché fiscalement aux parents ou au tuteur légal y compris celui issu de précédent(s) mariage(s). Le rattachement fiscal est celui de l'année de référence n-2 prise en compte pour l'examen du droit à bourse ou les années suivantes en cas de naissance ou de mariage attestés par la mairie.

⁽³⁾ L'étudiant considéré doit être inscrit dans l'enseignement supérieur au cours de l'année durant laquelle une bourse est sollicitée. La notion d'enseignement supérieur recouvre l'ensemble des formations supérieures dispensées à plein temps ou à distance par le Centre national d'enseignement à distance ou par télé-enseignement organisé par les universités (même si la possession du baccalauréat n'est pas exigée pour l'admission) et ouvrant droit au régime de la sécurité sociale étudiante. Les points de charge sont également attribués au titre de chaque enfant à charge inscrit dans l'enseignement supérieur à l'étranger à l'exclusion de l'étudiant boursier.

Coller un RIB original sur cet emplacement

AUTORISATION

Je soussigné(e) :

autorise M. et (ou) M^{me}

titulaire(s) du compte indiqué dans mon dossier de demande de bourse d'études pour l'année 2011/2012, dont le relevé d'identité est en votre possession, à percevoir la somme qui m'est attribuée à ce titre.

Fait à le,

*TOUT DOSSIER INCOMPLET OU COMPRENANT DES PIÈCES NON DATÉES OU NON SIGNÉES
NE SERA PAS PRIS EN CONSIDÉRATION*

CONSTITUTION D'UN DOSSIER DE DEMANDE DE BOURSE

PIÈCES OBLIGATOIRES À FOURNIR

- La photocopie d'un justificatif d'identité (carte nationale d'identité, passeport, permis de conduire, livret de famille, livret militaire, extrait d'acte de naissance avec filiation complète, carte d'électeur ou de sécurité sociale...).
- La photocopie de l'avis fiscal ou des avis fiscaux qui se rapportent aux revenus perçus par les parents, ou tuteurs, ou par le conjoint en cas de déclaration séparée.
- En cas de divorce des parents, une copie de l'extrait de jugement confiant l'élève à l'un des parents et fixant le montant de la pension correspondante. À défaut, l'avis d'imposition ou de non imposition de l'autre parent devra être joint au dossier.
- Un relevé d'identité bancaire ou postal original (si le candidat est mineur, le relevé d'identité bancaire ou postal des parents doit être accompagné de l'autorisation jointe en fin de dossier et d'une copie du livret de famille ; si le candidat est majeur un compte bancaire ou postal doit être ouvert à son nom).
- Candidat de nationalité étrangère : attestation des parents, sur l'honneur, indiquant s'ils perçoivent ou non des revenus à l'étranger et, le cas échéant, leur montant.
- Candidat ayant le statut de réfugié : attestation de l'OFPRA (Office français de protection des réfugiés et apatrides).
- Candidat pris en charge par la DDASS : attestation de la DDASS.
- Enfants à charge recueillis au titre de l'aide sociale à l'enfance : attestation de la mairie ; Enfants à charge inscrits à l'ANPE ne percevant pas d'allocation de l'ASSEDIC : attestation de l'ASSEDIC.
- Les élèves ayant choisi de poursuivre leurs études musicales, chorégraphiques et théâtrales dans un établissement qui n'est pas le plus proche de leur lieu de résidence devront justifier leur choix par lettre qui sera jointe au dossier.
- Copie des justificatifs de la scolarité du candidat et, le cas échéant, des frères et sœurs.
- Certificat de scolarité en musique, danse et théâtre (pour la musique mentionner les disciplines).
- Attestation de non perception d'une bourse enseignement supérieur, si l'étudiant est inscrit parallèlement en enseignement supérieur.
- Attestation de non perception d'une bourse éducation nationale, si l'étudiant est inscrit parallèlement au lycée.
- Les candidats dont les documents sont en langue étrangère doivent obligatoirement en fournir la traduction.
- Dossier dûment rempli.

L'établissement se réserve le droit de demander d'autres pièces pour justifier des situations particulières.

Arrêté du 26 janvier 2012 habilitant l'École nationale supérieure d'architecture et du paysage de Bordeaux à délivrer l'habilitation de l'architecte diplômé d'État à l'exercice de la maîtrise d'œuvre en son nom propre.

Le ministre de la Culture et de la Communication,

Vu la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 modifiée sur l'architecture, notamment son article 10 ;

Vu le Code de l'éducation et notamment son article L. 752-1 ;

Vu le décret n° 2005-734 du 30 juin 2005 relatif aux études d'architecture, notamment ses articles 5 et 7 ;

Vu l'arrêté du 10 avril 2007 relatif à l'habilitation de l'architecte diplômé d'État à l'exercice de la maîtrise d'œuvre en son nom propre,

Arrête :

Art. 1^{er}. - L'École nationale supérieure d'architecture et du paysage de Bordeaux est habilitée à délivrer l'habilitation de l'architecte diplômé d'État à l'exercice de la maîtrise d'œuvre en son nom propre pour une durée d'un an à compter de la rentrée universitaire 2011-2012.

Art. 2. - Le directeur, adjoint au directeur des patrimoines, chargé de l'architecture, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

Le ministre de la Culture et de la Communication,

Pour le ministre et par délégation :

La sous-directrice de l'enseignement supérieur
et de la recherche en architecture,
Maryline Laplace

Décision en date du 27 janvier 2012 portant habilitation de l'Association de préfiguration du Pôle supérieur d'enseignements artistiques Nord - Pas-de-Calais - APPSEA à délivrer le diplôme d'État de professeur de musique.

Le ministre de la Culture et de la Communication,

Vu le Code de l'éducation et notamment son article L. 759-1 ;

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L. 1431-5 ;

Vu le décret n° 2011- 475 du 28 avril 2011 relatif au diplôme d'État de professeur de musique ;

Vu l'arrêté du 5 mai 2011 relatif au diplôme d'État de professeur de musique et fixant les conditions d'habilitation des établissements d'enseignement supérieur à délivrer ce diplôme ;

Vu la demande de l'APPSEA Nord - Pas-de-Calais ;

Vu l'avis de la Commission nationale d'habilitation en date du 28 juin 2011,

Décide :

Art. 1^{er}. - L'APPSEA Nord - Pas-de-Calais est habilitée, pour une durée de deux ans, à compter de la rentrée universitaire 2011, à délivrer le diplôme d'État de professeur de musique, pour les formations qu'il dispense dans les disciplines, domaines et options suivants :

- discipline enseignement instrumental ou vocal, dans les domaines classique à contemporain, jazz ;

- discipline formation musicale ;

- discipline accompagnement, option musique ;

- discipline direction d'ensembles, options ensembles instrumentaux et ensembles vocaux.

Art. 2. - La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

Pour le ministre et par délégation :

Le directeur général de la création artistique,
Georges-François Hirsch

Décision en date du 27 janvier 2012 portant habilitation de l'Association de préfiguration du Pôle supérieur d'enseignements artistiques Nord - Pas-de-Calais - APPSEA à délivrer le diplôme national supérieur professionnel de musicien.

Le ministre de la Culture et de la Communication,

Vu le Code de l'éducation et notamment son article L. 759-1 ;

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L. 1431-5 ;

Vu le décret n° 2007-1678 du 27 novembre 2007 relatif aux diplômes nationaux professionnels délivrés par les établissements d'enseignement supérieur habilités par le ministre chargé de la culture dans les domaines de la musique, de la danse, du théâtre et des arts du cirque et à la procédure d'habilitation de ces établissements ;

Vu l'arrêté du 1^{er} février 2008 relatif au diplôme national supérieur professionnel de musicien et fixant les conditions d'habilitation des établissements d'enseignement supérieur à délivrer ce diplôme complété par les arrêtés du 23 décembre 2008 et du 15 janvier 2010 ;

Vu l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif à la procédure d'habilitation des établissements d'enseignement supérieur dans les domaines de la musique, de la danse, du théâtre et des arts du cirque et au fonctionnement de la Commission nationale d'habilitation ;

Vu la demande de l'APPSEA ;

Vu l'avis de la Commission nationale d'habilitation du 12 mai 2010,

Décide :

Art. 1^{er}. - L'APPSEA est habilitée, pour une durée de deux ans à compter de la rentrée universitaire 2011, à délivrer le diplôme national supérieur professionnel de musicien, dans la spécialité « instrumentiste-chanteur » pour les formations dispensées à destination des instrumentistes dans le domaine des musiques classiques à contemporaines ainsi que dans le domaine du jazz.

Art. 2. - La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

Pour le ministre et par délégation :
Le directeur général de la création artistique,
Georges-François Hirsch

OPÉRATEUR DU PATRIMOINE ET DES PROJETS IMMOBILIERS DE LA CULTURE

Décision n° 2012-05 du 18 janvier 2012 portant délégation de signature à l'Opérateur du patrimoine et des projets immobiliers de la culture.

Le président de l'Opérateur du patrimoine et des projets immobiliers de la culture,

Vu le décret n° 98-387 du 19 mai 1998 modifié relatif à l'Opérateur du patrimoine et des projets immobiliers de la culture ;

Vu le décret n° 2006-975 du 1^{er} août 2006 modifié portant Code des marchés publics ;

Vu le décret du 26 août 2010 portant nomination du président de l'Opérateur du patrimoine et des projets immobiliers de la culture ;

Vu l'arrêté portant nomination du directeur général de l'Établissement public de maîtrise d'ouvrage des travaux culturels en date du 20 janvier 2010 ;

Vu la délibération n° 2009-352 du 7 avril 2009 modifiée portant sur la création de la commission des marchés et la composition des jurys de concours ;

Vu la délibération n° 2010-384 portant délégation de pouvoir au président de l'établissement ;

Vu la délibération n° 2010-394 portant délégation de pouvoir au président de l'établissement,

Décide :

Art. 1^{er}. - Principes généraux

Les présentes délégations sont consenties dans le respect des délibérations du conseil d'administration de l'établissement, des procédures internes en vigueur et des conventions et contrats signés par le président au nom de l'établissement.

Art. 2. - Convention d'études, de mandat et de transfert de maîtrise d'ouvrage

La délégation de signature suivante est consentie dans la limite des délibérations prises en conseil d'administration de l'établissement.

En cas d'absence ou d'empêchement du président, délégation de signature est donnée à M. Jean-Pierre Dufay, directeur général, à l'effet de signer toute convention d'études, d'assistance, de mandat et de transfert de maîtrise d'ouvrage.

Art. 3. - Autres conventions, contrats, marchés

Délégation de signature est donnée à M. Jean-Pierre Dufay, directeur général, à l'effet de signer l'ensemble des mesures de mise en concurrence, de passation des marchés et avenants ainsi que l'ensemble des mesures liées à l'exécution et au solde des marchés non mentionnées aux articles 9 et 10.

Art. 4. - Gestion du personnel

En cas d'absence ou d'empêchement du président, délégation de signature est donnée à M. Jean-Pierre Dufay, directeur général, à l'effet de signer les décisions afférentes au personnel et les actes de gestion du personnel à l'exception des contrats de recrutement et des licenciements.

Art. 5. - Ordres de mission des agents - Notes de frais

Délégation de signature est donnée à M. Jean-Pierre Dufay, directeur général, à l'effet de signer les notes de frais des agents de l'établissement.

Délégation de signature est donnée à M. Jean-Pierre Dufay, directeur général, et à M. Patrick Weiser, chef du département administratif et financier, à l'effet de signer les ordres de mission des agents de l'établissement.

Art. 6. - Congés du personnel

Délégation de signature est donnée à M. Jean-Pierre Dufay, directeur général, à l'effet de signer, les autorisations de congés des chefs de départements et de service de l'établissement.

Délégation de signature est donnée aux chefs de département et de service, mentionnés en annexe 1-A, à l'effet de signer, les autorisations de congés des personnels relevant de leur autorité.

Art. 7. - Ordonnancement des recettes et des dépenses

Délégation de signature est donnée à M. Jean-Pierre Dufay, directeur général, et à M. Patrick Weiser, chef du département administratif et financier, à l'effet d'ordonnancer les dépenses et recettes relevant du budget de l'établissement ainsi que des engagements comptables.

Art. 8. - Hygiène et sécurité au travail

Délégation de signature est donnée à M. Jean-Pierre Dufay, directeur général, et à M. Patrick Weiser, chef du département administratif et financier, à l'effet de signer les décisions, notes et courriers relevant de l'organisation et du fonctionnement du dispositif hygiène et sécurité du travail au sein de l'établissement.

Art. 9. - Attestation de service fait

Délégation de signature est donnée aux chefs de départements, mentionnés en annexe 1-B, à l'effet de certifier le service fait sur les factures ou décomptes et mises en paiement au titre des opérations qui leur sont affectées.

Art. 10. - Marchés et procédures de passation

Délégation de signature est donnée à M^{me} Morwena Rolnin, chef du département des marchés et des affaires juridiques, pour :

- convoquer les membres de la commission des marchés ;
- ouvrir et enregistrer le contenu des candidatures et des offres dans le cadre des procédures formalisées prévues à l'article 26-I du Code des marchés publics ;
- ouvrir et enregistrer le contenu des candidatures et des offres dans le cadre des procédures adaptées d'un montant supérieur à 15 000 euros HT ;
- organiser la dématérialisation des procédures de passation des marchés ;
- attester de la conformité des copies des pièces administratives avec les pièces originales, délivrées à titre d'exemplaire unique pour être remises à l'établissement de crédit en cas de cession de créance

consentie en vertu des articles L. 313-23 à 34 du Code monétaire et financier et des articles 106 et 117 du Code des marchés publics pour les opérations réalisées dans le cadre du budget d'investissement, ainsi que pour signer les certificats de cessibilité délivrés dans le même cadre.

En cas d'absence ou d'empêchement de M^{me} Morwena Rolnin, délégation de signature est donnée à M. Xavier Dumont, juriste, M^{lle} Mortier Florie, juriste, à l'effet de signer les mêmes documents.

Art. 11. - Commission des marchés

Délégation de représentation et de signature est donnée à M. Jean-Pierre Dufay, directeur général, à l'effet de représenter le président en commission des marchés et à l'effet de signer les avis émis par la commission des marchés.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Jean-Pierre Dufay, délégation de représentation et de signature est donnée à M^{me} Morwena Rolnin, chef du département des marchés et des affaires juridiques, à l'effet de représenter le président en commission des marchés et de signer les mêmes documents.

En cas d'absence ou d'empêchement simultané de M. Jean-Pierre Dufay et de M^{me} Rolnin, délégation de représentation et de signature est donnée à M. Xavier Dumont, juriste, et à M^{lle} Mortier Florie, juriste, à l'effet de représenter le président en commission des marchés et de signer les mêmes documents.

Art. 12. - Actions en justice

Les délégations de signature suivantes sont consenties dans la limite des délibérations prises en conseil d'administration de l'établissement.

En cas d'absence ou d'empêchement du président, délégation de signature est donnée à M. Jean-Pierre Dufay, directeur général, à l'effet de signer tous les actes relevant de la gestion des contentieux en vue de défendre les intérêts de l'établissement.

Art. 13. - La présente décision est d'application immédiate. Elle annule et remplace les décisions n° 2010-81 et n° 2010-99.

Le président,
Christophe Vallet

Annexe 1-A

Champ	Délégataires
Congés du personnel (article 6 alinéa 2)	<ul style="list-style-type: none"> - M. Jean-Pierre Dufay, directeur général, - M. Patrick Weiser, chef du département administratif et financier, - M. Bernard Imberton, chef du département opérationnel A, - M. Laurent Maunoury, chef du département opérationnel B, - M^{me} Marie-Pierre Huguenard, chef du département opérationnel C, - M. Antoine-Marie Préaut, chef du département opérationnel D, - M^{me} Semblat Walhain, chef du département RP, et, en son absence, M. François Boulidoires, chef de projets, - M^{me} Morwena Rolnin, chef du département des marchés et des affaires juridiques

Annexe 1-B

Champ	Délégataires
Attestation de service fait (article 9)	<ul style="list-style-type: none"> - M. Bernard Imberton, chef du département opérationnel A, - M. Laurent Maunoury, chef du département opérationnel B, - M^{me} Marie-Pierre Huguenard, chef du département opérationnel C, - M. Antoine-Marie Préaut, chef du département opérationnel D, - M^{me} Semblat Walhain, chef du département opérationnel RP, et, en son absence, M. François Boulidoires, chef de projets, - M. Jean Jacques Bourgain, chargé de mission des cérémonies nationales

PATRIMOINES - ARCHÉOLOGIE

Décision n° 2012-DG/12/001 du 9 janvier 2012 portant délégation de signature à la directrice interrégionale Centre - Île-de-France et à ses principaux collaborateurs de l'Institut national de recherches archéologiques préventives (INRAP).

Le directeur général,

Vu le Code du patrimoine, et notamment ses articles L. 523-1 et suivants et R. 545-24 et suivants ;

Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 modifié portant règlement général sur la comptabilité publique ;

Vu le décret n° 2002-450 du 2 avril 2002 modifié portant dispositions applicables aux agents de l'Institut national de recherches archéologiques préventives ;

Vu le décret du 11 janvier 2010 portant nomination du directeur général de l'Institut national de recherches archéologiques préventives,

Décide :

Art. 1^{er}. - Délégation est donnée à M^{me} Catherine Remaury, directrice de l'interrégion Centre - Île-de-France, à l'effet de signer au nom du directeur général, dans les mêmes conditions et dans la limite de ses attributions :

- les projets d'opération ;
- les conventions relatives à la réalisation de diagnostic par l'institut, passées avec les personnes projetant d'exécuter des travaux au sens de l'article L. 523-7 du Code du patrimoine susvisé ;
- les devis, contrats et marchés relatifs à la réalisation de fouilles par l'institut, passées avec les personnes projetant d'exécuter des travaux au sens de l'article L. 523-9 du Code du patrimoine susvisé, à l'exception des accords-cadres ;
- les conventions de collaboration avec les responsables scientifiques d'opération désignés par l'État qui n'appartiennent pas au personnel de l'institut, ainsi que les conventions avec les experts ou spécialistes nécessaires à la réalisation des opérations d'archéologie préventive ;
- les conventions ponctuelles de coopération avec les collectivités territoriales ou groupements de collectivités territoriales, hormis les conventions prévoyant le versement par l'institut de subventions et hormis les conventions de groupement avec un ou des opérateurs d'archéologie préventive pour répondre aux appels d'offres passés, aux fins de réalisation de fouilles, par les personnes projetant d'exécuter des travaux au sens de l'article L. 523-9 du Code du patrimoine susvisé ;

- les actes d'engagement juridique passés par l'institut pour répondre aux besoins de la direction interrégionale, d'un montant inférieur à 45 000 euros HT, concernant notamment les commandes - hors marché à bons de commande - ou les marchés et ordres de service, les décisions de poursuivre ou tous les actes d'exécution afférents ainsi que les contrats, à l'exception des baux, en matière de travaux, fournitures et services ;

- les bons de commande quel que soit leur montant s'inscrivant dans le cadre de marchés à bons de commande et relevant du budget alloué à la direction interrégionale ;

- les ordres de mission, à l'exception de ceux relatifs à un déplacement en dehors de la métropole, afférents aux agents de l'institut placés sous l'autorité de la directrice de l'interrégion et aux responsables scientifiques extérieurs ainsi que les états de frais et les demandes de remboursement de frais de ces agents et personnalités ;

- les conventions conclues avec des étudiants de l'enseignement supérieur ou des élèves scolaires, et l'établissement d'enseignement pour la réalisation de stages effectués au sein de la direction interrégionale et dont la gratification n'excède pas le seuil de 12,5 % du plafond de la sécurité sociale ;

- les actes et décisions relatifs à la rupture ou au terme des conventions de stage effectué au sein de la direction interrégionale ;

- les demandes d'avance périodique, les demandes d'avance spécifique et les demandes d'avance conventionnelle sur frais de fonctionnement de chantiers et sur frais de déplacement, ainsi que les états de frais correspondants ou les demandes de remboursement hebdomadaires de frais, les ordres de service permanents et les ordres de service temporaires des personnes habilitées à intervenir sur un chantier d'opération archéologique ;

- les procès-verbaux de mise à disposition du terrain et les procès-verbaux de fin de chantier ;

- les procès-verbaux de réception des opérations de fouille et les décomptes généraux définitifs des travaux ;

- les autorisations de prises de vues photographiques et de tournage d'importance régionale ;

- les copies certifiées conformes des pièces des dossiers relevant de la compétence de la direction de l'interrégion.

Art. 2. - En cas d'absence ou d'empêchement de M^{me} Catherine Remaury, directrice de l'interrégion Centre - Île-de-France, délégation est donnée à M^{me} Sylvie Baron, directrice administrative à la directrice de l'interrégion Centre - Île-de-France, à

l'effet de signer au nom du directeur général, dans les mêmes conditions et dans la limite de ses attributions, tous les actes visés à l'article 1^{er}.

Art. 3. - En cas d'absence ou d'empêchement de M^{me} Catherine Remaury, directrice de l'interrégion Centre - Île-de-France, délégation est donnée à M. Pierre Vallat, délégué scientifique auprès de la directrice interrégionale Centre - Île-de-France, à l'effet de signer au nom du directeur général, dans les mêmes conditions et dans la limite de ses attributions :

- les conventions relatives à la réalisation de diagnostic par l'institut, passées avec les personnes projetant d'exécuter des travaux au sens de l'article L. 523-7 du Code du patrimoine susvisé et dont le budget d'opération correspondant est inférieur à 250 000 euros HT ;
- les devis, contrats et marchés relatifs à la réalisation de fouilles par l'institut, passées avec les personnes projetant d'exécuter des travaux au sens de l'article L. 523-9 du Code du patrimoine susvisé et dont le budget d'opération correspondant est inférieur à 250 000 euros HT, à l'exception des accords-cadres ;
- ainsi que tous les autres actes visés à l'article 1^{er}.

Art. 4. - En cas d'absence ou d'empêchement de M^{me} Sylvie Baron, directrice adjointe à la directrice de l'interrégion Centre - Île-de-France et de M. Pierre Vallat, délégué scientifique auprès de la directrice interrégionale Centre - Île-de-France, délégation est donnée à M^{me} Martine Petitjean, adjointe administrative auprès de la directrice de l'interrégion Centre - Île-de-France, à l'effet de signer au nom du directeur général, dans les mêmes conditions et dans la limite de ses attributions respectives, tous les actes visés à l'article 1^{er}.

Art. 5. - Délégation est donnée, sous l'autorité de M^{me} Catherine Remaury, directrice de l'interrégion Centre - Île-de-France, à M. Olivier Blin, à M. Richard Cottiaux, à M. Thierry Massat, à M. Amaury Masquillier, tous les quatre adjoints scientifiques et techniques auprès de la directrice de l'interrégion Centre - Île-de-France et, du 15 novembre 2011 au 14 avril 2012, à M. Pablo Ciezar adjoint scientifique et technique par intérim pour la région Île-de-France Ouest/Paris auprès de la directrice de l'interrégion Centre - Île-de-France, à l'effet de signer au nom du directeur général, dans les mêmes conditions et dans la limite de leurs attributions respectives :

- les projets d'opération qui portent sur les opérations d'archéologie préventive relevant de leur compétence ;
- les procès-verbaux de mise à disposition du terrain ;
- les procès-verbaux de réception des opérations de fouille et les décomptes généraux définitifs des travaux ;

- les procès-verbaux de fin de chantier.

Art. 6. - La présente décision prend effet à compter de sa signature.

Art. 7. - La directrice interrégionale Centre - Île-de-France de l'Institut national de recherches archéologiques préventives est chargée de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication et sur le site Internet de l'institut.

Le directeur général,
Arnaud Roffignon

Décision n° 2012-DG/12/005 du 13 janvier 2012 portant délégation de signature au directeur interrégional Grand-Est-Sud et à ses principaux collaborateurs de l'Institut national de recherches archéologiques préventives (INRAP).

Le directeur général,

Vu le Code du patrimoine, et notamment ses articles L. 523-1 et suivants et R. 545-24 et suivants ;
Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 modifié portant règlement général sur la comptabilité publique ;
Vu le décret n° 2002-450 du 2 avril 2002 modifié portant dispositions applicables aux agents de l'Institut national de recherches archéologiques préventives ;
Vu le décret du 11 janvier 2010 portant nomination du directeur général de l'Institut national de recherches archéologiques préventives,

Décide :

Art. 1^{er}. - Délégation est donnée à M. Hans de Klijn, directeur de l'interrégion Grand-Est-Sud, à l'effet de signer au nom du directeur général, dans les mêmes conditions et dans la limite de ses attributions :

- les projets d'opération ;
- les conventions relatives à la réalisation de diagnostic par l'institut, passées avec les personnes projetant d'exécuter des travaux au sens de l'article L. 523-7 du Code du patrimoine susvisé ;
- les devis, contrats et marchés relatifs à la réalisation de fouilles par l'institut, passées avec les personnes projetant d'exécuter des travaux au sens de l'article L. 523-9 du Code du patrimoine susvisé, à l'exception des accords-cadres ;
- les conventions de collaboration avec les responsables scientifiques d'opération désignés par l'État qui n'appartiennent pas au personnel de l'institut, ainsi que les conventions avec les experts ou spécialistes nécessaires à la réalisation des opérations d'archéologie préventive ;

- les conventions ponctuelles de coopération avec les collectivités territoriales ou groupements de collectivités territoriales, hormis les conventions prévoyant le versement par l'institut de subventions et hormis les conventions de groupement avec un ou des opérateurs d'archéologie préventive pour répondre aux appels d'offres passés, aux fins de réalisation de fouilles, par les personnes projetant d'exécuter des travaux au sens de l'article L. 523-9 du Code du patrimoine susvisé ;
- les actes d'engagement juridique passés par l'institut pour répondre aux besoins de la direction interrégionale, d'un montant inférieur à 45 000 euros HT, concernant notamment les commandes - hors marché à bons de commande - ou les marchés et ordres de service, les décisions de poursuivre ou tous les actes d'exécution afférents ainsi que les contrats, à l'exception des baux, en matière de travaux, fournitures et services ;
- les bons de commande quel que soit leur montant s'inscrivant dans le cadre de marchés à bons de commande et relevant du budget alloué à la direction interrégionale ;
- les ordres de mission, à l'exception de ceux relatifs à un déplacement en dehors de la métropole, afférents aux agents de l'institut placés sous l'autorité du directeur de l'interrégion et aux responsables scientifiques extérieurs ainsi que les états de frais et les demandes de remboursement de frais de ces agents et personnalités ;
- les conventions conclues avec des étudiants de l'enseignement supérieur ou des élèves scolaires, et l'établissement d'enseignement pour la réalisation de stages effectués au sein de la direction interrégionale et dont la gratification n'excède pas le seuil de 12,5 % du plafond de la sécurité sociale ;
- les actes et décisions relatifs à la rupture ou au terme des conventions de stage effectué au sein de la direction interrégionale ;
- les demandes d'avance périodique, les demandes d'avance spécifique et les demandes d'avance conventionnelle sur frais de fonctionnement de chantiers et sur frais de déplacement, ainsi que les états de frais correspondants ou les demandes de remboursement hebdomadaires de frais, les ordres de service permanents et les ordres de service temporaires des personnes habilitées à intervenir sur un chantier d'opération archéologique ;
- les procès-verbaux de mise à disposition du terrain et les procès-verbaux de fin de chantier ;
- les procès-verbaux de réception des opérations de fouille et les décomptes généraux définitifs des travaux ;

- les autorisations de prises de vues photographiques et de tournage d'importance régionale ;
- les copies certifiées conformes des pièces des dossiers relevant de la compétence de la direction de l'interrégion.

Art. 2. - En cas d'absence ou d'empêchement de M. Hans de Klijn, directeur de l'interrégion Grand-Est-Sud, délégation est donnée à M. Frédéric Seara, à M. Laurent Vaxelaire et à M. Éric Boes, tous trois adjoints scientifiques et techniques auprès du directeur de l'interrégion Grand-Est-Sud, à l'effet de signer, dans les mêmes conditions et dans la limite de leurs attributions respectives :

- les conventions relatives à la réalisation de diagnostic par l'institut, passées avec les personnes projetant d'exécuter des travaux au sens de l'article L. 523-7 du Code du patrimoine susvisé et dont le budget d'opération correspondant est inférieur à 250 000 euros HT ;
- les devis, contrats et marchés relatifs à la réalisation de fouilles par l'institut, passées avec les personnes projetant d'exécuter des travaux au sens de l'article L. 523-9 du Code du patrimoine susvisé et dont le budget d'opération correspondant est inférieur à 250 000 euros HT ;
- ainsi que tous les autres actes visés à l'article 1^{er}.

Art. 3. - En cas d'absence ou d'empêchement de M. Hans de Klijn, directeur de l'interrégion Grand-Est-Sud, et de MM. Frédéric Seara, Laurent Vaxelaire et Éric Boes, tous trois adjoints scientifiques et techniques auprès du directeur de l'interrégion Grand-Est-Sud, délégation est donnée à M^{me} Adeline Clerc, contrôleur de gestion auprès du directeur de l'interrégion Grand-Est-Sud, à l'effet de signer, dans les mêmes conditions et dans la limite de ses attributions :

- les actes d'engagement juridique passés par l'institut pour répondre aux besoins de la direction interrégionale, d'un montant inférieur à 20 000 euros HT, concernant notamment les commandes - hors marché à bons de commande - ou les marchés et ordres de service, les décisions de poursuivre ou tous les actes d'exécution afférents ainsi que les contrats, à l'exception des baux, en matière de travaux, fournitures et services ;
- les bons de commande d'un montant inférieur ou égal à 20 000 euros HT, s'inscrivant dans le cadre de marchés à bons de commande et relevant du budget alloué à la direction interrégionale.

Art. 4. - La présente décision prend effet à compter du 16 janvier 2012.

Art. 5. - Le directeur de l'interrégion Grand-Est-Sud de l'Institut national de recherches archéologiques préventives est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication et sur le site Internet de l'institut.

Le directeur général,
Arnaud Roffignon

PATRIMOINES - MONUMENTS HISTORIQUES

Convention du 14 novembre 2011 entre la Fondation du patrimoine et la SCI Héritiers famille Babou, propriétaire du château de Sagonne.

Convention entre :

- La SCI Héritiers famille Babou, personne morale propriétaire d'un immeuble classé au titre des monuments historiques sis n° 10, avenue Charcot, 92600 Asnières, ci-dessous dénommé « le propriétaire »

Et

- La Fondation du patrimoine, ayant son siège social aux n°s 23-25, rue Charles-Fourier, 75013 Paris et représentée par son président M. Charles de Croisset, ci-dessous dénommée « la fondation ».

Préambule

L'article 10 de la loi de finances pour 2007 (loi n° 2006-1666 du 21 décembre 2006) étend le bénéfice de la réduction d'impôt sur le revenu ou sur les sociétés prévue respectivement aux articles 200 et 238 *bis* du Code général des impôts (CGI) aux dons versés à la fondation en vue de subventionner la réalisation de travaux sur un immeuble classé ou inscrit au titre des monuments historiques privés.

La fondation délivre pour le bénéfice de la réduction d'impôt, l'attestation prévue au 5. de l'article 200 du CGI.

Dans le cadre de la mise en place de ce dispositif les parties ont décidé de conclure une convention conformément aux articles L. 143-2-1 et L. 143-15 du Code du patrimoine.

Art. 1^{er}. - Immeuble objet de la convention

Le propriétaire dispose d'un immeuble classé au titre des monuments historiques sis à l'adresse suivante : place du Château, 18600 Sagonne

Cet immeuble a fait l'objet d'une décision de classement au titre des monuments historiques en date du 9 mai 1914, dont copie est annexée à la présente convention.

Art. 2. - Nature des travaux

Conformément à l'article 1^{er} du décret n° 2008-195 pris pour l'application des articles L. 143-2-1 et L. 143-15 du Code du patrimoine, le propriétaire fournit en annexe de la présente le descriptif détaillé des travaux de restauration, de conservation ou d'accessibilité envisagés sur l'immeuble ainsi que l'estimation de leur coût, l'échéancier de réalisation des travaux et les entreprises qui les réaliseront.

S'agissant des édifices classés au titre des monuments historiques, ce descriptif est accompagné de la copie de l'autorisation de travaux délivrée par le préfet de région ou à défaut de la copie du récépissé délivré par le préfet de région accusant réception du dépôt de la demande d'autorisation de travaux auprès du STAP conformément à l'article 20 du décret n° 2007-487 du 30 mars 2007 relatif aux monuments historiques et aux zones de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager.

S'agissant des immeubles inscrits à l'inventaire supplémentaire :

- lorsque les travaux sont autres que, d'une part des travaux d'entretien ou de réparation ordinaires qui sont dispensés de toute formalité et d'autre part des constructions ou travaux mentionnés au deuxième alinéa de l'article L. 621-27 du Code du patrimoine, ce descriptif est accompagné de la copie de la déclaration de travaux auprès du STAP ;

- lorsque les travaux prévus sont soumis à permis de construire, à permis de démolir, à permis d'aménager ou à déclaration préalable, le descriptif devra être accompagné de la décision accordant le permis ou la décision de non-opposition ou à défaut la copie du récépissé accusant réception de la demande d'autorisation de travaux.

Si le dossier est évoqué par le ministre, le propriétaire joint à la présente copie de la décision d'évocation.

Art. 3. - Durée de la convention

La présente convention est conclue pour une durée de cinq ans à compter de la date de sa signature étant précisé qu'en tout état de cause la fondation ne pourra collecter les dons de donateurs personnes physiques ou morales au-delà du 31 décembre de l'année au titre de laquelle les travaux ont été achevés.

Le propriétaire s'engage à informer la fondation de la date d'achèvement des travaux dans le mois qui suit cette date.

Toute prorogation ou modification de la présente convention fera l'objet d'un accord exprès entre les

parties, par voie d'avenant.

Art. 4. - Financement

Le propriétaire a établi son plan de financement prévisionnel comme suit :

	Euros	%	Date prévisionnelle d'apport des fonds
Apports en fonds propres	0		
Emprunts sollicités et/ou obtenus	30 000	21 %	
Subventions sollicitées et/ou obtenues*	55 818	40 %	Fin de travaux
Financement du solde par le mécénat	53 726	39 %	
Total	139 544	100 %	

* est joint en annexe un tableau récapitulatif des subventions sollicitées et/ou octroyées au titre du présent programme accompagné de tous justificatifs utiles.

Le propriétaire précise avoir été informé que les éventuels mécènes personnes physiques ou morales ne devront avoir aucun lien direct ou indirect de nature capitalistique ou familiale avec lui-même.

Art. 5. - Affectation des dons

Les fonds recueillis par la fondation seront affectés au financement des travaux prévus par la présente convention déduction faite de 5 % de frais de gestion prélevés sur le montant des dons.

Le propriétaire s'engage à affecter la totalité des sommes qui lui sont reversées par la fondation au financement des travaux mentionnés à l'annexe visée à l'article 2 de la présente.

Si le projet de restauration n'aboutissait pas ou si le montant des dons collectés devait être supérieur à la part de financement restant à la charge du propriétaire, les parties conviennent d'ores et déjà d'affecter l'excédent des dons perçus à un autre projet de restauration d'un immeuble classé au titre des monuments historiques ou inscrit à l'inventaire supplémentaire ayant fait l'objet d'une convention similaire.

Art. 6. - Échéancier

La fondation s'engage à reverser au propriétaire les sommes recueillies selon l'échéancier suivant :

- sur appel de fonds des entrepreneurs correspondants aux acomptes sur devis validés par le maître d'œuvre dans la limite maximum de 30 % du montant TTC des travaux ;

- sur présentation des factures relatives aux devis fournis initialement.

Seuls les devis et factures validés par le maître d'œuvre ouvriront le droit au versement des dons par la fondation au profit du propriétaire.

Art. 7. - Engagements du propriétaire

Conformément à l'article L. 143-2-1 du Code du patrimoine, le propriétaire s'engage à :

- conserver l'immeuble pendant au moins dix ans à compter de la date d'achèvement des travaux. Lorsque l'immeuble est détenu par une société, les porteurs de parts doivent également s'engager à conserver la totalité de leurs titres pendant la même durée ;

- ouvrir au public, dans des conditions fixées par décret, les parties protégées qui ont fait l'objet de ces travaux, pendant au moins dix ans à compter de la date d'achèvement des travaux ;

- fournir chaque année, copie, à la Fondation du patrimoine, de la déclaration d'ouverture au public de son immeuble adressée au délégué régional du tourisme tel que prévu à l'article 17 *quater* de l'annexe iv au CGI.

En cas de non-respect de ces engagements, le propriétaire est tenu de reverser à la fondation le montant de la subvention, réduit d'un abattement de 10 % pour chaque année, au-delà de la cinquième, au cours de laquelle les engagements ont été respectés. Toutefois, en cas de transmission à titre gratuit, le ou les héritiers, légataires ou donataires peuvent demander collectivement la reprise de ces engagements pour la période restant à courir à la date de la transmission.

Les sommes restituées seront réaffectées conformément au 2 *bis* de l'article 200 du CGI et du f. de l'article 238 *bis* du même code.

Art. 8. - Élection de domicile

Les parties déclarent élire domicile en leurs adresses respectives, telles que mentionnées ci-dessus. En cas de changement d'adresse, la partie concernée devra en aviser l'autre partie, par lettre recommandée, afin que les notifications puissent lui être valablement faites ultérieurement à cette nouvelle adresse.

Toute notification en vertu des présentes devra être faite par lettre recommandée avec accusé de réception envoyée à l'adresse de la partie concernée telle qu'indiquée en tête des présentes ou telle que notifiée par la suite par ladite partie.

Art. 9. - Inexécution des obligations

En cas d'inexécution par l'une des parties de ses obligations en vertu des présentes et, à défaut d'y avoir remédié dans les 30 (trente) jours suivant une mise en demeure par lettre recommandée, l'autre partie pourra résilier de plein droit la présente convention par lettre recommandée sans autre formalité. Cette résiliation prendra effet 10 (dix) jours après sa notification et ne fera pas échec à une demande de dommages intérêts en réparation du préjudice subi.

Art. 10. - Force majeure

Si par suite d'un cas de force majeure, l'une ou l'autre des parties était dans l'impossibilité de remplir ses obligations découlant des présentes, l'exécution de la présente convention serait suspendue pendant la durée de cette force majeure. Chaque partie s'engage à avertir immédiatement son cocontractant de tout événement de force majeure l'affectant.

Au cas où cet événement perdurerait pour une durée supérieure à 3 mois, l'autre partie pourra mettre fin à la présente convention de plein droit et avec effet immédiat.

Art. 11. - Litiges

La présente convention est soumise au droit français. Tout litige ou contestation auxquels la présente convention pourrait donner lieu tant sur sa validité que sur son interprétation ou son exécution, sera porté devant les juridictions de l'ordre judiciaire du lieu de situation de l'immeuble.

Art. 12. - Dispositions annexes

La fondation s'engage à remercier par courrier les donateurs et à leur adresser un reçu fiscal.

Le propriétaire s'engage à mettre en place sur le bâtiment la plaque de la fondation et à faire connaître, par tous les moyens les plus appropriés le soutien du ou des mécènes sauf avis contraire de leur part.

Art. 13. - Autorisation - Cession des droits des photographies

Le propriétaire certifie :

- qu'il est le propriétaire du bien objet de la présente autorisation, conformément aux dispositions prévues à l'article 544 du Code civil ;
- qu'il autorise gracieusement la fondation dans le cadre exclusif de ses campagnes d'information, de sensibilisation et de communication de ses interventions pour la restauration du patrimoine architectural de proximité, à représenter, reproduire, diffuser, la photographie de sa propriété sur tous supports, notamment papier, télévisuel, électronique, pour une période de 10 ans à compter de la date de la première publication ;
- qu'il autorise expressément la fondation, dans le cadre de l'utilisation pour les besoins de son action de communication de la ou des photographies, que celles-ci soient éventuellement modifiées, recadrées et/ou accompagnées de commentaires écrits conformément aux besoins et nécessités de l'opération.

Conformément à la loi du 6 janvier 1978, relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, (modifiée par la loi relative à la protection des données des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel du 6 août 2004), le site Internet de la fondation accessible à l'adresse fondation-patrimoine.org a fait l'objet d'une déclaration auprès de la Commission nationale informatique et libertés (CNIL) sous le n° 764294.

Conformément à l'article 40 de la loi du 6 janvier 1978, le propriétaire ou ses ayants droit disposent d'un droit d'accès, de modification, de rectification et de suppression des données les concernant.

La présente autorisation pourra être dénoncée par le propriétaire de l'immeuble photographié ou ses ayants droit à tout moment, par une demande adressée par lettre recommandée au siège de la fondation, 23-25, rue Charles-Fourier, 75013 Paris.

Art. 14. - Publication de la convention

La présente convention sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication. L'existence de cette convention et de sa publication seront mentionnées sur l'affichage de l'autorisation de travaux devant figurer sur le terrain d'assiette de l'immeuble, en application du Code du patrimoine ou du Code de l'urbanisme.

Le président de la Fondation du patrimoine,
Charles de Croisset
Le propriétaire,
La SCI Héritiers famille Babou

Fiche récapitulative mécénat monuments historiques privés

Objet : Château de Sagonne

Conformité de la demande aux dispositions prévues par le décret n° 2008-195 du 27 février 2008 pris pour l'application des articles L. 143-2-1 et L. 143-15 du Code du patrimoine et relatif aux conventions conclues avec la Fondation du patrimoine en faveur de la restauration de monuments historiques privés.

L'identité et l'adresse du propriétaire de l'immeuble objet de la convention :

SCI Héritiers famille Babou représentée par son gérant, François Spang-Babou.

Siège social : 10, avenue Charcot, 92600 Asnières

La décision de classement ou d'inscription au titre des monuments historiques de l'immeuble :

Immeuble classé au titre des MH par une décision en date du 9 mai 1914.

Descriptif des travaux de restauration, l'estimation de leur coût :

Travaux sur le château : tours (X3), échauguette et écurie

Adresse : place du Château, 18600 Sagonne

Montant estimatif : 139 544 euros

Étude visée par l'architecte des Bâtiments de France, M^{me} Marie-Hélène Merceron.

Le plan de financement, l'échéancier de la réalisation des travaux ainsi que le calendrier de leur paiement :

Apports fonds propres	0
Emprunts	30 000 euros
Subvention	55 818 euros
Mécénat	53 726 euros
Total	139 544 euros

Vu avec le propriétaire, aucun apport en fonds propres.

La date, le montant et les conditions de versement des subventions :

55 818 euros sollicités auprès de la DRAC du Centre dont le versement s'effectuera à la fin des travaux.

Le courrier de la DRAC fourni précise qu'une subvention à hauteur de 40 % du coût total des travaux est attribuée au projet.

Observation :

L'autorisation de travaux est mentionnée à la convention attributive de subvention en page 2 à l'article 1 délivrée par la DRAC.

Proposition :

La convention fournie satisfait aux conditions posées par le décret d'application. Il est proposé de transmettre pour publication au ministère de la Culture.

(Les autres annexes sont disponible à la Fondation du patrimoine)

Convention du 22 novembre 2011 entre la Fondation du patrimoine et M. et M^{me} Bernard Petit, propriétaires d'un immeuble inscrit au titre des monuments historiques sis n° 8, rue de l'Abbaye-d'Auchy, 76390 Aumale.

Convention entre :

- M. et M^{me} Bernard Petit, personnes physiques propriétaires d'un immeuble inscrit au titre des monuments historiques sis n° 8, rue de l'Abbaye-d'Auchy, 76390 Aumale, ci-dessous dénommé « les propriétaires » ;

Et

- La Fondation du patrimoine, ayant son siège social aux n°s 23-25, rue Charles-Fourier, 75013 Paris et représentée par son président M. Charles de Croisset, ci-dessous dénommée « la fondation ».

Préambule

L'article 10 de la loi de finances pour 2007 (loi n° 2006-1666 du 21 décembre 2006) étend le bénéfice de la réduction d'impôt sur le revenu ou sur les sociétés prévue respectivement aux articles 200 et 238 *bis* du Code général des impôts (CGI) aux dons versés à la fondation en vue de subventionner la réalisation de travaux sur un immeuble classé ou inscrit au titre des monuments historiques privés.

La fondation délivre pour le bénéfice de la réduction d'impôt, l'attestation prévue au 5. de l'article 200 du CGI.

Dans le cadre de la mise en place de ce dispositif les parties ont décidé de conclure une convention conformément aux articles L. 143-2-1 et L. 143-15 du Code du patrimoine.

Art. 1^{er}. - Immeuble objet de la convention

Les propriétaires disposent d'un immeuble classé au titre des monuments historiques sis à l'adresse suivante : n° 2, rue des Érables, 76390 Aumale.

Cet immeuble a fait l'objet d'une décision d'inscription au titre des monuments historiques en date du 28 septembre 2010, dont copie est annexée à la présente convention.

Art. 2. - Nature des travaux

Conformément à l'article 1^{er} du décret n° 2008-195 pris pour l'application des articles L. 143-2-1 et L. 143-15 du Code du patrimoine, le propriétaire fournit en annexe de la présente le descriptif détaillé des travaux de restauration, de conservation ou d'accessibilité envisagés sur l'immeuble ainsi que l'estimation de leur coût, l'échéancier de réalisation des travaux et les entreprises qui les réaliseront.

S'agissant des édifices classés au titre des monuments historiques, ce descriptif est accompagné de la copie de l'autorisation de travaux délivrée par le préfet de région ou à défaut de la copie du récépissé délivré par le préfet de région accusant réception du dépôt de la demande d'autorisation de travaux auprès du STAP conformément à l'article 20 du décret n° 2007-487 du 30 mars 2007 relatif aux monuments historiques et aux zones de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager.

S'agissant des immeubles inscrits à l'inventaire supplémentaire :

- lorsque les travaux sont autres que, d'une part des travaux d'entretien ou de réparation ordinaires qui sont

dispensés de toute formalité et d'autre part des constructions ou travaux mentionnés au deuxième alinéa de l'article L. 621-27 du Code du patrimoine, ce descriptif est accompagné de la copie de la déclaration de travaux auprès du STAP ;

- lorsque les travaux prévus sont soumis à permis de construire, à permis de démolir, à permis d'aménager ou à déclaration préalable, le descriptif devra être accompagné de la décision accordant le permis ou la décision de non-opposition ou à défaut la copie du récépissé accusant réception de la demande d'autorisation de travaux.

Si le dossier est évoqué par le ministre, les propriétaires joignent à la présente copie de la décision d'évocation.

Art. 3. - Durée de la convention

La présente convention est conclue pour une durée de cinq ans à compter de la date de sa signature étant précisé qu'en tout état de cause la fondation ne pourra collecter les dons de donateurs personnes physiques ou morales au-delà du 31 décembre de l'année au titre de laquelle les travaux ont été achevés.

Les propriétaires s'engagent à informer la fondation de la date d'achèvement des travaux dans le mois qui suit cette date.

Toute prorogation ou modification de la présente convention fera l'objet d'un accord exprès entre les parties, par voie d'avenant.

Art. 4. - Financement

Les propriétaires ont établi leur plan de financement prévisionnel comme suit :

	Euros	%	Date prévisionnelle d'apport des fonds
Apports en fonds propres	0		
Emprunts sollicités et/ou obtenus	190 507	50 %	
Subventions sollicitées et/ou obtenues*	76 202	20 %	Fin de travaux
Financement du solde par le mécénat	114 305	30 %	
Total	381 014	100 %	

* est joint en annexe un tableau récapitulatif des subventions sollicitées et/ou octroyées au titre du présent programme accompagné de tous justificatifs utiles.

Les propriétaires précisent avoir été informé que les éventuels mécènes personnes physiques ou morales ne devront avoir aucun lien direct ou indirect de nature capitalistique ou familiale avec eux-même.

Art. 5. - Affectation des dons

Les fonds recueillis par la fondation seront affectés au financement des travaux prévus par la présente convention déduction faite de 5 % de frais de gestion prélevés sur le montant des dons.

Les propriétaires s'engagent à affecter la totalité des sommes qui leur sont reversées par la fondation au financement des travaux mentionnés à l'annexe visée à l'article 2 de la présente.

Si le projet de restauration n'aboutissait pas ou si le montant des dons collectés devait être supérieur à la part de financement restant à la charge du propriétaire, les parties conviennent d'ores et déjà d'affecter l'excédent des dons perçus à un autre projet de restauration d'un immeuble classé au titre des monuments historiques ou inscrit à l'inventaire supplémentaire ayant fait l'objet d'une convention similaire.

Art. 6. - Échéancier

La fondation s'engage à reverser aux propriétaires les sommes recueillies selon l'échéancier suivant :

- sur appel de fonds des entrepreneurs correspondants aux acomptes sur devis validés par le maître d'œuvre dans la limite maximum de 30 % du montant TTC des travaux ;
- sur présentation des factures relatives aux devis fournis initialement.

Seuls les devis et factures validés par le maître d'œuvre ouvriront le droit au versement des dons par la fondation au profit du propriétaire.

Art. 7. - Engagements des propriétaires

Conformément à l'article L. 143-2-1 du Code du patrimoine, les propriétaires s'engagent à :

- conserver l'immeuble pendant au moins dix ans à compter de la date d'achèvement des travaux. Lorsque l'immeuble est détenu par une société, les porteurs de parts doivent également s'engager à conserver la totalité de leurs titres pendant la même durée ;
- ouvrir au public, dans des conditions fixées par décret, les parties protégées qui ont fait l'objet de ces travaux, pendant au moins dix ans à compter de la date d'achèvement des travaux ;
- fournir chaque année, copie, à la Fondation du patrimoine, de la déclaration d'ouverture au public de son immeuble adressée au délégué régional du tourisme tel que prévu à l'article 17 *quater* de l'annexe IV au CGI.

En cas de non-respect de ces engagements, les propriétaires sont tenus de reverser à la fondation le montant de la subvention, réduit d'un abattement de 10 % pour chaque année, au-delà de la cinquième, au cours de laquelle les engagements ont été respectés. Toutefois, en cas de transmission à titre gratuit, le ou les héritiers, légataires ou donataires peuvent demander collectivement la reprise de ces engagements pour la période restant à courir à la date de la transmission.

Les sommes restituées seront réaffectées conformément au 2 *bis* de l'article 200 du CGI et du f. de l'article 238 *bis* du même code.

Art. 8. - Élection de domicile

Les parties déclarent élire domicile en leurs adresses respectives, telles que mentionnées ci-dessus. En cas de changement d'adresse, la partie concernée devra en aviser l'autre partie, par lettre recommandée, afin que les notifications puissent lui être valablement faites ultérieurement à cette nouvelle adresse.

Toute notification en vertu des présentes devra être faite par lettre recommandée avec accusé de réception envoyée à l'adresse de la partie concernée telle qu'indiquée en tête des présentes ou telle que notifiée par la suite par ladite partie.

Art. 9. - Inexécution des obligations

En cas d'inexécution par l'une des parties de ses obligations en vertu des présentes et, à défaut d'y avoir remédié dans les 30 (trente) jours suivant une mise en demeure par lettre recommandée, l'autre partie pourra résilier de plein droit la présente convention par lettre recommandée sans autre formalité. Cette résiliation prendra effet 10 (dix) jours après sa notification et ne fera pas échec à une demande de dommages intérêts en réparation du préjudice subi.

Art. 10. - Force majeure

Si par suite d'un cas de force majeure, l'une ou l'autre des parties était dans l'impossibilité de remplir ses obligations découlant des présentes, l'exécution de la présente convention serait suspendue pendant la durée de cette force majeure. Chaque partie s'engage à avertir immédiatement son cocontractant de tout événement de force majeure l'affectant.

Au cas où cet événement perdurerait pour une durée supérieure à 3 mois, l'autre partie pourra mettre fin à la présente convention de plein droit et avec effet immédiat.

Art. 11. - Litiges

La présente convention est soumise au droit français. Tout litige ou contestation auxquels la présente convention pourrait donner lieu tant sur sa validité que sur son interprétation ou son exécution, sera porté devant les juridictions de l'ordre judiciaire du lieu de situation de l'immeuble.

Art. 12. - Dispositions annexes

La fondation s'engage à remercier par courrier les donateurs et à leur adresser un reçu fiscal.

Les propriétaires s'engagent à mettre en place sur le bâtiment la plaque de la fondation et à faire connaître, par tous les moyens les plus appropriés le soutien du ou des mécènes sauf avis contraire de leur part.

Art. 13. - Autorisation - Cession des droits des photographies

Les propriétaires certifient :

- qu'ils sont les propriétaires du bien objet de la présente autorisation, conformément aux dispositions prévues à l'article 544 du Code civil ;

- qu'ils autorisent gracieusement la fondation dans le cadre exclusif de ses campagnes d'information, de sensibilisation et de communication de ses interventions pour la restauration du patrimoine architectural de proximité, à représenter, reproduire, diffuser, la photographie de sa propriété sur tous supports, notamment papier, télévisuel, électronique, pour une période de 10 ans à compter de la date de la première publication ;

- qu'ils autorisent expressément la fondation, dans le cadre de l'utilisation pour les besoins de son action de communication de la ou des photographies, que celles-ci soient éventuellement modifiées, recadrées et/ou accompagnées de commentaires écrits conformément aux besoins et nécessités de l'opération.

Conformément à la loi du 6 janvier 1978, relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, (modifiée par la loi relative à la protection des données des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel du 6 août 2004), le site Internet de la fondation accessible à l'adresse fondation-patrimoine.org a fait l'objet d'une déclaration auprès de la Commission nationale informatique et libertés (CNIL) sous le n° 764294.

Conformément à l'article 40 de la loi du 6 janvier 1978, le propriétaire ou ses ayants droit disposent d'un droit d'accès, de modification, de rectification et de suppression des données les concernant.

La présente autorisation pourra être dénoncée par les propriétaires de l'immeuble photographié ou ses ayants droit à tout moment, par une demande adressée par lettre recommandée au siège de la fondation, 23-25, rue Charles-Fourier, 75013 Paris.

Art. 14. - Publication de la convention

La présente convention sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication. L'existence de cette convention et de sa publication seront mentionnées sur l'affichage de l'autorisation de travaux devant figurer sur le terrain d'assiette de l'immeuble, en application du Code du patrimoine ou du Code de l'urbanisme.

Le président de la Fondation du patrimoine,
Charles de Croisset
Les propriétaires,
M. et M^{me} Bernard Petit

Fiche récapitulative mécénat monuments historiques privés**Objet : Abbaye d'Auchy**

Conformité de la demande aux dispositions prévues par le décret n°2 008-195 du 27 février 2008 pris pour l'application des articles L. 143-2-1 et L. 143-15 du Code du patrimoine et relatif aux conventions conclues avec la Fondation du patrimoine en faveur de la restauration de monuments historiques privés.

L'identité et l'adresse du propriétaire de l'immeuble objet de la convention :

M. et M^{me} Bernard Petit.

Adresse : n° 8, rue de l'Abbaye-d'Auchy, 76390 Aumale

La décision d'inscription au titre des monuments historiques de l'immeuble :

Immeuble inscrit au titre des MH par un arrêt en date du 28/09/2010.

Descriptif des travaux de restauration, l'estimation de leur coût :

Travaux sur le bâtiment conventuel.

Adresse : n° 2, rue des Érables, 76390 Aumale

Montant estimatif : 381 014 euros

Étude visée par l'architecte des Bâtiments de France, M^{me} Marie Caron.

Le plan de financement, l'échéancier de la réalisation des travaux ainsi que le calendrier de leur paiement :

Apports fonds propres	0
Emprunts	190 507 euros
Subvention	76 202 euros
Mécénat	114 305 euros
Total	381 014 euros

Vu avec le propriétaire, aucun apport en fonds propres.

La date, le montant et les conditions de versement des subventions :

Courrier de la DRAC de Haute-Normandie fourni qui atteste d'une subvention à hauteur de 20 % plafonnée à 76 202 euros dont le versement s'effectuera à la fin des travaux.

Observation :

L'architecte du patrimoine en charge du projet atteste de son avis favorable du programme de restauration par sa signature sur le tableau récapitulatif des travaux tamponné et a établi les estimatifs.

Proposition :

La convention fournie satisfait aux conditions posées par le décret d'application.

(Les autres annexes sont disponibles à la Fondation du patrimoine)

Décision n° DS 2011-27-A du 2 janvier 2012 portant délégation de signature au Centre des monuments nationaux.

Le président du Centre des monuments nationaux,

Vu le Code du patrimoine ;

Vu le décret du 6 mai 2011 portant nomination de M^{me} Isabelle Lemesle président du Centre des monuments nationaux ;

Vu la décision du 7 novembre 2011 confiant à M^{me} Catherine Madoni, architecte des Bâtiments de France, l'administration par intérim de la colonne de la grande armée à Wimille,

Décide :

Art. 1^{er}. - Délégation de signature est donnée à M^{me} Catherine Madoni, architecte des Bâtiments de France, pour l'administration par intérim de la colonne de la grande armée à Wimille, à l'effet de signer dans la limite de ses attributions d'ordonnateur et au nom du président du Centre des monuments nationaux, dans

la limite des crédits ouverts, au titre de la dotation globale de fonctionnement déconcentrée (chapitre 0656), et au titre des crédits d'investissement déconcentrés (chapitre 0695) à l'exclusion de l'acquisition des véhicules de service et de matériel informatique :

- les engagements juridiques en dépense d'un montant inférieur à 23 000 euros HT ;

- les autorisations d'occupation pour les locations ou les tournages conformes aux catégories d'occupation, à l'exclusion des autorisations correspondant à des demandes émanant d'organismes de la presse écrite, audio et télévisuelle de niveau national ;

- les fiches et convention de prêts de documents, œuvres ou objets d'art empruntés à des personnes publiques ou privées à l'occasion d'expositions dans les monuments ;

- les ordres de mission et les états de frais qui s'y rapportent relatifs aux déplacements des personnels relevant de son autorité à l'exclusion des ordres de mission à l'étranger ;

- les contrats et avenants concernant les agents non titulaires rémunérés sur crédits recrutés pour répondre à des besoins occasionnels ou saisonniers ;

- les avenants aux contrats concernant les agents non titulaires rémunérés sur crédits recrutés pour répondre à un besoin permanent à temps incomplet et assurant des besoins complémentaires occasionnels ou saisonniers.

Art. 2. - Le directeur général, le directeur des ressources humaines, le directeur administratif juridique et financier et l'agent comptable principal sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'application de la présente décision qui sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication et sur les sites Internet et Intranet du Centre des monuments nationaux.

Le président du Centre des monuments nationaux,
Isabelle Lemesle

Décision n° DS 2011-29-A du 2 janvier 2012 portant délégation de signature au Centre des monuments nationaux.

Le président du Centre des monuments nationaux,

Vu le Code du patrimoine ;

Vu le décret du 6 mai 2011 portant nomination de M^{me} Isabelle Lemesle président du Centre des monuments nationaux ;

Vu la décision du 2 décembre 2011 portant nomination de M^{me} Anne Rousset en qualité d'administratrice des châteaux de Châteaudun, Fougères et Talcy, à compter du 15 décembre 2011,

Décide :

Art. 1^{er}. - Délégation de signature est donnée à M^{me} Anne Rousset, en qualité d'administratrice, à l'effet de signer dans la limite de ses attributions d'ordonnateur et au nom du président du Centre des monuments nationaux, dans la limite des crédits ouverts, au titre de la dotation globale de fonctionnement déconcentrée (chapitre 0656), et au titre des crédits d'investissement déconcentrés (chapitre 0695) à l'exclusion de l'acquisition des véhicules de service et de matériel informatique :

- les engagements juridiques en dépense d'un montant inférieur à 23 000 euros HT ;
- les états liquidatifs de décompte de pénalités ;
- les autorisations d'occupation pour les locations ou les tournages conformes aux catégories d'occupation dans la limite de 20 % de dérogation aux tarifs en vigueur, à l'exclusion des autorisations correspondant à des demandes émanant d'organismes de la presse écrite, audio et télévisuelle de niveau national ;
- les fiches et convention de prêts de documents, œuvres ou objets d'art empruntés à des personnes publiques ou privées à l'occasion d'expositions dans les monuments ;
- les actes de liquidation et d'ordonnancement des dépenses, ainsi que les certificats administratifs, les attestations, les états liquidatifs et les mentions destinées au paiement des factures ou des mémoires ;
- les ordres de mission et les états de frais qui s'y rapportent relatifs aux déplacements des personnels relevant de son autorité à l'exclusion des ordres de mission à l'étranger ;
- les contrats et avenants concernant les agents non titulaires rémunérés sur crédits recrutés pour répondre à des besoins occasionnels ou saisonniers ;
- les avenants aux contrats concernant les agents non titulaires rémunérés sur crédits recrutés pour répondre à un besoin permanent à temps incomplet et assurant des besoins complémentaires occasionnels ou saisonniers.

Art. 2. - La présente délégation de signature est accordée pour l'administration des châteaux de Châteaudun, Fougères et Talcy.

Art. 3. - La décision n° DS IL 2011-16 Adm du 17 mai 2011 donnant délégation de signature à M. Thierry Dumanoir en qualité d'administrateur par intérim des châteaux de Châteaudun, Fougères et Talcy est abrogée.

Art. 4. - Le directeur général, le directeur des ressources humaines, le directeur administratif juridique et financier et l'agent comptable principal sont

chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'application de la présente décision qui sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication et sur les sites Internet et Intranet du Centre des monuments nationaux.

Le président du Centre des monuments nationaux,
Isabelle Lemesle

Décision n° DS 2011-30-A du 2 janvier 2012 portant délégation de signature au Centre des monuments nationaux.

Le président du Centre des monuments nationaux,
Vu le Code du patrimoine ;

Vu le décret du 6 mai 2011 portant nomination de M^{me} Isabelle Lemesle président du Centre des monuments nationaux ;

Vu la décision du 14 décembre 2011 portant nomination de M. Jacques Blanrue, technicien des services culturels, pour l'administration par intérim de la cathédrale d'Amiens,

Décide :

Art. 1^{er}. - Délégation de signature est donnée à M. Jacques Blanrue, pour l'administration par intérim de la cathédrale d'Amiens, à l'effet de signer dans la limite de ses attributions d'ordonnateur et au nom du président du Centre des monuments nationaux, dans la limite des crédits ouverts, au titre de la dotation globale de fonctionnement déconcentrée (chapitre 0656), et au titre des crédits d'investissement déconcentrés (chapitre 0695) à l'exclusion de l'acquisition des véhicules de service et de matériel informatique :

- les engagements juridiques en dépense d'un montant inférieur à 23 000 euros HT ;
- les états liquidatifs de décompte de pénalités ;
- les autorisations d'occupation pour les locations ou les tournages conformes aux catégories d'occupation dans la limite de 20 % de dérogation aux tarifs en vigueur, à l'exclusion des autorisations correspondant à des demandes émanant d'organismes de la presse écrite, audio et télévisuelle de niveau national ;
- les fiches et convention de prêts de documents, œuvres ou objets d'art empruntés à des personnes publiques ou privées à l'occasion d'expositions dans les monuments ;
- les actes de liquidation et d'ordonnancement des dépenses, ainsi que les certificats administratifs, les attestations, les états liquidatifs et les mentions destinées au paiement des factures ou des mémoires ;

- les ordres de mission et les états de frais qui s'y rapportent relatifs aux déplacements des personnels relevant de son autorité à l'exclusion des ordres de mission à l'étranger ;

- les contrats et avenants concernant les agents non titulaires rémunérés sur crédits recrutés pour répondre à des besoins occasionnels ou saisonniers ;

- les avenants aux contrats concernant les agents non titulaires rémunérés sur crédits recrutés pour répondre à un besoin permanent à temps incomplet et assurant des besoins complémentaires occasionnels ou saisonniers.

Art. 2. - Le directeur général, le directeur des ressources humaines, le directeur administratif juridique et financier et l'agent comptable principal sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'application de la présente décision qui sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication et sur les sites Internet et Intranet du Centre des monuments nationaux.

Le président du Centre des monuments nationaux,
Isabelle Lemesle

Décision n° IL 2011-14 bis DAJF du 7 janvier 2012 modifiant la décision n° IL 2011-14 DAJF du 20 novembre 2011 portant délégation de signature au Centre des monuments nationaux.

Le président du Centre des monuments nationaux,

Vu le Code du patrimoine ;

Vu le décret du 6 mai 2011 portant nomination de M^{me} Isabelle Lemesle, président du Centre des monuments nationaux ;

Vu la décision du 20 novembre 2011 portant délégation de signature au sein de la direction administrative juridique et financière,

Décide :

Art. 1^{er}. - L'article 1^{er} de la décision du 20 novembre 2011 susvisée est complété par la mention suivante : « en cas d'absence du président et du directeur général, les mémoires adressés à la juridiction administrative dans les procédures d'urgence, à l'exception des mémoires introductifs d'instance ».

Art. 2. - L'article 4 de la décision du 20 novembre 2011 susvisée est complété par la mention suivante : « en cas d'absence du président et du directeur général, les mémoires adressés à la juridiction administrative dans les procédures d'urgence, à l'exception des mémoires introductifs d'instance ».

Art. 3. - La présente décision est publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication et sur les sites Internet et Intranet du Centre des monuments nationaux.

Le président du Centre des monuments nationaux,
Isabelle Lemesle

Décision n° DS IL 2012-01 du 26 janvier 2012 portant délégation de signature au Centre des monuments nationaux.

Le président du Centre des monuments nationaux,

Vu le Code du patrimoine ;

Vu le décret du 6 mai 2011 portant nomination de M^{me} Isabelle Lemesle président du Centre des monuments nationaux ;

Vu la décision du 23 novembre 2009 portant nomination de M^{me} Sylvie Glaser-Chuard en qualité d'administratrice du domaine national de Saint-Cloud ;

Vu la décision du 8 juillet 2011 portant nomination de M^{me} Sylvie Glaser-Chuard en qualité d'administratrice de la maison des Jardies ;

Vu la décision du 3 janvier 2012 portant nomination de M^{me} Laurence Gabard en qualité d'administratrice adjointe au domaine national de Saint-Cloud et de la maison des Jardies,

Décide :

Art. 1^{er}. - Délégation de signature est donnée à M^{me} Sylvie Glaser-Chuard, en qualité d'administratrice, à l'effet de signer dans la limite de ses attributions d'ordonnateur et au nom du président du Centre des monuments nationaux, dans la limite des crédits ouverts, au titre de la dotation globale de fonctionnement déconcentrée (chapitre 0656), et au titre des crédits d'investissement déconcentrés (chapitre 0695), à l'exclusion de l'acquisition des véhicules de service et de matériel informatique :

- les engagements juridiques en dépense d'un montant inférieur à 23 000 euros HT ;

- les états liquidatifs de décompte de pénalités ;

- les autorisations d'occupation pour les locations ou les tournages conformes aux catégories d'occupation dans la limite de 20 % de dérogation aux tarifs en vigueur, à l'exclusion des autorisations correspondant à des demandes émanant d'organismes de la presse écrite, audio et télévisuelle de niveau national ;

- les fiches et convention de prêts de documents, œuvres ou objets d'art empruntés à des personnes publiques ou privées à l'occasion d'expositions dans les monuments ;

- les actes de liquidation et d'ordonnancement des dépenses, ainsi que les certificats administratifs, les attestations, les états liquidatifs et les mentions destinées au paiement des factures ou des mémoires ;
- les ordres de mission et les états de frais qui s'y rapportent relatifs aux déplacements des personnels relevant de son autorité à l'exclusion des ordres de mission à l'étranger ;
- les contrats et avenants concernant les agents non titulaires rémunérés sur crédits recrutés pour répondre à des besoins occasionnels ou saisonniers ;
- les avenants aux contrats concernant les agents non titulaires rémunérés sur crédits recrutés pour répondre à un besoin permanent à temps incomplet et assurant des besoins complémentaires occasionnels ou saisonniers.

Art. 2. - En cas d'absence ou d'empêchement de M^{me} Sylvie Glaser-Chuard, délégation de signature est donnée à M^{me} Laurence Gabard, adjointe de l'administratrice, à l'effet de signer dans la limite de ses attributions et au nom du président du Centre des monuments nationaux, au titre de la dotation globale de fonctionnement déconcentrée (chapitre 0656), et au titre des crédits d'investissement déconcentrés (chapitre 0695), à l'exclusion de l'acquisition des véhicules de service et de matériel informatique :

- les engagements juridiques en dépense d'un montant inférieur à 4 000 euros HT ;
- les états liquidatifs de décompte de pénalités ;
- les actes de liquidation et d'ordonnancement des dépenses, ainsi que les certificats administratifs, les attestations, les états liquidatifs et les mentions destinées au paiement des factures ou des mémoires.

Art. 3. - La présente délégation de signature est accordée pour l'administration du domaine national de Saint-Cloud et de la maison des Jardies.

Art. 4. - Les décisions n° DS IL 2011-07 Adm du 11 avril 2011 donnant délégation de signature à M^{me} Sylvie Glaser-Chuard et n° DS IL Adm-2-2008-TDu du 8 octobre 2008 donnant délégation de signature à M. Thierry Dumanoir pour l'administration de la maison des Jardies sont abrogées.

Art. 5. - Le directeur général, le directeur des ressources humaines, le directeur administratif juridique et financier et l'agent comptable principal sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'application de la présente décision qui sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication et sur les sites Internet et Intranet du Centre des monuments nationaux.

Le président du Centre des monuments nationaux,
Isabelle Lemesle

PATRIMOINES - MUSÉES

Décision n° 2012-01 du 2 janvier 2012 portant nomination du secrétaire général de l'établissement public du Palais de la Porte Dorée.

Le directeur général,

Vu le décret n° 2006-1388 du 16 novembre 2006 portant création de l'établissement public du Palais de la Porte Dorée modifié par le décret n° 2011-2008 du 28 décembre 2011 ;

Vu le décret du 8 avril 2010 portant nomination du directeur général de l'Établissement public de la Porte Dorée - Cité nationale de l'histoire de l'immigration,

Décide :

Art. 1^{er}. - M^{me} Anne-Solène Rolland est nommée secrétaire générale de l'établissement public du Palais de la Porte Dorée.

Art. 2. - La présente décision, qui prend effet au 2 janvier 2012, sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

Le directeur général,
Luc Gruson

Décision n° 2012-02 du 2 janvier 2012 portant délégation de signature à l'établissement public du Palais de la Porte Dorée.

Le directeur général,

Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique ;

Vu le décret n° 2006-975 du 1^{er} août 2006 portant Code des marchés publics ;

Vu le décret n° 2006-1388 du 16 novembre 2006 portant création de l'établissement public du Palais de la Porte Dorée modifié par le décret n° 2011-2008 du 28 décembre 2011 ;

Vu le décret du 8 avril 2010 portant nomination du directeur général de l'Établissement public de la Porte Dorée-Cité nationale de l'histoire de l'immigration ;

Vu la décision n° 2012-01 du 2 janvier 2012 portant nomination du secrétaire générale de l'établissement public du Palais de la Porte Dorée,

Décide :

Art. 1^{er}. - Délégation est donnée à M^{me} Anne-Solène Rolland, secrétaire générale, à l'effet de signer au nom du directeur général, tous actes et décisions afférents aux attributions du directeur général de l'établissement

énumérées à l'article 19 du décret n° 2006-1388 susvisé, à l'exception des points 4, 5 et 6.

Art. 2. - Sur décision du directeur général et en cas d'absence ou d'empêchement d'Anne-Solène Rolland, délégation de signature est donnée à M. Axel Villechaize, chef du service des affaires générales et des moyens, à l'effet de signer tous actes et décisions afférents aux attributions du directeur général de l'établissement énumérées à l'article 19 du décret n° 2006-1388 susvisé, à l'exception des points 4, 5 et 6.

Art. 3. - Délégation est donnée à M. Axel Villechaize, chef du service des affaires générales et des moyens, à l'effet de signer, dans la limite de ses attributions, tous actes et décisions administratifs et comptables à l'exception des engagements de dépense supérieurs à 45 000 euros HT et ne requérant pas le visa du contrôleur financier.

Art. 4. - Sur décision du directeur général ou de la secrétaire générale et en cas d'absence ou d'empêchement d'Axel Villechaize, délégation de signature est donnée à M. Lionel Michel, chef du département des affaires financières et juridiques, à l'effet de signer, dans la limite de ses attributions, tous actes et décisions administratifs et comptables à l'exception des engagements de dépense supérieurs à 45 000 euros HT et ne requérant pas le visa du contrôleur financier.

Art. 5. - Délégation est donnée à M. Lionel Michel, responsable finance et juridique, à l'effet de signer, dans la limite de ses attributions, tous actes et décisions administratifs et comptables à l'exception des engagements de dépense supérieurs à 15 000 euros HT et ne requérant pas le visa du contrôleur financier.

Art. 6. - Délégation est donnée à M. Michel Hignette, directeur de l'aquarium, à l'effet de signer, dans la limite de ses attributions, tous actes, commande, engagements de dépenses, contrats, à l'exception des contrats de travail, autorisation d'absence et de congés, ordre de mission pour la France métropolitaine, convention de dépense et de recette, à l'exception des engagements de dépense supérieurs à 15 000 euros HT et ne requérant pas le visa du contrôleur financier.

Art. 7. - Délégation est donnée à M. François Quéré, directeur du service des développements et des publics, à l'effet de signer dans la limite de ses attributions, tous actes, commande, engagements de dépenses, contrats, à l'exception des contrats de travail, autorisation d'absence et de congés, ordre de mission pour la France métropolitaine, convention de dépense et de recette à l'exception des engagements

de dépense supérieur à 4 000 euros HT et ne requérant pas le visa du contrôleur financier.

Art. 8. - Délégation est donnée à M. Pierre David, directeur du service de la programmation et de la production, à l'effet de signer, dans la limite de ses attributions, tous actes, commande, engagements de dépenses, contrats, à l'exception des contrats de travail, autorisation d'absence et de congés, ordre de mission pour la France métropolitaine, convention de dépense et de recette à l'exception des engagements de dépense supérieurs à 4 000 euros HT et ne requérant pas le visa du contrôleur financier.

Art. 9. - Délégation est donnée à M^{me} Aude Pessey-Lux, directrice du service du musée, à l'effet de signer, dans la limite de ses attributions, tous actes, ordre de mission pour la France métropolitaine, autorisation d'absence et de congés.

Art. 10. - Délégation est donnée à M. Benoit Falaize, directeur du service des ressources, à l'effet de signer, dans la limite de ses attributions, tous actes, ordre de mission pour la France métropolitaine, autorisation d'absence et de congés.

Art. 11. - Délégation est donnée à M^{me} Agnès Arquez-Roth, directrice du service du réseau et des partenariats, à l'effet de signer, dans la limite de ses attributions, tous ordre de mission pour la France métropolitaine, autorisation d'absence et de congés.

Art. 12. - La présente décision, qui prend effet au 2 janvier 2012, sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

Le directeur général,
Luc Gruson

Décision n° 2012-01 du 11 janvier 2012 portant délégation de signature à l'établissement public de la Réunion des musées nationaux et du Grand Palais des Champs-Élysées.

Le président de l'établissement public de la Réunion des musées nationaux et du Grand Palais des Champs-Élysées,

Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 modifié portant règlement général sur la comptabilité publique ;

Vu le décret n° 2011-52 du 13 janvier 2011 relatif à l'établissement public de la Réunion des musées nationaux et du Grand Palais des Champs-Élysées, notamment son article 13 ;

Vu le décret du 20 janvier 2011 portant nomination du président de l'établissement public de la Réunion des musées nationaux et du Grand Palais des Champs-Élysées ;

Vu la décision n° 2011-03 du 29 mars 2011 du président de l'établissement public de la Réunion des musées nationaux et du Grand Palais des Champs-Élysées en application de l'article 30 du décret du 13 janvier 2011 susvisé, portant nomination aux fonctions de directeur général délégué,

Décide :

Art. 1^{er}. - 1) Délégation permanente est donnée à M^{me} Valérie Vesque-Jeancard, directeur général délégué, à l'effet de signer, au nom du président de l'établissement public de la Réunion des musées nationaux et du Grand Palais des Champs-Élysées et dans la limite des attributions de ce dernier, tous les actes à l'exception :

- des marchés d'un montant égal ou supérieur à 5 000 000 euros HT ;
- des actions en justice et des transactions au sens de l'article 2044 du Code civil ;
- des nominations aux fonctions de directeur, directeur adjoint, sous-directeur et chef de département ;
- des sanctions disciplinaires.

En l'absence ou en cas d'empêchement de M. Jean-Paul Cluzel, délégation est donnée à M^{me} Valérie Vesque-Jeancard de signer tous les actes.

2) En cas d'absence ou d'empêchement du président de l'établissement public de la Réunion des musées nationaux et du Grand Palais des Champs-Élysées et de M^{me} Valérie Vesque-Jeancard, délégation est donnée à M^{lle} Caroline Maleplate, secrétaire générale, à l'effet de signer, au nom du président de l'établissement public de la Réunion des musées nationaux et du Grand Palais des Champs-Élysées, tous les actes à l'exception :

- des marchés d'un montant égal ou supérieur à 5 000 000 euros HT ;
- des actions en justice et des transactions au sens de l'article 2044 du Code civil ;
- des nominations aux fonctions de directeur, directeur adjoint, sous-directeur et chef de département ;

- des sanctions disciplinaires ;

- du « service fait » portant sur ses propres frais de mission et de réception.

3) Délégation permanente est donnée à M. Jérôme Neutres, conseiller du président, à l'effet de signer, dans la limite de 10 000 euros HT, les commandes, ordres de service, actes d'engagement juridique de dépense et contrats emportant dépense sur les prestations et les biens liés à son activité, hors investissements, et de certifier du « service fait » sauf lorsqu'il concerne ses propres frais de mission et de réception.

Art. 2. - 2.1 Secrétariat général

1) Pour tous les actes relevant des attributions du secrétariat général y compris l'établissement des ordres de missions dans l'Union européenne, en Suisse et en Norvège, l'attribution d'avances et la certification du « service fait » des frais de missions (hors ses propres frais de mission), ainsi que les commandes et la certification du « service fait » pour les frais de réception (hors le « service fait » portant sur ses propres frais de réception), délégation permanente de signature est donnée à M^{lle} Caroline Maleplate, secrétaire générale, y compris pour les actes relatifs aux immobilisations pour l'ensemble de l'établissement, à l'exception des actes relevant du président de l'établissement en tant que représentant du pouvoir adjudicateur, définis à l'article 3 de la présente décision.

2) En cas d'empêchement de M^{lle} Caroline Maleplate, délégation est donnée à M^{lle} Marianne Noël, sous-directrice des affaires financières, pour tout acte emportant dépense, dans la limite des délégations conférées à M^{lle} Caroline Maleplate.

3) Pour tous les actes relevant de leurs attributions respectives, à l'exception des actes relevant du président de l'établissement en tant que représentant du pouvoir adjudicateur, définis à l'article 3 de la présente décision, délégation de signature est donnée aux personnes et aux conditions suivantes :

Direction/sous-direction/département/service	Nature de la délégation	Nom du délégataire	Fonction	Objet de la délégation	Plafond (K euros HT)
Direction des achats	Délégation permanente	M. Gareth Lewis	Directeur des achats	<ul style="list-style-type: none"> - Certification du « service fait » pour les frais de missions et de réception (hors ses propres frais de missions et de réception), les commandes, les ordres de service, les actes d'engagement et les contrats d'achat de « produits exclusifs » (produits destinés à la revente et produits fabriqués selon un cahier des charges élaboré par la RMN Grand Palais, dont la RMN Grand Palais détient de manière exclusive les droits de distribution). - Signature des ordres de mission dans l'Union européenne, la Suisse et la Norvège). 	200
	En l'absence ou en cas d'empêchement de M. Gareth Lewis	M ^{me} Ahlem Hamdi	Directrice adjointe des achats	<ul style="list-style-type: none"> - Certification du « service fait » pour les frais de réception, les commandes, les ordres de service, les actes d'engagement et les contrats d'achat de « produits exclusifs » (produits destinés à la revente et produits fabriqués selon un cahier des charges élaboré par la RMN Grand Palais, dont la RMN Grand Palais détient de manière exclusive les droits de distribution). - Signature des ordres de mission et des états de frais (y compris les frais de réception) à rembourser aux salariés (Union européenne, Suisse et Norvège). 	200
Sous-direction en charge des affaires juridiques	Délégation permanente	M. Renaud de Marolles	Sous-directeur en charge des affaires juridiques	<ul style="list-style-type: none"> - Signature des commandes, des ordres de service, des actes d'engagement juridique de dépense et des contrats emportant dépense sur les prestations et les biens liés à son activité, hors investissements. - Certification du « service fait » sur les achats de prestations et de biens liés à son activité, hors investissements. - Certification du «service fait» sur les achats de prestations d'assurance. - Signature des ordres de mission et des états de frais à rembourser aux salariés (France uniquement et hors frais réception). - Validation de tout document juridique. 	10 15 200
	En l'absence ou en cas d'empêchement de M. Renaud de Marolles	M ^{me} Fleur Allain-Grynbaum	Juriste senior	<ul style="list-style-type: none"> - Signature des commandes, des ordres de service, des actes d'engagement juridique de dépense et des contrats emportant dépense et certification du « service fait » sur les achats de prestations et de biens liés à son activité, hors investissements. - Certification du « service fait » sur les achats de prestations et de biens liés à son activité, hors investissements. 	10 15
Sous-direction des affaires financières	Délégation permanente	M ^{lle} Marianne Noël	Sous-directrice des affaires financières	<ul style="list-style-type: none"> - Actes portant liquidation et ordonnancement comptable des dépenses et des recettes pour l'ensemble de l'établissement. - Validation des pièces comptables de recettes et de dépenses. - Signature des bons de commande d'investissement pour l'ensemble de l'établissement et certification du « service fait » sur les achats d'investissement pour l'ensemble de l'établissement. - Signature des commandes, des ordres de service, des actes d'engagement juridique de dépense et des contrats emportant dépense sur les prestations et les biens liés à son activité, hors investissements. - Certification du « service fait » sur les achats de prestations et de biens liés à son activité, hors investissements. 	120 10 15

Direction/sous-direction/département/service	Nature de la délégation	Nom du délégataire	Fonction	Objet de la délégation	Plafond (K euros HT)
	En l'absence ou en cas d'empêchement de M ^{me} Marianne Noël	M ^{me} Nathalie Blanc	Adjointe à la sous-directrice des affaires financières	<ul style="list-style-type: none"> - Actes portant liquidation et ordonnancement comptable des dépenses et des recettes pour l'ensemble de l'établissement. - Validation des pièces comptables de recettes et de dépenses. - Signature des bons de commande d'investissement pour l'ensemble de l'établissement et certification du « service fait » sur les achats d'investissement pour l'ensemble de l'établissement. - Signature des commandes, des ordres de service, des actes d'engagement juridique de dépense et des contrats emportant dépense sur les prestations et les biens liés à son activité, hors investissements. - Certification du « service fait » sur les achats de prestations et de biens liés à son activité, hors investissements. 	120 10 15
	En l'absence ou en cas d'empêchement de M ^{me} Nathalie Blanc	M ^{me} Christine Bellard	Chef du département	<ul style="list-style-type: none"> - Signature des commandes, des ordres de service, des actes d'engagement juridique de dépense et des contrats emportant dépense sur les prestations et les biens liés à son activité, hors investissements. - Certification du « service fait » sur les achats de prestations et de biens liés à son activité, hors investissements. 	10 15
	En l'absence ou en cas d'empêchement de M ^{me} Nathalie Blanc	M ^{me} Sylvie Lepinois	Chef du département	<ul style="list-style-type: none"> - Actes portant liquidation et ordonnancement comptable des dépenses et des recettes pour l'ensemble de l'établissement. - Validation des pièces comptables de recettes et de dépenses. 	
Département comptabilité ordonnateur	En l'absence ou en cas d'empêchement de M ^{me} Sylvie Lepinois	M ^{me} Karine Sanson	Chef de secteur comptable	<ul style="list-style-type: none"> - Actes portant liquidation et ordonnancement comptable des dépenses et des recettes pour l'ensemble de l'établissement. - Validation des pièces comptables de recettes et de dépenses. 	
	Délégation permanente	M. Philippe Platel	Chef du service	<ul style="list-style-type: none"> - Actes portant liquidation et ordonnancement comptable des dépenses et des recettes. - Validation des pièces comptables de recettes et de dépenses. 	
	En l'absence ou en cas d'empêchement de M. Philippe Platel	M ^{me} Sabine Civilise	Adjointe au chef du service	<ul style="list-style-type: none"> - Actes portant liquidation et ordonnancement comptable des dépenses et des recettes. - Validation des pièces comptables de recettes et de dépenses. 	
Service administratif et financier auprès de la direction des publics et du numérique et de la direction de la communication	En l'absence de M ^{me} Marie-Blanche Maillard	M ^{me} Brigitte Thore	Chef de secteur comptable	<ul style="list-style-type: none"> - Actes portant liquidation et ordonnancement comptable des dépenses et des recettes. - Validation des pièces comptables de recettes et de dépenses. 	
	En l'absence ou en cas d'empêchement de M. Philippe Platel	M. Emmanuel de Felice	Responsable comptable au département agence photographique	<ul style="list-style-type: none"> - Actes portant liquidation et ordonnancement comptable des recettes de l'agence photographique. 	

Direction/sous-direction/département/service	Nature de la délégation	Nom du délégataire	Fonction	Objet de la délégation	Plafond (K euros HT)
Service administratif et financier auprès de la direction commerciale et marketing	Délégation permanente	M ^{me} Dominique Durand-Mugnier	Chef du service administratif et financier	- Actes portant liquidation et ordonnancement comptable des dépenses et des recettes. - Validation des pièces comptables de recettes et de dépenses.	
	En l'absence ou en cas d'empêchement de M ^{me} Dominique Durand-Mugnier	M ^{me} Françoise Vicente	Adjointe au chef du service administratif et financier	- Actes portant liquidation et ordonnancement comptable des dépenses et des recettes. - Validation des pièces comptables de recettes et de dépenses.	
	En l'absence ou en cas d'empêchement de M ^{me} Dominique Durand-Mugnier	M ^{lle} Sonia Asselle	Responsable comptable	- Actes portant liquidation et ordonnancement comptable des dépenses et des recettes. - Validation des pièces comptables de recettes et de dépenses.	
Service administratif et financier auprès de la direction des éditions	Délégation permanente	M ^{me} Fariba Askari	Chef du service administratif et financier	- Actes portant liquidation et ordonnancement comptable des dépenses et des recettes. - Validation des pièces comptables de recettes et de dépenses.	
	En l'absence ou en cas d'empêchement de M ^{me} Fariba Askari	M ^{me} Véronique Laignier	Responsable comptable	- Actes portant liquidation et ordonnancement comptable des dépenses et des recettes. - Validation des pièces comptables de recettes et de dépenses.	
Sous-direction des systèmes d'information	Délégation permanente	M. Michel Martin	Sous-directeur	- Signature des bons de commande d'investissement liés au périmètre de son activité. - Signature des autres commandes, des ordres de service, des actes d'engagement juridique de dépense et des contrats emportant dépense sur les achats de prestations et de biens liés à son activité. - Certification du « service fait » sur les achats de prestations et de biens liés à son activité y compris les investissements. - Signature des ordres de mission et des états de frais à rembourser aux salariés (France uniquement et hors frais réception).	10 10 120
Département études et développement des systèmes d'information (et programme « Visions du futur »)	En l'absence ou en cas d'empêchement de M. Michel Martin	M. Olivier Dexheimer	Chef du département	- Signature des bons de commande d'investissement liés au périmètre de son activité. - Signature des autres commandes, ordres de service, actes d'engagement juridique de dépense et contrats emportant dépense sur les achats de prestations et de biens liés à son activité. - Certification du « service fait » sur les achats de prestations et de biens liés à son activité y compris les investissements. - Signature des ordres de mission et des états de frais à rembourser aux salariés (France uniquement et hors frais réception).	10 10 120

Direction/sous-direction/département/service	Nature de la délégation	Nom du délégataire	Fonction	Objet de la délégation	Plafond (K euros HT)
Département des acquisitions	Délégation permanente	M ^{me} Christel d'Indy	Chef du département	<ul style="list-style-type: none"> - Actes d'engagement d'acquisition préalablement autorisés par les commissions <i>ad hoc</i>. - Signature des commandes, des ordres de service, des actes d'engagement juridique de dépense et des contrats emportant dépense et certification du « service fait » sur les achats de prestations et de biens liés à son activité. - Signature des ordres de mission et des états de frais à rembourser aux salariés (France uniquement et hors frais réception). - Signature des ordres de mission et des états de frais à rembourser à du personnel non-RMN Grand Palais pour les campagnes de recherche-collecte du musée national des Civilisations de l'Europe et de la Méditerranée (Union européenne et hors frais de réception). 	120 8
	En l'absence ou en cas d'empêchement de M ^{me} Christel d'Indy	M ^{me} Ailbhe Chereau	Adjoint au chef de département	<ul style="list-style-type: none"> - Actes d'engagement d'acquisition préalablement autorisés par les commissions <i>ad hoc</i>. - Signature des commandes, des ordres de service, des actes d'engagement juridique de dépenses et des contrats emportant dépense et certification du « service fait » sur les achats de prestations et de biens liés à son activité. 	120 8

2.2 Direction scientifique

- Pour tous les actes relevant des attributions de la direction scientifique, y compris l'établissement des ordres de missions dans l'Union européenne, en Suisse et en Norvège, l'attribution d'avances et la certification du « service fait » des frais de missions (hors ses propres frais de mission), les commandes et la certification des frais de réception (hors le « service fait » portant sur ses propres frais de réception), délégation permanente de signature est donnée à M. Laurent Salomé, directeur scientifique, dans la limite de 120 000 euros HT pour tous les actes emportant dépense, à l'exception des actes relevant du président de l'établissement en tant que représentant du pouvoir adjudicateur, définis à l'article 3 de la présente décision et à l'exception des investissements.

- Pour tous les actes relevant de leurs attributions, à l'exception des actes relevant du président de l'établissement en tant que représentant du pouvoir adjudicateur, définis à l'article 3 de la présente décision, délégation est donnée aux personnes et aux conditions suivantes :

Direction/sous-direction/département/service	Nature de la délégation	Nom du délégataire	Fonction	Objet de la délégation	Plafond (K euros HT)
Département des expositions	Délégation permanente	M ^{me} Marion Mangon	Chef du département	<ul style="list-style-type: none"> - Signature des commandes, des ordres de service, des actes d'engagement juridique de dépense et des contrats emportant dépense sur les prestations et les biens liés à son activité, hors investissements. - Certification du « service fait » sur les achats de prestations et de biens liés à son activité, hors investissements. - Signature des ordres de mission et des états de frais à rembourser aux salariés (France uniquement et hors frais réception). 	10 30
	En l'absence de M ^{me} Marion Mangon	M ^{me} Isabelle Reusa	Adjointe au chef du département	<ul style="list-style-type: none"> - Signature des commandes, des ordres de service, des actes d'engagement juridique de dépense et des contrats emportant dépense sur les prestations et les biens liés à son activité, hors investissements. - Certification du « service fait » sur les achats de prestations et de biens liés à son activité, hors investissements. 	10 30
	En l'absence de M ^{me} Marion Mangon et de M ^{me} Isabelle Reusa	M ^{me} Katia Cartacheff	Responsable de la régie des œuvres	<ul style="list-style-type: none"> - Signature des commandes, des ordres de service, des actes d'engagement juridique de dépense et des contrats emportant dépense sur les prestations et les biens liés à son activité, hors investissements. - Certification du « service fait » sur les achats de prestations et de biens liés à son activité, hors investissements. 	10 30

2.3 Direction des publics et du numérique

- Pour tous les actes relevant des attributions de la direction des publics et du numérique, y compris l'établissement des ordres de missions dans l'Union européenne, en Suisse et en Norvège, l'attribution d'avances et la certification du « service fait » des frais de missions (hors ses propres frais de mission), les commandes et la certification des frais de réception (hors le « service fait » portant sur ses propres frais de réception), délégation permanente de signature est donnée à M. Vincent Poussou, directeur des publics et du numérique, dans la limite de 120 000 euros HT pour tous les actes emportant dépense, à l'exception des actes relevant du président de l'établissement en tant que représentant du pouvoir adjudicateur, définis à l'article 3 de la présente décision et à l'exception des investissements. Ces limites sont portées à 600 000 euros HT pour les commandes en exécution du contrat de prestation d'accueil et de gardiennage des Galeries nationales.

- En l'absence ou en cas d'empêchement de M. Vincent Poussou, dans la limite de la délégation conférée à ce dernier, délégation est donnée en qualité de suppléants à M^{me} Coraline Knoff, directrice adjointe en charge des publics ainsi qu'à M. Roei Amit, directeur adjoint en charge du numérique.

- Pour tous les actes relevant de leurs attributions, à l'exception des actes relevant du président de l'établissement en tant que représentant du pouvoir adjudicateur, définis à l'article 3 de la présente décision, délégation est donnée aux personnes et aux conditions suivantes :

Direction/sous-direction/département/service	Nature de la délégation	Nom du délégataire	Fonction	Objet de la délégation	Plafond (K euros HT)
Sous-direction des publics	Délégation permanente	M ^{me} Coraline Knoff	Directrice adjointe en charge des publics	<ul style="list-style-type: none"> - Signature des commandes, des ordres de service, des actes d'engagement juridique de dépense et des contrats emportant dépense sur les achats de prestations et de biens liés à son activité, hors investissements. - Certification du « service fait » sur les achats de prestations et de biens liés à son activité, hors investissements. - Signature des ordres de mission et des états de frais à rembourser aux salariés (France uniquement et hors frais réception). 	10 15
Département des publics	Délégation permanente	M ^{me} Valérie Salomon	Chef du département	<ul style="list-style-type: none"> - Signature des commandes, des ordres de service, des actes d'engagement juridique de dépense et des contrats emportant dépense sur les prestations et les biens liés à son activité, hors investissements. - Certification du « service fait » sur les achats de prestations et de biens liés à son activité, hors investissements. - Signature des ordres de mission et des états de frais à rembourser aux salariés (France uniquement et hors frais réception). 	10 15
Service de l'accueil des publics	En l'absence ou en cas d'empêchement de M ^{me} Valérie Salomon	M ^{me} Amélie Donneve	Chef du service	<ul style="list-style-type: none"> - Signature des commandes, des ordres de service, des actes d'engagement juridique de dépense et des contrats emportant dépense et certification du « service fait » sur les achats de prestations et de biens liés à son activité. 	4

Direction/sous-direction/département/service	Nature de la délégation	Nom du délégataire	Fonction	Objet de la délégation	Plafond (K euros HT)
Sous-direction du numérique	Délégation permanente	M. Roei Amit	Directeur adjoint en charge du numérique	<ul style="list-style-type: none"> - Signature des commandes, des ordres de service, des actes d'engagement juridique de dépense et des contrats emportant dépense sur les achats de prestations et de biens liés à son activité, hors investissement. - Certification du « service fait » sur les achats de prestations et de biens liés à son activité, hors investissements. - Signature des ordres de mission et des états de frais à rembourser aux salariés (France uniquement et hors frais réception). 	10 15
Agence photographique	Délégation permanente	M. Jean Paul Bessières-Orsoni	Chef du département	<ul style="list-style-type: none"> - Signature des commandes, des ordres de service, des actes d'engagement juridique de dépense et des contrats emportant dépense sur les prestations et les biens liés à son activité, hors investissements. - Certification du « service fait » sur les achats de prestations et de biens liés à son activité, hors investissements. - Signature des ordres de mission et des états de frais à rembourser aux salariés (France uniquement et hors frais réception). 	10 15
	En l'absence ou en cas d'empêchement de M. Jean-Paul Bessières-Orsoni	M. Pierre Vigneron	Adjoint au chef de département	<ul style="list-style-type: none"> - Signature des commandes, des ordres de service, des actes d'engagement juridique de dépense et des contrats emportant dépense et certification du « service fait » sur les achats de prestations et de biens liés à son activité. - Signature des ordres de mission et des états de frais à rembourser aux salariés (France uniquement et hors frais réception). 	8
Département multimédia	Délégation permanente	M ^{me} Virginie d'Allens	Chef du département	<ul style="list-style-type: none"> - Signature des commandes, des ordres de service, des actes d'engagement juridique de dépense et des contrats emportant dépense et certification du « service fait » sur lesancements de fabrication et sur les achats de prestations et de biens liés à son activité. - Signature des ordres de mission et des états de frais à rembourser aux salariés (France uniquement et hors frais réception). 	10

2.4 Direction de la stratégie et du développement

- Pour tout acte relevant des attributions de la direction de la stratégie et du développement y compris l'établissement des ordres de missions dans l'Union européenne, en Suisse et en Norvège, l'attribution d'avances et la certification du « service fait » des frais de missions (hors ses propres frais de mission), les commandes et la certification du « service fait » pour les frais de réception (hors le « service fait » portant sur ses propres frais de réception), délégation permanente de signature est donnée à M. Franck Beaugendre, directeur de la stratégie et du développement, dans la limite de 120 000 euros HT pour tous les actes emportant dépense, à l'exception des actes relevant du président de l'établissement du pouvoir adjudicateur, définis à l'article 3 de la présente décision et à l'exception des investissements.

2.5 Direction de la communication

- Pour tout acte relevant des attributions de la direction de la communication y compris l'établissement des ordres de missions dans l'Union européenne, en Suisse et en Norvège, l'attribution d'avances et la certification du « service fait » des frais de missions (hors ses propres frais de mission), les commandes, la certification du « service fait » pour les frais de réception (hors le « service fait » portant sur ses propres frais de réception), les autorisations de prise de vue photographique et de tournage au Grand Palais et les échanges de marchandises, délégation permanente de signature est donnée à M^{me} Pascale Sillard, directrice de la communication, dans la limite de 120 000 euros HT pour tous les actes emportant dépense et pour les échanges de marchandises, à l'exception des actes relevant du président de l'établissement en tant que représentant du pouvoir adjudicateur, définis à l'article 3 de la présente décision et à l'exception des investissements.

- Pour tous les actes relevant de leurs attributions à l'exception des actes relevant du président de l'établissement en tant que représentant du pouvoir adjudicateur, délégation est donnée aux personnes et aux conditions suivantes :

Direction/sous-direction/département/service	Nature de la délégation	Nom du délégataire	Fonction	Objet de la délégation	Plafond (K euros HT)
Service promotion et partenariats médias	Délégation permanente	M ^{lle} Cécile Vignot	Chef du service	- Signature des commandes, des ordres de service, des actes d'engagement juridique de dépense et des contrats emportant dépense sur les prestations et les biens liés à son activité, hors investissements. - Certification du « service fait » sur les achats de prestations et de biens liés à son activité, hors investissements. - Demandes de service gratuit. - Signature des ordres de mission et des états de frais à rembourser aux salariés (France uniquement et hors frais réception). - Échanges de marchandises. - Autorisations de prise de vue photographique et de tournage au Grand Palais.	10 15

2.6 Direction des événements et de l'exploitation du Grand Palais

- Pour tout acte relevant des attributions de la direction des manifestations et événements du Grand Palais y compris l'établissement des ordres de missions dans l'Union européenne, en Suisse et en Norvège, l'attribution d'avances et la certification du « service fait » des frais de missions (hors ses propres frais de mission), les commandes, la certification du « service fait » pour les frais de réception (hors le « service fait » portant sur ses propres frais de réception), les locations d'espaces, les autorisations d'occupation temporaire et les autorisations de tournage, délégation permanente de signature est donnée à M^{me} Marjorie Lecointre, directrice des événements et de l'exploitation du Grand Palais, dans la limite de 120 000 euros HT pour les actes emportant dépenses et de 120 000 euros HT pour les locations d'espaces, autorisations d'occupation temporaire et autorisations de tournage, à l'exception des actes relevant du président de l'établissement en tant que représentant du pouvoir adjudicateur, définis à l'article 3 de la présente décision, et à l'exception des investissements. La limite de 120 000 euros est portée à 600 000 euros HT pour les commandes en exécution du contrat de prestation de régie pour la nef du Grand Palais.

- Pour tous les actes relevant de leurs attributions, à l'exception des actes relevant du président de l'établissement en tant que représentant du pouvoir adjudicateur, délégation est donnée aux personnes et aux conditions suivantes :

Direction/sous-direction/département/service	Nature de la délégation	Nom du délégataire	Fonction	Objet de la délégation	Plafond (K euros HT)
Direction des événements et l'exploitation du Grand Palais	Délégation permanente	M. Vincent Peghaire	Responsable de l'exploitation	<ul style="list-style-type: none"> - Signature des commandes, ordres de service, actes d'engagement juridique de dépenses et contrats emportant dépenses sur les prestations et les biens liés à son activité hors investissements. - Certification du « service fait » sur les achats de prestations et de biens liés à son activité hors investissements. - Demandes de services gratuits. - Signature des ordres de mission et états de frais à rembourser aux salariés (France uniquement et hors frais réception). 	10 15 4
	Délégation permanente	M ^{me} Magali Sicsic	Chef du département	<ul style="list-style-type: none"> - Signature des commandes en exécution du contrat de prestation d'accueil et de gardiennage des Galeries nationales. - Signature des commandes, des ordres de service, des actes d'engagement juridique de dépense et des contrats emportant dépense sur les prestations et les biens liés à son activité, hors investissements. - Certification du « service fait » sur les achats de prestations et de biens liés à son activité, hors investissements. - Signature des ordres de mission et des états de frais à rembourser aux salariés (France uniquement et hors frais réception). 	600 10 45 4
	En l'absence de M ^{me} Caroline Maleplate, secrétaire générale	M ^{me} Magali Sicsic	Chef du département	<ul style="list-style-type: none"> - Signature des bons de commande d'investissements liés à son activité. - Certification du service fait sur les achats de prestations et de biens liés à son activité y compris les investissements. 	10
	En l'absence ou en cas d'empêchement de M ^{me} Magali Sicsic	M. Guillaume Blanc	Adjoint au chef du département	<ul style="list-style-type: none"> - Signature des commandes, des ordres de service, des actes d'engagement juridique de dépense et des contrats emportant dépense sur les prestations et les biens liés à son activité, hors investissements. - Certification du « service fait » sur les achats de prestations et de biens liés à son activité, hors investissements. 	10 30
Service des publics	En l'absence ou en cas d'empêchement de M ^{me} Magali Sicsic et de M. Guillaume Blanc	M ^{me} Valérie Bex	Chef du service des publics	<ul style="list-style-type: none"> - Signature des commandes, des ordres de service, des actes d'engagement juridique de dépense et des contrats emportant dépense et certification du « service fait » sur les achats de prestations et de biens liés à son activité. 	4
Développement des publics	En l'absence ou en cas d'empêchement de M ^{me} Magali Sicsic, de M. Guillaume Blanc et de M ^{me} Valérie Bex	M ^{me} Béatrice Laigneau	Responsable du développement des publics	<ul style="list-style-type: none"> - Signature des commandes, des ordres de service, des actes d'engagement juridique de dépense et des contrats emportant dépense et certification du « service fait » sur les achats de prestations et de biens liés à son activité. 	4
Sécurité et surveillance	En l'absence ou en cas d'empêchement de M ^{me} Magali Sicsic et de M. Guillaume Blanc	M. Sébastien Jamesse	Chef du service	<ul style="list-style-type: none"> - Signature des commandes, des ordres de service, des actes d'engagement juridique de dépense et des contrats emportant dépense et certification du « service fait » sur les achats de prestations et de biens liés à son activité. 	4

2.7 Direction commerciale et marketing

- Pour tous les actes relevant des attributions de la direction commerciale et marketing, y compris l'établissement des ordres de missions dans l'Union européenne, en Suisse et en Norvège, l'attribution d'avances et la certification du « service fait » des frais de missions (hors ses propres frais de mission), ainsi que les commandes et la certification du « service fait » pour les frais de réception (hors le « service fait » portant sur ses propres frais de réception), délégation permanente de signature est donnée à M^{me} Dominique Becker, directrice commerciale et marketing, dans la limite de 120 000 euros HT pour tous les actes emportant dépense, à l'exception des actes relevant du président de l'établissement du pouvoir adjudicateur, définis à l'article 3 de la présente décision et à l'exception des investissements.
- En l'absence ou en cas d'empêchement de M^{me} Dominique Becker, dans la limite de la délégation conférée à cette dernière, délégation est donnée en qualité de suppléante à M^{me} Virginie Perreau, directrice adjointe commerciale et marketing.
- En l'absence ou en cas d'empêchement de M^{me} Virginie Perreau, dans la limite de la délégation conférée à cette dernière et pour tous les actes relevant du département des grands sites, délégation de signature est donnée en qualité de suppléant à M. Hervé Heliès, chef du département réseau commercial.
- Pour tous les actes relevant de leurs attributions, à l'exception des actes relevant du président de l'établissement en tant que représentant du pouvoir adjudicateur, délégation est donnée aux personnes et aux conditions suivantes :

Direction/sous-direction/département/service	Nature de la délégation	Nom du délégataire	Fonction	Objet de la délégation	Plafond (K euros HT)
Département marketing et produits culturels	Délégation permanente	M ^{me} Dominique Masse	Chef du département	<ul style="list-style-type: none"> - Signature des commandes, des ordres de service, des actes d'engagement juridique de dépense et des contrats emportant dépense sur les prestations et les biens liés à son activité, hors investissements. - Certification du « service fait » sur les achats de prestations et de biens liés à son activité, hors investissements. - Signature des ordres de mission et des états de frais à rembourser aux salariés (France uniquement et hors frais réception). 	10 15
Service image	Délégation permanente	M ^{me} Panthéa Tchoupani	Chef du service	<ul style="list-style-type: none"> - Signature des commandes, des ordres de service, des actes d'engagement juridique de dépense et des contrats emportant dépense et certification du « service fait » sur lesancements de fabrication et les achats de prestations et de biens liés à son activité. - Signature des ordres de mission et des états de frais à rembourser aux salariés (France uniquement et hors frais de réception). 	10

Direction/sous-direction/département/service	Nature de la délégation	Nom du délégataire	Fonction	Objet de la délégation	Plafond (K euros HT)
Département réseau commercial	Délégation permanente	M. Hervé Héliès	Chef du département	<ul style="list-style-type: none"> - Signature des commandes, des ordres de service, des actes d'engagement juridique de dépense et des contrats emportant dépense sur les prestations et les biens liés à son activité, hors investissements. - Certification du « service fait » sur les achats de prestations et de biens liés à son activité, hors investissements. - Signature des bons de commande et certification du « service fait » sur les achats de produits de négoce. - Signature des ordres de mission et des états de frais à rembourser aux salariés (France uniquement et hors frais réception). 	10 15 30
	En l'absence ou en cas d'empêchement de M. Hervé Héliès	M. Jean-Jacques Piron	Adjoint au chef de département	<ul style="list-style-type: none"> - Signature des bons de commande et certification du « service fait » sur les achats de produits de négoce. - Signature des commandes, des ordres de service, des actes d'engagement juridique de dépense et des contrats emportant dépense et certification du « service fait » sur les achats de prestations et de biens liés à son activité. 	8 5
	En l'absence ou en cas d'empêchement de M. Hervé Héliès et de M. Jean-Jacques Piron	M ^{me} Sophie Thoirey	Chef de secteur réseau RMN Grand Palais	<ul style="list-style-type: none"> - Signature des bons de commande et certification du « service fait » sur les achats de produits de négoce. - Signature des commandes, des ordres de service, des actes d'engagement juridique de dépense et des contrats emportant dépense et certification du « service fait » sur les achats de prestations et de biens liés à son activité. 	8 5
	En l'absence ou en cas d'empêchement de M. Hervé Héliès et de M. Jean-Jacques Piron	M ^{me} Stéphanie Montout	Chef de service	<ul style="list-style-type: none"> - Signature des bons de commande et certification du « service fait » sur les achats de produits de négoce. - Signature des commandes, des ordres de service, des actes d'engagement juridique de dépense et des contrats emportant dépense et certification du « service fait » sur les achats de prestations et de biens liés à son activité. 	8 5
Département logistique-approvisionnement et ADV	Délégation permanente	M. Ismaël Daoudi	Chef du département	<ul style="list-style-type: none"> - Signature des commandes, des ordres de service, des actes d'engagement juridique de dépense et des contrats emportant dépense liés à son activité. - Signature des bons de commande et certification du « service fait » sur les achats de produits de négoce dans les domaines liés à son activité. - Certification du « service fait » sur les achats de produits. - Signature des ordres de mission et des états de frais à rembourser aux salariés (France uniquement et hors frais réception). 	10 30 120
	En l'absence ou en cas d'empêchement de M. Ismaël Daoudi	M ^{me} Nathalie Boye-Don	Responsable d'activité ADV, comptabilité, budget et approvisionnement	<ul style="list-style-type: none"> - Signature des commandes, des ordres de service, des actes d'engagement juridique de dépense et des contrats emportant dépense liés à son activité. - Certification du « service fait » sur les achats de produits. - Certification du « service fait » sur les achats de biens destinés à la revente. 	10 30 30

Direction/sous-direction/département/service	Nature de la délégation	Nom du délégataire	Fonction	Objet de la délégation	Plafond (K euros HT)
Service entrepôt	En l'absence ou en cas d'empêchement de M. Ismaël Daoudi	M. Magid Chadli	Chef du service	- Signature des commandes, des ordres de service, des actes d'engagement juridique de dépense et des contrats emportant dépense et certification du « service fait » sur les achats de prestations et de biens liés à son activité.	4
Département assortiment et achat livre	Délégation permanente	M ^{me} Anne Etchegoyen	Chef du département	- Signature des commandes, des ordres de service, des actes d'engagement juridique de dépense et des contrats emportant dépense et certification du « service fait » sur les achats de prestations et de biens liés à son activité. - Signature des bons de commande et certification du « service fait » sur les achats de produits de négoce (livres, CD et revues). - Signature des ordres de mission et des états de frais à rembourser aux salariés (France uniquement et hors frais réception).	8 20
Service promotion commerciale	Délégation permanente	M ^{me} Florence Guichard	Chef de service	- Signature des commandes, des ordres de service, des actes d'engagement juridique de dépense et des contrats emportant dépense et certification du « service fait » sur les achats de prestations et de biens liés à son activité. - Signature des ordres de mission et des états de frais à rembourser aux salariés (France uniquement et hors frais réception).	8
Service des espaces commerciaux du musée du Louvre	Délégation permanente	M. Ludovic Nouvellet	Chef de département	- Signature des bons de commande et certification du « service fait » sur les achats de produits de négoce. - Signature des commandes, des ordres de service, des actes d'engagement juridique de dépense et des contrats emportant dépense et certification du « service fait » sur les achats de prestations et de biens liés à son activité.	30 10
	En l'absence ou en cas d'empêchement de M. Ludovic Nouvellet	M ^{me} Aurélie Rivière	Adjointe au chef du département	- Signature des bons de commande et certification du « service fait » sur les achats de produits de négoce. - Signature des commandes, des ordres de service, des actes d'engagement juridique de dépense et des contrats emportant dépense, et certification du « service fait » sur les achats de prestations et de biens liés à son activité.	15 8
	En l'absence ou en cas d'empêchement de M ^{me} Aurélie Rivière	M. Olivier Coulon	Responsable secteur comptoirs	- Signature des bons de commande pour les achats de produits de négoce.	8
	En l'absence ou en cas d'empêchement de M ^{me} Aurélie Rivière	M. Pierre Jaubert	Responsable secteur librairie	- Signature des bons de commande pour les achats de produits de négoce.	8

Direction/sous-direction/département/service	Nature de la délégation	Nom du délégataire	Fonction	Objet de la délégation	Plafond (K euros HT)
Service des espaces commerciaux du musée d'Orsay et de l'Orangerie	Délégation permanente	M ^{me} Maryse Sagot	Chef du service	- Signature des bons de commande et certification du « service fait » sur les achats de produits de négoce. - Signature des commandes, des ordres de service, des actes d'engagement juridique de dépense et des contrats emportant dépense et certification du « service fait » sur les achats de prestations et de biens liés à son activité.	30 8
	En l'absence de M ^{me} Maryse Sagot	M. Bruno Malinaud	Responsable secteur livre	- Signature des bons de commande sur les achats de produits de négoce.	8
	En l'absence de M ^{me} Maryse Sagot	M ^{me} Myriam Francis	Responsable de secteur	- Signature des bons de commande sur les achats de produits de négoce.	8
	En l'absence de M ^{me} Maryse Sagot	M ^{me} Anne Sapin	Responsable secteur images	- Signature des bons de commande sur les achats de produits de négoce.	8
	En l'absence de M ^{me} Maryse Sagot	M. Patrick Chainard	Responsable boutique Orangerie	- Signature des bons de commande sur les achats de produits de négoce.	8
	Délégation permanente	M ^{me} Sylviane Lagarde	Chef du service	- Signature des commandes, des ordres de service, des actes d'engagement juridique de dépense et des contrats emportant dépense et certification du « service fait » sur les achats de produits de négoce. - Signature des commandes, des ordres de service, des actes d'engagement juridique de dépense et des contrats emportant dépense et certification du « service fait » sur les achats de prestations et de biens liés à son activité.	15 8
Service des espaces commerciaux du château de Versailles	En l'absence ou en cas d'empêchement de M ^{me} Sylviane Lagarde	M ^{me} Joanna Kramarczyk	Adjoint au chef de service	- Signature des commandes, des ordres de service, des actes d'engagement juridique de dépense et des contrats emportant dépense et certification du « service fait » sur les achats de produits de négoce.	8

Direction/sous-direction/département/service	Nature de la délégation	Nom du délégataire	Fonction	Objet de la délégation	Plafond (K euros HT)
Service Galeries nationales	Délégation permanente	M. Pierre-Louis Munier	Chef du service	<ul style="list-style-type: none"> - Signature des commandes, des ordres de service, des actes d'engagement juridique de dépense et des contrats emportant dépense et certification du « service fait » sur les achats de produits de négoce. - Signature des commandes, des ordres de service, des actes d'engagement juridique de dépense et des contrats emportant dépense et certification du « service fait » sur les achats de prestations et de biens liés à son activité. 	15 8
	En cas d'absence ou en cas d'empêchement de M. Pierre-Louis Munier	M. Arnaud Tridon	Adjoint au chef du service	<ul style="list-style-type: none"> - Signature des commandes, des ordres de service, des actes d'engagement juridique de dépenses et des contrats emportant dépenses et certification du « service fait » sur les achats de produits de négoce. 	8
	En cas d'absence ou en cas d'empêchement de M. Pierre-Louis Munier	M. Éric Haviland	Chef de secteur commercial	<ul style="list-style-type: none"> - Signature des commandes, des ordres de service, des actes d'engagement juridique de dépense et des contrats emportant dépense et certification du « service fait » sur les achats de produits de négoce. 	8
	En cas d'absence ou en cas d'empêchement de M. Pierre-Louis Munier	M ^{me} Christine Lemser	Chef de secteur commercial	<ul style="list-style-type: none"> - Signature des commandes, des ordres de service, des actes d'engagement juridique de dépense et des contrats emportant dépense et certification du « service fait » sur les achats de produits de négoce. 	8
	En cas d'absence ou en cas d'empêchement de M. Pierre-Louis Munier	M. Tam Tran	Chef de secteur commercial	<ul style="list-style-type: none"> - Signature des commandes, des ordres de service, des actes d'engagement juridique de dépense et des contrats emportant dépense et certification du « service fait » sur les achats de produits de négoce. 	8
	Délégation permanente	M. Marc-Alexis Baranes	Responsable librairie	<ul style="list-style-type: none"> - Signature des bons de commande et certification du « service fait » sur les achats de produits de négoce. - Signature des commandes, des ordres de service, des actes d'engagement juridique de dépense et des contrats emportant dépense et certification du « service fait » sur les achats de prestations et de biens liés à son activité. 	15 8
Librairie du musée du Quai Branly	En l'absence ou en cas d'empêchement de M. Marc-Alexis Baranes	M ^{me} Sophie Duprey	Responsable de rayon	<ul style="list-style-type: none"> - Signature des bons de commande et certification du « service fait » sur les achats de produits de négoce. - Signature des commandes, des ordres de service, des actes d'engagement juridique de dépense et des contrats emportant dépense et certification du « service fait » sur les achats de prestations et de biens liés à son activité. 	15 8

2.8 Direction des éditions

- Pour tous les actes relevant des attributions de la direction des éditions y compris l'établissement des ordres de missions dans l'Union européenne, en Suisse et en Norvège, l'attribution d'avances et la certification du « service fait » des frais de missions (hors ses propres frais de mission), ainsi que les commandes et la certification du « service fait » pour les frais de réception (hors le « service fait » portant sur ses propres frais de réception), délégation permanente de signature est donnée à M. Henri Bovet, directeur des éditions, dans la limite de 120 000 euros HT pour les actes emportant dépenses, à l'exception des actes relevant du président de l'établissement en tant que représentant du pouvoir adjudicateur, définis à l'article 3 de la présente décision, et à l'exception des investissements.
- En l'absence ou en cas d'empêchement de M. Henri Bovet, dans la limite de la délégation conférée à ce dernier, délégation est donnée en qualité de suppléant à M^{lle} Béatrice de Boisseson, directrice adjointe des éditions.
- Pour tous les actes relevant de leurs attributions, à l'exception des actes relevant du président de l'établissement en tant que représentant du pouvoir adjudicateur, délégation est donnée aux personnes et aux conditions suivantes :

Direction/sous-direction/département/service	Nature de la délégation	Nom du délégataire	Fonction	Objet de la délégation	Plafond (K euros HT)
Département livre	Délégation permanente	M ^{me} Marie-Dominique de Teneuille	Chef du département	<ul style="list-style-type: none"> - Signature des commandes, des ordres de service, des actes d'engagement juridique de dépense et des contrats emportant dépense sur les lancements de fabrication, sur les achats de matières premières liées à la fabrication et sur les achats de prestations et de biens liés à son activité. - Certification du « service fait » sur les dépenses liées à son activité. - Signature des ordres de mission et des états de frais à rembourser aux salariés (France uniquement et hors frais réception). 	10 15
Service commercial des éditions	Délégation permanente	M ^{me} Sophie Prieto	Chef du service	<ul style="list-style-type: none"> - Signature des commandes, des ordres de service, des actes d'engagement juridique de dépense et des contrats emportant dépense et certification du « service fait » sur les lancements de fabrication, sur les achats de matières premières liées à la fabrication, sur les achats de prestations et de biens liés à son activité. - Signature des ordres de mission et des états de frais à rembourser aux salariés (France uniquement et hors frais réception). 	10
Département des ateliers moulage et chalcographie	Délégation permanente	M ^{me} Fabienne Pierru	Chef du département	<ul style="list-style-type: none"> - Signature des commandes, des ordres de service, des actes d'engagement juridique de dépense et des contrats emportant dépense et certification du « service fait » sur les achats de matières premières liées à la fabrication et sur les achats de sous-traitance, et sur les achats de prestations et de biens liés à son activité. - Signature des ordres de mission et des états de frais à rembourser aux salariés (France uniquement et hors frais réception). 	10
Activité moulage	En l'absence ou en cas d'empêchement de M ^{me} Fabienne Pierru	M ^{me} Françoise Pfiffer	Responsable activité	- Signature des commandes, ordres de service, actes d'engagement juridique de dépenses et contrats emportant dépenses et certification du « service fait » sur les achats de matières premières liées à la fabrication et les achats de sous-traitance, et sur les achats de prestations et de biens liés à son activité.	10
Activité chalcographie	En l'absence ou en cas d'empêchement de M ^{me} Fabienne Pierru	M. François Baudequin	Chef d'atelier	- Signature des commandes, des ordres de service, des actes d'engagement juridique de dépense et des contrats emportant dépense et certification du « service fait » sur les lancements de fabrication et sur les achats de prestations et de biens liés à son activité.	10

2.9 Direction des ressources humaines

- Pour tous les actes relevant des attributions de la direction des ressources humaines y compris l'établissement des ordres de missions dans l'Union européenne, en Suisse et en Norvège, l'attribution d'avances et la certification du « service fait » des frais de missions (hors ses propres frais de mission), ainsi que les commandes et la certification du « service fait » pour les frais de réception (hors le « service fait » portant sur ses propres frais de réception), délégation permanente de signature est donnée à M^{me} Noëlle de La Loge, directrice des ressources humaines dans la limite de 120 000 euros HT pour les actes emportant dépense, à l'exception des actes relevant du président de l'établissement en tant que représentant du pouvoir adjudicateur, définis à l'article 3 de la présente décision, et à l'exception :
 - . des investissements,
 - . des nominations aux fonctions de directeur, directeur adjoint, sous-directeurs et chef de département,
 - . des sanctions disciplinaires.
- En l'absence ou en cas d'empêchement de M^{me} Noëlle de La Loge, dans la limite de la délégation conférée à cette dernière, délégation est donnée en qualité de suppléant à M^{me} Sophie Palmero, directrice adjointe des ressources humaines.
- En l'absence ou en cas d'empêchement de M^{me} Sophie Palmero, dans la limite de la délégation conférée à cette dernière, délégation de signature est donnée à M^{me} Frédérique Rebeyrat, chef du département emploi.
- Pour tous les actes relevant de leurs attributions, à l'exception des actes relevant du président de l'établissement en tant que représentant du pouvoir adjudicateur, définis à l'article 3 de la présente décision, délégation est donnée aux personnes et aux conditions suivantes :

Direction/sous-direction/département/service	Nature de la délégation	Nom du délégataire	Fonction	Objet de la délégation	Plafond (K euros HT)
Département emploi	Délégation permanente	M ^{me} Frédérique Rebeyrat	Chef du département	<ul style="list-style-type: none"> - Tous les actes relevant de la gestion des carrières (y compris les contrats d'agents non permanents) à l'exception des contrats d'engagement et des décisions concernant les agents permanents. - Signature des ordres de mission et des états de frais à rembourser aux salariés (France uniquement et hors frais réception). 	120
	En l'absence ou en cas d'empêchement de M ^{me} Rebeyrat	M ^{me} Sophie Miltchaliev	Adjoint au chef du département	<ul style="list-style-type: none"> - Tous les actes relevant de la gestion des carrières (y compris les contrats d'agents non permanents) à l'exception des contrats d'engagement et des décisions concernant les agents permanents. - Signature des ordres de mission et des états de frais à rembourser aux salariés (France uniquement et hors frais réception). 	120
Département affaires sociales	Délégation permanente	M ^{me} Sandrine Godey	Chef du département	<ul style="list-style-type: none"> - Signature des commandes, des ordres de service, des actes d'engagement juridique de dépense et des contrats emportant dépense et certification du « service fait » sur les achats de prestations pour le compte du CHSCT. - Signature des ordres de mission et des états de frais à rembourser aux salariés (France uniquement et hors frais réception). 	8

Direction/sous-direction/département/service	Nature de la délégation	Nom du délégataire	Fonction	Objet de la délégation	Plafond (K euros HT)
Service formation	Délégation permanente	M ^{me} Laetitia Forlini	Chef du service	<ul style="list-style-type: none"> - Tous les actes relevant de la formation professionnelle à l'exception des contrats d'engagement et des décisions concernant les agents permanents et non-permanents. - Certification du « service fait » sur les achats de prestations liés à la formation professionnelle. - Signature des ordres de mission et des états de frais à rembourser aux salariés (France uniquement et hors frais réception). 	120 10
Service administration-payé-chômage	Délégation permanente	M ^{me} Nathalie Demongeot	Chef du service	<ul style="list-style-type: none"> - Tous les actes relevant de la paie à l'exception des contrats d'engagement et des décisions concernant les agents permanents et non-permanents. - Tous les actes de liquidation et d'ordonnement de la paie, des indemnités-chômage et des charges sociales. - Signature des ordres de mission et des états de frais à rembourser aux salariés (France uniquement et hors frais réception). 	
	En l'absence ou en cas d'empêchement de M ^{me} Nathalie Demongeot	M. Michel Colas	Adjoint du chef de service	<ul style="list-style-type: none"> - Tous les actes relevant de la paie à l'exception des contrats d'engagement et des décisions concernant les agents permanents et non-permanents. - Tous les actes de liquidation et d'ordonnement de la paie, des indemnités-chômage et des charges sociales. 	
	En l'absence ou en cas d'empêchement de M. Michel Colas	M ^{me} Béatrice Barbier	Gestionnaire de paie	<ul style="list-style-type: none"> - Tous les actes relevant de la paie à l'exception des contrats d'engagement et des décisions concernant les agents permanents et non-permanents. - Tous les actes de liquidation et d'ordonnement de la paie, des indemnités-chômage et des charges sociales. 	

2.10 Direction du bâtiment et des moyens techniques

- Pour tous les actes relevant des attributions de la direction du bâtiment et des moyens techniques y compris l'établissement des ordres de missions dans l'Union européenne, en Suisse et en Norvège, l'attribution d'avances et la certification du « service fait » des frais de missions (hors ses propres frais de mission), ainsi que les commandes et la certification du « service fait » pour les frais de réception (hors le « service fait » portant sur ses propres frais de réception), délégation permanente de signature est donnée à M^{me} Marie-Pierre Marche, directrice du bâtiment et des moyens techniques, dans la limite de 120 000 euros HT pour les actes emportant dépense, à l'exception des actes relevant du président de l'établissement en tant que représentant du pouvoir adjudicateur, définis à l'article 3 de la présente décision.
- En l'absence ou en cas d'empêchement de M^{me} Marie-Pierre Marche, dans la limite de la délégation conférée à cette dernière, délégation est donnée en qualité de suppléant à M^{me} Isabelle Noraz, directrice adjointe de la maîtrise d'ouvrage.
- Pour tous les actes relevant de leurs attributions, à l'exception des actes relevant du président de l'établissement en tant que représentant du pouvoir adjudicateur, délégation est donnée aux personnes et aux conditions suivantes :

Direction/sous-direction/département/service	Nature de la délégation	Nom du délégataire	Fonction	Objet de la délégation	Plafond (K euros HT)
Direction de la maîtrise d'ouvrage	Délégation permanente	M ^{me} Isabelle Noraz	Directrice adjointe de la maîtrise d'ouvrage	- Signature des commandes, ordres de service, des actes d'engagement juridique de dépense et des contrats emportant dépense sur les prestations et les biens liés à son activité, y compris les investissements. - Certification du « service fait » sur l'ensemble des dépenses liées à son activité.	120 120
	Délégation permanente	M. Gilles Berda	Responsable des installations techniques tous sites	- Signature des commandes, ordres de service, des actes d'engagement juridique de dépense et des contrats emportant dépense sur les prestations et les biens liés à son activité, hors investissements. - Certification du « service fait » sur l'ensemble des dépenses liées à son activité y compris les investissements.	120 120
Département des moyens généraux	Délégation permanente	M ^{me} Martine Caumette	Chef du département	- Signature des autres commandes, ordres de service, actes d'engagement juridique de dépense et contrats emportant dépense sur les achats de prestations et de biens liés à son activité, y compris les investissements. - Certification du « service fait » sur l'ensemble des achats de prestations et de biens liés à son activité y compris les investissements. - Signature des ordres de mission et des états de frais à rembourser aux salariés (France uniquement et hors frais réception).	50 50
	En l'absence ou en cas d'empêchement de M ^{me} Martine Caumette	M. Ronald Preuvot	Chef du service aménagement et travaux	- Signature des autres commandes, ordres de service, actes d'engagement juridique de dépense et contrats emportant dépense sur les achats de prestations et de biens liés à son activité, y compris les investissements. - Certification du « service fait » sur l'ensemble des achats de prestations et de biens liés à son activité, y compris les investissements.	10 120
Service des services généraux	En l'absence ou en cas d'empêchement de M. Ronald Preuvot	M ^{me} Nelly Ellasi	Chef du service	- Signature des commandes, ordres de service, actes d'engagement juridique de dépense et contrats emportant dépense et certification du « service fait » sur les achats de prestations et de biens liés à son activité hors investissements.	10
Service technique des Galeries nationales	En l'absence ou en cas d'empêchement de M. Ronald Preuvot	M. Jean-Jacques Le Blastier	Chef du service	- Signature des commandes, des ordres de service, des actes d'engagement juridique de dépense et des contrats emportant dépense et certification du « service fait » sur les achats de prestations, de biens et d'investissements liés à son activité entretien et maintenance-travaux des Galeries nationales.	4

Art. 3. - Pour l'application de la présente décision, sont considérés comme des actes pris par le président de l'établissement en tant que représentant du pouvoir adjudicateur ceux pris pour la passation des marchés et accords-cadres visés à l'ordonnance n° 2005-649 du 6 juin 2005 relative aux marchés passés par certaines personnes publiques ou privées non soumises au Code des marchés publics et à son décret d'application n° 2005-1742 du 30 décembre 2005.

Ne constituent pas des actes pris par le président de l'établissement en tant que représentant du pouvoir adjudicateur :

- les commandes inférieures à 20 000 euros HT ;
- les actes effectués en exécution des marchés et accords-cadres susvisés, notamment les ordres de service, les décisions de poursuivre, les décisions d'affermissement de tranches conditionnelles, les décisions d'acceptation des décomptes généraux et définitifs, les actes relatifs à la sous-traitance et les décisions de réception ;
- les bons de commande pris en application d'un marché préexistant.

Art. 4. - La présente décision annule et remplace la décision n° 2011-09 du 1^{er} juillet 2011.

Art. 5. - Le directeur général délégué est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

Le président de l'établissement public de la Réunion des musées nationaux et du Grand Palais des Champs-Élysées,
Jean-Paul Cluzel

Décision n° DFJ/2012/01 du 17 janvier 2012 portant modification des conditions générales de passation des marchés et accords-cadres à procédures adaptées au sein de l'établissement public du musée du Louvre.

Le président-directeur,

Vu la loi n° 85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage et ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée ;

Vu le décret n° 2006-975 du 1^{er} août 2006 modifié portant Code des marchés publics, et notamment ses articles 26, 28 et 40 ;

Vu le décret n° 92-1338 du 22 décembre 1992 modifié, portant création de l'établissement public du musée du Louvre ;

Vu le décret du 14 avril 2010 portant nomination du président de l'établissement public du musée du Louvre ;

Vu la décision n° DFJS/2010/08 du 30 avril 2010 portant modification des conditions générales de passation des marchés et accords-cadres à procédures adaptées au sein de l'établissement public du musée du Louvre,

Décide :

Art. 1^{er}. - Il est défini quatre niveaux de procédure adaptée dont les modalités de passation sont les suivantes :

MAPA 1 : Pour les achats d'un montant inférieur à 4 000 euros HT, pas de modalités formelles obligatoires de mise en concurrence ;

MAPA 2 : Pour les achats d'un montant égal ou supérieur à 4 000 euros HT et inférieur à 15 000 euros HT, sollicitation de trois devis ;

MAPA 3 : Pour les achats d'un montant égal ou supérieur à 15 000 euros HT et inférieurs à 90 000 euros HT, publication dans une revue adaptée au contenu de la consultation, rédaction d'un contrat, validation de la procédure et du contrat par le service de la commande publique de la direction financière et juridique avant signature par le représentant du pouvoir adjudicateur ;

MAPA 4 : Pour les achats d'un montant supérieur ou égal à 90 000 euros HT et inférieur à 130 000 euros HT pour les fournitures et services et à 5 000 000 euros HT pour les travaux, publication au *BOAMP* ou dans un journal d'annonces légales et publication sur le profil d'acheteur du musée du Louvre, rédaction d'un dossier de consultation des entreprises, avis de la commission d'achat public sur le choix de l'attributaire et sur la conclusion des avenants dont le montant est égal ou supérieur à 5 % du montant du marché, ainsi que sur la sélection des candidatures pour les procédures restreintes.

Art. 2. - La décision n° DFJS/2010/08 en date du 30 avril 2010 est abrogée.

Art. 3. - La présente décision est applicable aux marchés pour lesquels une consultation est engagée ou un avis d'appel public à la concurrence envoyé à la publication après le 1^{er} janvier 2012.

Art. 4. - L'administrateur général de l'établissement public du musée du Louvre est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

Le président-directeur,
Henri Loyrette

Décision n° DFJ/DMO/2011/31 du 26 janvier 2012 portant délégation de signature à l'établissement public du musée du Louvre.

Le président-directeur,

Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 modifié portant règlement général sur la comptabilité publique ;

Vu le décret n° 92-1338 du 22 décembre 1992 modifié portant création de l'établissement public du musée du Louvre, et notamment ses articles 19 et 19-1 ;

Vu le décret du 14 avril 2010 portant nomination du président de l'établissement public du musée du Louvre ;

Vu le décret n° 2003-1097 du 18 novembre 2003 portant délégation, pour certains corps de fonctionnaires du ministère de la Culture et de la Communication, d'actes de gestion au profit du président de l'établissement public du musée du Louvre ;

Vu le décret n° 2006-975 du 1^{er} août 2006 portant Code des marchés publics ;

Vu l'arrêté du 18 novembre 2003 portant délégation de pouvoirs en matière de gestion des personnels des corps de catégories A, B et C au président de l'établissement public du musée du Louvre ;

Vu la décision du président-directeur du 2 mai 2002 modifiée portant organisation des services du musée du Louvre ;

Vu la décision n° DFJS/DMO/2011/17 portant délégation de signature,

Décide :

Art. 1^{er}. - Délégation est donnée à M^{me} Cristina Haye, directeur de la maîtrise d'ouvrage, à l'effet de signer, dans la limite de ses attributions :

- les actes d'engagement des dépenses et notamment les bons de commande et marchés dont le montant n'excède pas 20 000 euros HT, ainsi que les bons de commande pris dans le cadre de l'exécution d'un marché à bons de commande dont le montant n'excède pas 90 000 euros HT ;
- la certification du service fait et des pièces justificatives ;
- les actes de liquidation et de mandatement de dépense ;
- tous ordres de reversement ;
- les certificats administratifs.

Art. 2. - Délégation est donnée à M^{me} Isabelle Muller, responsable administratif et financier de la direction de la maîtrise d'ouvrage, à l'effet de signer, dans la limite de ses attributions :

- les actes d'engagement des dépenses et notamment les marchés dont le montant n'excède pas 2 500 euros HT, ainsi que les bons de commande pris dans le cadre de l'exécution d'un marché à bons de commande dont le montant n'excède pas 90 000 euros HT ;
- la certification du service fait et des pièces justificatives ;
- les actes de liquidation et de mandatement de dépense ;
- tous ordres de reversement ;
- les certificats administratifs.

En cas d'absence ou d'empêchement de M^{me} Christina Haye, délégation est donnée à M^{me} Isabelle Muller, à l'effet de signer, dans la limite des attributions de la direction de la maîtrise d'ouvrage, tous actes, décisions et documents mentionnés à l'article 1^{er} de la présente décision.

Art. 3. - Délégation est donnée à :

- M. Laurent Ricard, chef de projet du chantier des collections et responsable technique Islam/Trois Antiques ;
- M^{me} Daniela Miccolis, chef de projet mobilier XVIII^e ;
- M. Romain Challier, directeur de projet Centre de restauration et de conservation des patrimoines ;
- M. Ghislain Bruggheeman, chef de projet des Arts de l'Islam ;
- M^{me} Valérie Forey-Jauregui, directrice du projet Louvre-Lens ;
- M^{me} Valérie Ferrand, directrice des projets AGER et Pyramide ;

à l'effet de signer, dans la limite de leurs attributions respectives :

- les attestations de service fait
- les certificats administratifs.

Art. 4. - La présente décision annule et remplace la décision n° DFJS/DMO/2011/17 susvisée.

Art. 5. - L'administrateur général est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

Art. 6. - Cette décision prend effet à compter de sa publication.

Le président-directeur du musée du Louvre,
Henri Loyrette

Décision n° DFJ/DC/2012/02 du 26 janvier 2012 portant délégation de signature à l'établissement public du musée du Louvre.

Le président-directeur,

Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 modifié portant règlement général sur la comptabilité publique ;

Vu le décret n° 92-1338 du 22 décembre 1992 modifié portant création de l'établissement public du musée du Louvre, et notamment ses articles 19 et 19-1 ;

Vu le décret du 14 avril 2010 portant nomination du président de l'établissement public du musée du Louvre ;

Vu le décret n° 2003-1097 du 18 novembre 2003 portant délégation, pour certains corps de fonctionnaires du ministère de la Culture et de la Communication, d'actes de gestion au profit du président de l'établissement public du musée du Louvre ;

Vu le décret n° 2006-975 du 1^{er} août 2006 portant Code des marchés publics ;

Vu l'arrêté du 18 novembre 2003 portant délégation de pouvoirs en matière de gestion des personnels des corps de catégories A, B et C au président de l'établissement public du musée du Louvre ;

Vu la décision du président-directeur du 2 mai 2002 modifiée portant organisation des services du musée du Louvre ;

Vu la décision n° DFJS/2008/20 du 31 décembre 2008 modifiée portant délégation de signature ;

Vu la décision n° DFJS/DML/2009/25 portant délégation de signature ;

Vu la décision n° DFJ/DC/2011/25 modifiée portant délégation de signature,

Décide :

Art. 1^{er}. - Délégation est donnée à M^{me} Anne-Laure Beatrix, directrice de la communication, à l'effet de signer, dans le cadre de ses compétences et dans la limite des attributions de la direction de la communication :

- les actes d'engagement des dépenses et notamment les bons de commande et marchés dont le montant n'excède pas 20 000 euros HT ;
- les conventions de partenariat emportant recette d'un montant inférieur à 30 000 euros HT ;
- les conventions de partenariat sans aucune incidence financière ;
- la certification du service fait et des pièces justificatives ;
- les actes de liquidation et de mandatement de dépense ;

- tous ordres de reversement ;
- les certificats administratifs.

Art. 2. - Délégation de signature est donnée à M. Adel Ziane, directeur adjoint de la communication, à l'effet de signer, dans la limite de ses attributions :

- les actes d'engagement des dépenses et notamment les bons de commande et marchés dont le montant n'excède pas 20 000 euros HT ;
- la certification du service fait et des pièces justificatives ;
- les actes de liquidation et de mandatement de dépense ;
- tous ordres de reversement ;
- les certificats administratifs.

En cas d'absence ou d'empêchement de M^{me} Anne-Laure Beatrix, délégation de signature est donnée à M. Adel Ziane, directeur adjoint de la communication, à l'effet de signer, dans la limite des attributions de la direction de la communication, tous actes, décisions et documents mentionnés à l'article 1^{er} de la présente décision, à l'exception :

- des conventions de partenariat emportant recette d'un montant inférieur à 30 000 euros HT.

Art. 3. - L'administrateur général est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

Art. 4. - Cette décision prend effet à compter de sa publication. Cette décision annule et remplace la décision n° DFJ/DC/2011/25 du 5 décembre 2011.

Le président-directeur du musée du Louvre,
Henri Loyrette

Décision du 26 janvier 2012 portant délégation de signature au musée Rodin.

La directrice du musée Rodin,

Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général de la comptabilité publique ;

Vu le décret n° 93-163 du 2 février 1993 modifié par le décret n° 2005-1507 du 7 décembre 2005 relatif au musée Rodin, et notamment ses articles 7 et 9 ;

Vu la délibération du conseil d'administration en date du 7 mai 2010 relative au montant des contrats de coproduction ;

Vu la délibération du conseil d'administration du 5 juillet 2010 relative à la composition et au fonctionnement de la commission d'appel d'offres pour les marchés publics du musée Rodin ;

Vu la délibération du 5 juillet 2010 du conseil d'administration concernant les catégories de contrats et de conventions qui peuvent être déléguées au directeur du musée Rodin ;

Vu l'arrêté du 18 janvier 2012 portant nomination de la directrice du musée Rodin,

Décide :

Art. 1^{er}. - Délégation de signature est donnée à M. Philippe André-Bernavon, secrétaire général, pour tous actes et décisions afférents aux attributions de la directrice du musée Rodin énumérées à l'article 9 et à l'article 7, 14° du décret n° 93-163 susvisé.

Art. 2. - Délégation de signature est donnée, sous l'autorité de M. Philippe André-Bernavon, à M. Laurent Bernard, chef du service des affaires financières, pour tous actes et décisions afférents aux attributions de la directrice du musée Rodin énumérés de l'article 9, 2° et 3° et à l'article 7, 14° du décret n° 93-163 susvisé dans la limite de 4 000 euros HT pour les dépenses et à 200 000 euros HT pour les recettes et conformément aux délibérations du conseil d'administration des 7 mai et 5 juillet 2010.

Art. 3. - Délégation de signature est donnée, sous l'autorité de M. Philippe André-Bernavon, à M^{me} Élisabeth Saillant, chef du service des ressources humaines et des affaires juridiques, pour tous actes et décisions afférents aux attributions de la directrice du musée Rodin énumérés de l'article 9, 2° et 3° et à l'article 7, 14° du décret n° 93-163 susvisé dans la limite de 4 000 euros HT pour les dépenses et à 200 000 euros HT pour les recettes, conformément aux délibérations du conseil d'administration des 7 mai et 5 juillet 2010.

Art. 4. - Délégation de signature est donnée, sous l'autorité de la directrice du musée Rodin, à M^{me} Aline Magnien, chef du service des collections et M. François Blanchetière et M^{me} Nadine Lehni, à M^{me} Hélène Pinet, chef du service de la recherche, de la documentation, de la bibliothèque et des archives et M^{me} Véronique Mattiussi et M. Jérôme Manoukian, à M^{me} Noëlle Chabert, chef du service du développement et M^{me} Clémence Goldberger, M^{me} Isabelle Bissière et M^{me} Amélie Lavin, à M. Pierre Hurbain, chef du service de l'accueil, de la surveillance et de la sécurité et M^{me} Brigitte Thébault, à M^{me} Édwige Ridet, chef du service commercial et éditorial et M^{me} Brigitte Monnier, à M. Dominique de Coninck, chef du service intérieur et technique et M. Raphaël Andlauer, à M^{me} Patricia Hoeppe, chargée du secrétariat de direction, à M. Hugues Herpin, chargé de mission auprès de la directrice, à effet de signer, dans le cadre de leurs compétences et dans les limites

des crédits placés sous leurs responsabilités, les attestations de services faits ainsi que tous documents utiles à l'exception de tout acte engageant juridiquement ou financièrement le musée Rodin.

Art. 5. - Le secrétaire général est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

Cette décision prend effet ce jour et annule et remplace les décisions antérieures.

La directrice du musée Rodin,
Catherine Chevillot

Arrêté du 27 janvier 2012 portant nomination à la commission des acquisitions des musées nationaux Marc-Chagall à Nice, Fernand-Léger à Biot et franco-américain du château de Blérancourt.

Le ministre de la Culture et de la communication,

Le directeur général des patrimoines,

Vu le Code du patrimoine ;

Vu l'ordonnance n° 45-1546 du 13 juillet 1945 modifiée portant organisation provisoire des musées des Beaux-Arts ;

Vu le décret n° 45-2075 du 31 août 1945 modifié portant application de l'ordonnance relative à l'organisation provisoire des musées des Beaux-Arts ;

Vu le décret n° 90-404 du 16 mai 1990 portant statut particulier du corps des conservateurs du patrimoine ;

Vu le décret n° 90-405 du 16 mai 1990 modifié portant statut particulier des conservateurs généraux du patrimoine ;

Vu le décret n° 2009-1393 du 11 novembre 2009 relatif aux missions et à l'organisation de l'administration centrale du ministère de la Culture et de la Communication ;

Vu l'arrêté du 16 mars 2004 modifié portant création de la commission des acquisitions des musées nationaux Picasso à Paris, de l'Orangerie des Tuileries, du Message biblique Marc-Chagall à Nice, Fernand-Léger à Biot et de la Coopération franco-américaine à Blérancourt ;

Vu l'arrêté du 17 novembre 2009 relatif aux missions et à l'organisation de la direction générale des patrimoines ;

Vu la décision, en date du 8 décembre 2011, relative aux modalités d'élection d'un membre de la commission des acquisitions des musées nationaux Marc-Chagall à Nice, Fernand-Léger à Biot et franco-américain du château de Blérancourt ;

Vu le procès-verbal en date du 4 janvier 2012 de résultats des opérations électorales,

Arrête :

Art. 1^{er}. - Est proclamée élue à la commission des acquisitions susvisée, pour une durée de deux ans :

- Diana Gay, conservateur du patrimoine.

Art. 2. - La directrice, chargée des musées de France à la direction générale des patrimoines, est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Pour le ministre de la Culture et de la Communication
et par délégation :

La directrice, chargée des musées de France
à la direction générale des patrimoines,
Marie-Christine Labourdette

Arrêté du 27 janvier 2012 portant nomination à la commission des acquisitions du musée d'Archéologie nationale et domaine national de Saint-Germain-en-Laye et du musée national de Préhistoire des Eyzies-de-Tayac.

Le ministre de la Culture et de la Communication,

Le directeur général des patrimoines,

Vu le Code du patrimoine ;

Vu l'ordonnance n° 45-1546 du 13 juillet 1945 modifiée portant organisation provisoire des musées des Beaux-Arts ;

Vu le décret n° 45-2075 du 31 août 1945 modifié portant application de l'ordonnance relative à l'organisation provisoire des musées des Beaux-Arts ;

Vu le décret n° 90-404 du 16 mai 1990 portant statut particulier du corps des conservateurs du patrimoine ;

Vu le décret n° 90-405 du 16 mai 1990 modifié portant statut particulier des conservateurs généraux du patrimoine ;

Vu le décret n° 2009-1393 du 11 novembre 2009 relatif aux missions et à l'organisation de l'administration centrale du ministère de la Culture et de la Communication ;

Vu l'arrêté du 16 mars 2004 portant création de la commission des acquisitions des musées nationaux des Antiquités nationales et de Préhistoire ;

Vu l'arrêté du 17 novembre 2009 relatif aux missions et à l'organisation de la direction générale des patrimoines ;

Vu la décision, en date du 8 décembre 2011, relative aux modalités d'élection d'un membre de la commission des acquisitions du musée d'Archéologie nationale et domaine national de Saint-Germain-en-Laye et du musée national de Préhistoire des Eyzies-de-Tayac ;

Vu le procès-verbal en date du 4 janvier 2012 de résultats des opérations électorales,

Arrête :

Art. 1^{er}. - Est proclamé élu à la commission des acquisitions susvisée, pour une durée de deux ans :

- Antoine Chancerel, conservateur en chef du patrimoine.

Art. 2. - La directrice, chargée des musées de France à la direction générale des patrimoines, est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Pour le ministre de la Culture et de la Communication
et par délégation :

La directrice, chargée des musées de France
à la direction générale des patrimoines,
Marie-Christine Labourdette

Arrêté du 27 janvier 2012 portant nomination à la commission des acquisitions des musées nationaux du Moyen Âge-thermes et hôtel de Cluny, de la Renaissance-château d'Écouen, de la Porcelaine Adrien-Dubouché à Limoges et de l'Établissement public Sèvres-Cité de la céramique.

Le ministre de la Culture et de la Communication,

Vu le Code du patrimoine ;

Vu l'ordonnance n° 45-1546 du 13 juillet 1945 modifiée portant organisation provisoire des musées des Beaux-Arts ;

Vu le décret n° 45-2075 du 31 août 1945 modifié portant application de l'ordonnance relative à l'organisation provisoire des musées des Beaux-Arts ;

Vu le décret n° 90-404 du 16 mai 1990 portant statut particulier du corps des conservateurs du patrimoine ;

Vu le décret n° 90-405 du 16 mai 1990 modifié portant statut particulier des conservateurs généraux du patrimoine ;

Vu le décret n° 2009-1393 du 11 novembre 2009 relatif aux missions et à l'organisation de l'administration centrale du ministère de la Culture et de la Communication ;

Vu l'arrêté du 16 mars 2004 modifié portant création de la commission des acquisitions des musées nationaux du Moyen Âge-thermes de Cluny, de la Renaissance au château d'Écouen, de la Céramique à Sèvres et Adrien-Dubouché à Limoges ;

Vu l'arrêté du 17 novembre 2009 relatif aux missions et à l'organisation de la direction générale des patrimoines ;

Vu la décision, en date du 8 décembre 2011, relative aux modalités d'élection d'un membre de la commission des acquisitions des musées nationaux du

Moyen Âge-thermes et hôtel de Cluny, de la Renaissance-château d'Écouen, de la Porcelaine Adrien-Dubouché à Limoges et de l'Établissement public Sèvres-Cité de la céramique ;

Vu le procès-verbal en date du 4 janvier 2012 de résultats des opérations électorales,

Arrête :

Art. 1^{er}. - Est proclamée élue à la commission des acquisitions susvisée, pour une durée de deux ans :

- Céline Paul, conservateur du patrimoine.

Art. 2. - La directrice, chargée des musées de France à la direction générale des patrimoines, est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Pour le ministre de la Culture et de la Communication
et par délégation :

La directrice, chargée des musées de France
à la direction générale des patrimoines,
Marie-Christine Labourdette

Arrêté du 27 janvier portant nomination à la commission des acquisitions de l'Établissement public de Fontainebleau, des musées nationaux du château de Compiègne, des châteaux de Malmaison et Bois-Préau, de la maison Bonaparte d'Ajaccio, de l'Île d'Aix, du château de Pau, du musée Clémenceau et de-Lattre-de-Tassigny à Mouilleron-en-Pareds, du musée de Port-Royal des Champs à Magny-les-Hameaux.

Le ministre de la Culture et de la Communication,

Le directeur général des patrimoines,

Vu le Code du patrimoine ;

Vu l'ordonnance n° 45-1546 du 13 juillet 1945 modifiée portant organisation provisoire des musées des Beaux-Arts ;

Vu le décret n° 45-2075 du 31 août 1945 modifié portant application de l'ordonnance relative à l'organisation provisoire des musées des Beaux-Arts ;

Vu le décret n° 90-404 du 16 mai 1990 portant statut particulier du corps des conservateurs du patrimoine ;

Vu le décret n° 90-405 du 16 mai 1990 modifié portant statut particulier des conservateurs généraux du patrimoine ;

Vu le décret n° 2009-1393 du 11 novembre 2009 relatif aux missions et à l'organisation de l'administration centrale du ministère de la Culture et de la Communication ;

Vu l'arrêté du 16 mars 2004 modifié portant création de la commission des acquisitions du château de Fontainebleau, du château de Compiègne, des châteaux de Malmaison et Bois-Préau, de la maison Bonaparte

d'Ajaccio, de l'Île d'Aix, du château de Pau, des Deux-Victoires et de la maison de-Lattre-de-Tassigny, en Vendée, des granges de Port-Royal à Magny-les-Hameaux ;

Vu l'arrêté du 17 novembre 2009 relatif aux missions et à l'organisation de la direction générale des patrimoines ;

Vu la décision, en date du 8 décembre 2011, relative aux modalités d'élection d'un membre de la commission des acquisitions de l'Établissement public de Fontainebleau, des musées nationaux du château de Compiègne, des châteaux de Malmaison et Bois-Préau, de la maison Bonaparte d'Ajaccio, de l'Île d'Aix, du château de Pau, du musée Clémenceau et de-Lattre-de-Tassigny à Mouilleron-en-Pareds, du musée de Port-Royal des Champs à Magny-les-Hameaux ;

Vu le procès-verbal en date du 4 janvier 2012 de résultats des opérations électorales,

Arrête :

Art. 1^{er}. - Est proclamée élue à la commission des acquisitions susvisée, pour une durée de deux ans :

- Isabelle Pebay-Clottes, conservateur en chef du patrimoine.

Art. 2. - La directrice, chargée des musées de France à la direction générale des patrimoines, est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Pour le ministre de la Culture et de la Communication
et par délégation :

La directrice, chargée des musées de France
à la direction générale des patrimoines,
Marie-Christine Labourdette

Arrêté du 27 janvier 2012 portant nomination à la commission des acquisitions du musée des Civilisations de l'Europe et de la Méditerranée.

Le ministre de la Culture et de la Communication,

Le directeur général des patrimoines,

Vu le Code du patrimoine ;

Vu l'ordonnance n° 45-1546 du 13 juillet 1945 modifiée portant organisation provisoire des musées des Beaux-Arts ;

Vu le décret n° 45-2075 du 31 août 1945 modifié portant application de l'ordonnance relative à l'organisation provisoire des musées des Beaux-Arts ;

Vu le décret n° 90-404 du 16 mai 1990 portant statut particulier du corps des conservateurs du patrimoine ;

Vu le décret n° 90-405 du 16 mai 1990 modifié portant statut particulier des conservateurs généraux du patrimoine ;

Vu le décret n° 2009-1393 du 11 novembre 2009 relatif aux missions et à l'organisation de l'administration centrale du ministère de la Culture et de la Communication ;

Vu l'arrêté du 16 mars 2004 portant création de la commission des acquisitions du musée national des Arts et Traditions populaires ;

Vu l'arrêté du 17 novembre 2009 relatif aux missions et à l'organisation de la direction générale des patrimoines ;

Vu la décision, en date du 8 décembre 2011, relative aux modalités d'élection d'un membre de la commission des acquisitions du musée des Civilisations de l'Europe et de la Méditerranée ;

Vu le procès-verbal en date du 4 janvier 2012 de résultats des opérations électorales,

Arrête :

Art. 1^{er}. - Est proclamée élue à la commission des acquisitions susvisée, pour une durée de deux ans :

- Émilie Girard, conservateur du patrimoine.

Art. 2. - La directrice, chargée des musées de France à la direction générale des patrimoines, est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Pour le ministre de la Culture et de la Communication
et par délégation :

La directrice, chargée des musées de France
à la direction générale des patrimoines,
Marie-Christine Labourdette

PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

Arrêté du 9 janvier 2012 portant agrément d'un agent de la Société des auteurs et compositeurs dramatiques en application de l'article L. 331-2 du Code de la propriété intellectuelle (M^{me} Geneviève Boitte).

Le ministre de la Culture et de la Communication,

Vu le Code de la propriété intellectuelle, notamment ses articles L. 331-2 et R. 331-1 ;

Vu le décret n° 82-394 du 10 mai 1982 modifié relatif à l'organisation du ministère de la Culture ;

Vu le décret n° 2009-1393 du 11 novembre 2009 relatif aux missions et à l'organisation de l'administration centrale du ministère de la Culture et de la Communication ;

Vu la demande présentée le 25 novembre 2011 par la Société des auteurs et compositeurs dramatiques,

Arrête :

Art. 1^{er}. - M^{me} Geneviève Boitte, née le 22 décembre 1961 à Tournai (Belgique), de nationalité belge, exerçant la fonction de chargée de mission prospective spectacle vivant, est agréée en vue d'être assermentée à l'effet de constater la matérialité de toute infraction aux dispositions des livres I^{er}, II et III du Code de la propriété intellectuelle.

Art. 2. - L'agrément est délivré pour une durée de cinq ans.

Art. 3. - Le présent arrêté sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

La sous-directrice des affaires juridiques,
Pascale Compagnie

Mesures d'information

Relevé de textes parus au *Journal officiel*

JO n° 1 du 1^{er} janvier 2012

Ordre national de la Légion d'honneur

Texte n° 2 Décret du 30 décembre 2011 portant promotion à la légion d'honneur (pour la culture : M. Antranik, Georges, Alain dit Alain Terzian, producteur de cinéma).

Texte n° 6 Décret du 30 décembre 2011 portant promotion et nomination à la légion d'honneur.

Culture et communication

Texte n° 26 Décision du 29 décembre 2011 portant délégation de signature (secrétariat général : M. Thibault Louste, chef de projet préfiguration du SRH en mode ONP).

Texte n° 35 Arrêté du 30 décembre 2011 portant nomination (administration centrale : M^{me} Isabelle Gadrey, sous-directrice des affaires immobilières et générales au secrétariat général).

JO n° 2 du 3 janvier 2012

Intérieur, outre-mer, collectivités territoriales et immigration

Texte n° 6 Arrêté du 9 décembre 2011 portant ouverture au titre de l'année 2012 d'un concours d'accès au grade de technicien territorial (dont : Métiers du spectacle).

Fonction publique

Texte n° 26 Arrêté du 22 décembre 2011 fixant le nombre de places offertes en 2012 au cycle préparatoire au concours interne d'entrée à l'École nationale d'administration.

Texte n° 27 Arrêté du 22 décembre 2011 fixant le nombre de places offertes en 2012 au cycle de préparation au troisième concours d'entrée à l'École nationale d'administration.

Texte n° 49 Arrêté du 22 décembre 2011 portant attribution de bourses à des stagiaires du cycle de préparation au troisième concours d'entrée à l'École nationale d'administration (M. Durniak).

Culture et communication

Texte n° 47 Arrêté du 23 décembre 2011 portant nomination à la commission paritaire des publications et agences de presse (M. Juan Miguel Santiago).

Autorité de régulation des communications électroniques et des postes

Texte n° 94 Décision n° 2011-1354 du 24 novembre 2011 relative à la collecte d'informations concernant les marchés du haut débit fixe et du très haut débit fixe.

Texte n° 95 Décision n° 2011-1355 du 24 novembre 2011 relative à la mise en place d'un questionnaire pour la collecte d'informations nécessaires au suivi des marchés de détail de la téléphonie fixe, du haut débit fixe et du très haut débit fixe.

JO n° 3 du 4 janvier 2012

Premier ministre

Texte n° 14 Décret du 2 janvier 2012 portant titularisation (administrateurs civils).

JO n° 4 du 5 janvier 2012

Culture et communication

Texte n° 33 Arrêté du 27 décembre 2011 fixant la rémunération des agents publics participant, à titre d'activité accessoire, à des activités de formation et de recrutement pour le compte du ministère de la Culture et de la Communication.

Conventions collectives

Texte n° 75 Arrêté du 29 décembre 2011 portant extension d'un accord national professionnel conclu dans le secteur de la librairie.

Conseil supérieur de l'audiovisuel

Texte n° 79 Décision n° 2011-1253 du 13 décembre 2011 définissant les modalités de programmation du temps d'émission accordé pour l'année 2012 aux organisations syndicales et professionnelles représentatives à l'échelle nationale.

Texte n° 90 Résultat de délibération modifiant la liste des paramètres RDS autorisés (Dijon).

JO n° 5 du 6 janvier 2012

Écologie, développement durable, transports et logement

Texte n° 13 Rapport au Président de la République relatif à l'ordonnance n° 2012-11 du 5 janvier 2012 portant clarification et simplification des procédures d'élaboration, de modification et de révision des documents d'urbanisme.

Texte n° 14 Ordonnance n° 2012-11 du 5 janvier 2012 portant clarification et simplification des procédures d'élaboration, de modification et de révision des documents d'urbanisme.

Budget, comptes publics et réforme de l'État

Texte n° 35 Arrêté du 30 décembre 2011 fixant l'assignation des dépenses et des recettes des ordonnateurs secondaires des services civils de l'État.
Texte n° 37 Arrêté du 30 décembre 2011 déterminant les procédures de transmission des factures des fournisseurs de l'État sous forme dématérialisée.

Culture et communication

Texte n° 42 Décret n° 2012-19 du 4 janvier 2012 modifiant le décret n° 57-549 du 2 mai 1957 portant institution de l'ordre des Arts et des lettres.
Texte n° 69 Arrêté du 1^{re} septembre 2011 portant nomination du directeur de l'École nationale supérieure d'art de Bourges (M. Stéphane Doré).

Intérieur, outre-mer, collectivités territoriales et immigration

Texte n° 59 Décret du 4 janvier 2012 portant nomination du sous-préfet de La Châtre (M. Frédéric Clowez).
Texte n° 60 Décret du 4 janvier 2012 portant nomination du secrétaire général de la préfecture de l'Hérault (1^{re} catégorie) (M. Alain Rousseau).
Texte n° 61 Décret du 4 janvier 2012 portant nomination du secrétaire général de la préfecture de la Haute-Savoie (1^{re} catégorie) (M. Christophe Noël du Payrat).
Texte n° 62 Décret du 4 janvier 2012 portant nomination du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle (1^{re} catégorie) (M. Jean-François Raffy).

Fonction publique

Texte n° 70 Arrêté du 30 décembre 2011 portant affectation aux carrières des élèves de la promotion 2010-2011 « Jean-Jacques Rousseau » de l'École nationale d'administration ayant terminé leur scolarité au 31 décembre 2011 (élèves issus des concours externe, interne et troisième concours) (dont : M. Jérémy Giglione pour le ministère de la Culture et de la Communication).

JO n° 6 du 7 janvier 2012

Budget, comptes publics et réforme de l'État

Texte n° 10 Tableau récapitulatif des ouvertures de crédits de fonds de concours : crédits ouverts sur la période du 12 au 16 décembre 2011 (Gestion 2011) (pour la culture : Patrimoines, Recherche culturelle et culture scientifique, Transmission des savoirs et démocratisation de la culture).

Culture et communication

Texte n° 39 Décret du 6 janvier 2012 portant nomination à la Haute Autorité pour la diffusion des œuvres et la protection des droits sur Internet.

Enseignement supérieur et recherche

Texte n° 40 Décret du 6 janvier 2012 portant approbation d'une élection à l'Institut de France (M. Gabriel de Broglie).

Texte n° 41 Décret du 6 janvier 2012 portant approbation d'une élection à l'Académie des inscriptions et belles-lettres (M^{me} Véronique Schiltz).

JO n° 7 du 8 janvier 2012

Fonction publique

Texte n° 12 Arrêté du 15 décembre 2011 portant modification de la répartition des postes ouverts aux concours pour l'accès au cadre d'emplois des conservateurs territoriaux du patrimoine (session 2011).

Enseignement supérieur et recherche

Texte n° 13 Décret du 6 janvier 2012 autorisant l'acceptation d'une donation (don de M^{me} Liliane Henriette Betsy Schueller, veuve Bettencourt pour l'Institut de France).

JO n° 8 du 10 janvier 2012

Culture et communication

Texte n° 57 Arrêté du 2 décembre 2011 portant nomination du directeur de l'École nationale supérieure d'art de Limoges-Aubusson (M. Benoît Bavouset).

Conventions collectives

Texte n° 61 Avis relatif à l'extension d'un accord conclu dans le cadre de la convention collective nationale de travail du personnel des imprimeries de labeur et des industries graphiques.

JO n° 9 du 11 janvier 2012

Budget, comptes publics et réforme de l'État

Texte n° 21 Arrêté du 3 janvier 2012 relatif à l'octroi de la garantie de l'État à l'établissement public du Centre national d'art et de culture Georges-Pompidou pour l'exposition *Matisse : paires et impaires*.

Fonction publique

Texte n° 22 Décret n° 2012-32 du 9 janvier 2012 relatif aux emplois de chef de service et de sous-directeur des administrations de l'État.

Texte n° 23 Décret n° 2012-33 du 9 janvier 2012 modifiant le décret n° 2008-836 du 22 août 2008 fixant l'échelonnement indiciaire des corps et des emplois communs aux administrations de l'État et de ses établissements publics ou afférent à plusieurs corps de fonctionnaires de l'État et de ses établissements publics.

Justice et libertés

Texte n° 27 Arrêté du 9 janvier 2012 portant maintien en détachement (Conseil d'État) (M. Olivier Japiot au Conseil supérieur de l'audiovisuel).

Texte n° 28 Arrêté du 9 janvier 2012 portant maintien en détachement (Conseil d'État) (M. Denis Rapone à l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes).

Intérieur, outre-mer, collectivités territoriales et immigration

Texte n° 29 Décret du 9 janvier 2012 portant nomination du secrétaire général de la préfecture de Maine-et-Loire (1^{re} catégorie) (M. Jacques Lucbereilh).

Texte n° 30 Décret du 9 janvier 2012 portant cessation de fonctions du secrétaire général de la préfecture du Gers (M. Serge Gonzalez).

Texte n° 31 Décret du 9 janvier 2012 portant nomination du secrétaire général de la préfecture du Gers (M. Christian Chassaing).

Texte n° 32 Décret du 9 janvier 2012 portant cessation de fonctions du directeur de cabinet du préfet d'Indre-et-Loire (M. Édgar Perez).

Texte n° 33 Décret du 9 janvier 2012 portant nomination du directeur de cabinet du préfet d'Indre-et-Loire (M. Michaël Sibilleau).

Texte n° 35 Arrêté du 9 janvier 2012 portant nomination du directeur de cabinet du haut-commissaire de la République en Nouvelle-Calédonie (M. Édgar Perez).

Texte n° 36 Arrêté du 9 janvier 2012 portant cessation de fonctions du directeur de cabinet du haut-commissaire de la République en Nouvelle-Calédonie (M. Christian Chassaing).

Conseil supérieur de l'audiovisuel

Texte n° 80 Décision n° 2011-1395 du 13 décembre 2011 portant renouvellement d'un membre du comité territorial de l'audiovisuel de Lyon (M. Bernard Audras).

Texte n° 82 Résultat de délibération modifiant la liste des paramètres RDS autorisés.

Avis divers

Texte n° 106 Avis relatif à la mise en vente de publications officielles (direction de l'information légale et administrative) (dont : *Métiers du graphisme*, ministère de la Culture et de la Communication, département des études, de la prospective et des statistiques, Jean-Pierre Durand, Joyce Sebag).

JO n° 10 du 12 janvier 2012

Premier ministre

Texte n° 1 Arrêté du 10 janvier 2012 relatif à l'approbation du cahier des charges « Technologies de base du numérique - Briques génériques du logiciel embarqué - Appel à projets n° 3 ».

Culture et communication

Texte n° 44 Arrêté du 4 janvier 2012 modifiant la liste des organismes constituant des agences de presse au sens de l'ordonnance n° 45-2646 du 2 novembre 1945

modifiée portant réglementation provisoire des agences de presse.

Texte n° 45 Décision du 5 janvier 2012 portant délégation de signature (Centre national du cinéma et de l'image animée).

Fonction publique

Texte n° 52 Décret n° 2012-37 du 11 janvier 2012 portant relèvement du minimum de traitement dans la fonction publique et attribution de points d'indice majoré à certains personnels civils et militaires de l'État, personnels des collectivités territoriales et des établissements publics de santé.

Intérieur, outre-mer, collectivités territoriales et immigration

Texte n° 68 Décret du 11 janvier 2012 portant nomination du préfet des Pyrénées-Atlantiques (M. Lionel Beffre).

Texte n° 69 Décret du 11 janvier 2012 portant nomination du préfet d'Eure-et-Loir (M. Didier Martin).

Texte n° 72 Décret du 11 janvier 2012 portant nomination de la préfète de la Mayenne (M^{me} Corinne Orzechowski).

Texte n° 74 Décret du 11 janvier 2012 portant nomination du préfet des Alpes-de-Haute-Provence (M. Michel Papaud).

Conventions collectives

Texte n° 97 Avis relatif à l'extension d'un avenant à une annexe à la convention collective nationale des sociétés de ventes volontaires de meubles aux enchères publiques et des offices de commissaires-priseurs judiciaires.

JO n° 11 du 13 janvier 2012

Intérieur, outre-mer, collectivités territoriales et immigration

Texte n° 16 Arrêté du 5 janvier 2012 approuvant des modifications apportées aux statuts d'une association reconnue d'utilité publique (Société de sauvegarde des monuments anciens de la Drôme).

Éducation nationale, jeunesse et vie associative

Texte n° 26 Arrêté du 22 décembre 2011 abrogeant l'arrêté du 17 mars 2005 portant définition et fixant les conditions de délivrance du certificat d'aptitude professionnelle « photographe ».

Culture et communication

Texte n° 42 Décision du 6 janvier 2012 modifiant les décisions du 16 janvier 2010 et du 23 mars 2010 portant délégation de signature (secrétariat général).

Enseignement supérieur et recherche

Texte n° 43 Arrêté du 13 décembre 2011 modifiant l'arrêté du 31 octobre 2001 définissant les fonctions

qui ne sont pas principalement d'enseignement et de recherche prévues aux articles 40 et 56 du décret n° 84-431 du 6 juin 1984 modifié fixant les dispositions statutaires communes applicables aux enseignants-chercheurs et portant statut particulier du corps des professeurs des universités et du corps des maîtres de conférences.

JO n° 12 du 14 janvier 2012

Affaires étrangères et européennes

Texte n° 3 Décret n° 2012-40 du 12 janvier 2012 portant création du label « LabelFranceEducation ».

Culture et communication

Texte n° 89 Arrêté du 11 janvier 2012 fixant la composition du conseil supérieur de l'Agence France-Presse.

Avis de concours et de vacance d'emplois

Texte n° 140 Avis relatif à un appel de candidatures en vue de pourvoir des chaires vacantes au Collège de France.

JO n° 13 du 15 janvier 2012

Culture et communication

Texte n° 9 Arrêté du 11 janvier 2012 relatif à l'insaisissabilité de biens culturels (modification de l'arrêté d'insaisissabilité NOR : MCCC1128388A du 2 novembre 2011 publié au *Journal officiel* du 11 novembre 2011).

JO n° 14 du 17 janvier 2012

Intérieur, de l'outre-mer, collectivités territoriales et immigration

Texte n° 25 Arrêté du 6 janvier 2012 modifiant l'arrêté du 1^{er} décembre 2011 portant ouverture en 2011 d'un concours externe d'ingénieur territorial par le centre de gestion de la fonction publique territoriale du Bas-Rhin en convention-cadre mutualisée avec les centres de gestion des Ardennes, de l'Aube, de la Côte-d'Or, du Doubs, du Jura, de la Marne, de la Haute-Marne, de Meurthe-et-Moselle, de la Meuse, de la Moselle, de la Nièvre, du Haut-Rhin, de la Haute-Saône, de Saône-et-Loire, des Vosges, de l'Yonne et du Territoire de Belfort.

Économie, finances et industrie

Texte n° 28 Arrêté du 11 janvier 2012 complétant l'arrêté du 20 décembre 2011 portant approbation du programme d'enquêtes statistiques d'initiative nationale et régionale des services publics pour 2012 (ajout d'une enquête : Enquête sur la pratique du breton).

Conventions collectives

Texte n° 61 Avis relatif à l'extension d'un avenant à la convention collective nationale des entreprises de logistique de communication écrite directe.

Texte n° 65 Avis relatif à l'extension d'un accord conclu dans le cadre de la convention collective nationale de travail des journalistes.

JO n° 15 du 18 janvier 2012

Intérieur, outre-mer, collectivités territoriales et immigration

Texte n° 19 Arrêté du 30 décembre 2011 portant règlement de sécurité pour la construction des immeubles de grande hauteur et leur protection contre les risques d'incendie et de panique.

Culture et communication

Texte n° 35 Arrêté du 9 janvier 2012 relatif à l'insaisissabilité de biens culturels (exposition *Le crépuscule des pharaons, chefs-d'œuvre des dernières dynasties*, au musée Jacquemart-André, Paris).

Texte n° 36 Arrêté du 9 janvier 2012 relatif à l'insaisissabilité de biens culturels (exposition *Nicolas Gerhaert de Leyde*, au musée de l'œuvre de Notre-Dame de Strasbourg).

Texte n° 37 Arrêté du 9 janvier 2012 relatif à l'insaisissabilité de biens culturels (exposition *Berthe Morisot (1841-1895)*, au musée Marmottan-Monet, Paris).

Texte n° 52 Arrêté du 10 janvier 2012 portant inscription à un tableau d'avancement (architectes et urbanistes en chef de l'État).

Conseil supérieur de l'audiovisuel

Texte n° 84 Décision n° 2011-1399 du 20 décembre 2011 relative à la composition du comité territorial de l'audiovisuel de la Polynésie française.

JO n° 16 du 19 janvier 2012

Culture et communication

Texte n° 34 Décret n° 2012-54 du 17 janvier 2012 relatif aux aides à la création artistique multimédia et numérique.

Travail, emploi et santé

Texte n° 42 Arrêté du 11 janvier 2012 portant enregistrement au répertoire national des certifications professionnelles.

Premier ministre

Texte n° 43 Arrêté du 9 janvier 2012 portant inscription au tableau d'avancement et promotion à la hors-classe dans le corps des administrateurs civils au titre de l'année 2012 (pour le ministère de la Culture et de la Communication : M^{me} Clarisse Mazoyer, MM. Kevin Riffault et Hugues Ghenassia de Ferran).

Avis divers

Texte n° 119 Avis relatif à la mise en vente de publications officielles (direction de l'information légale et administrative).

JO n° 17 du 20 janvier 2012**Éducation nationale, jeunesse et vie associative**

Texte n° 29 Arrêté du 3 janvier 2012 modifiant l'arrêté du 28 juillet 2009 modifié portant création du brevet d'études professionnelles spécialité « systèmes électroniques numériques » et l'arrêté du 28 juillet 2009 modifié portant création du brevet d'études professionnelles spécialité « électrotechnique, énergie, équipements communicants ».

Budget, comptes publics et réforme de l'État

Texte n° 71 Arrêté du 9 janvier 2012 portant nomination (agent comptable : M^{me} Marie-José Arnaud, Institut national du patrimoine).

Conseil supérieur de l'audiovisuel

Texte n° 87 Résultat de délibération modifiant la liste des paramètres RDS autorisés (CTA de Paris).

JO n° 18 du 21 janvier 2012**Intérieur, outre-mer, collectivités territoriales et immigration**

Texte n° 9 Arrêté du 9 janvier 2012 portant ouverture pour les collectivités territoriales et établissements publics territoriaux de Mayotte des concours externe, interne et troisième concours de technicien principal territorial de 2^e classe.

Texte n° 10 Arrêté du 11 janvier 2012 portant ouverture au titre de l'année 2012 d'un concours pour le recrutement de techniciens territoriaux principaux de 2^e classe (dont : Métiers du spectacle et Artisanat et métiers d'art).

Culture et communication

Texte n° 22 Arrêté du 10 janvier 2012 portant agrément pour la conservation d'archives publiques courantes et intermédiaires (Novarchive).

Texte n° 23 Arrêté du 10 janvier 2012 portant agrément pour la conservation d'archives publiques courantes et intermédiaires (Archivage Gestion Organisation).

Texte n° 24 Arrêté du 18 janvier 2012 relatif à l'insaisissabilité d'un bien culturel (exposition *La Sainte Anne de Léonard de Vinci, l'ultime œuvre*, au musée du Louvre, hall Napoléon).

Fonction publique

Texte n° 26 Arrêté du 19 décembre 2011 portant ouverture de concours pour le recrutement de conservateurs territoriaux de bibliothèques (session 2012).

JO n° 19 du 22 janvier 2012**Culture et communication**

Texte n° 27 Décret du 20 janvier 2012 portant nomination du directeur de l'École nationale supérieure d'architecture et de paysage de Bordeaux (M. Martin Chenot).

JO n° 20 du 24 janvier 2012**Budget, comptes publics et réforme de l'État**

Texte n° 82 Arrêté du 9 janvier 2012 portant nomination (agent comptable : M^{me} Samira Azizi, à l'École nationale supérieure d'architecture de Bretagne).

Conventions collectives

Texte 93 Avis relatif à l'extension d'un accord conclu dans le cadre de la convention collective nationale des télécommunications.

Texte n° 96 Avis relatif à l'extension d'un accord conclu dans le cadre de la convention collective nationale de travail du personnel des imprimeries de labeur et des industries graphiques.

Texte n° 99 Avis relatif à l'extension d'un accord régional (Champagne-Ardenne) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des entreprises d'architecture.

JO n° 21 du 25 janvier 2012**Culture et communication**

Texte n° 26 Arrêté du 16 janvier 2012 retirant l'appellation « musée de France » en application de l'article L. 442-3 du Code du patrimoine (musée de la Poste de Caen).

Texte n° 27 Arrêté du 16 janvier 2012 retirant l'appellation « musée de France » en application de l'article L. 442-3 du Code du patrimoine (musée Lénine de Paris).

Texte n° 28 Arrêté du 16 janvier 2012 attribuant l'appellation « musée de France » en application de l'article L. 442-1 du Code du patrimoine (musée du Faouët).

Texte n° 29 Arrêté du 16 janvier 2012 approuvant le transfert de propriété de collections en application de l'article L. 451-10 du Code du patrimoine (collections du musée de la Bière et du Pays de Stenay).

Texte n° 30 Arrêté du 16 janvier 2012 approuvant le transfert de propriété des collections en application de l'article L. 451-10 du Code du patrimoine (collections du musée conservatoire du Machinisme et des Pratiques agricoles).

Texte n° 31 Arrêté du 17 janvier 2012 modifiant l'arrêté du 24 juin 2002 portant création d'un comité du patrimoine culturel au ministère de la Culture et de la Communication.

Texte n° 44 Arrêté du 8 décembre 2011 portant nomination au conseil d'administration de l'École nationale supérieure de création industrielle.

Conventions collectives

Texte n° 53 Avis relatif à l'extension d'un accord conclu dans le cadre de la convention collective nationale de travail des journalistes.

Texte n° 54 Avis relatif à l'extension d'un accord régional (Bourgogne) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des entreprises d'architecture.

Texte n° 55 Avis relatif à l'extension d'un accord régional (Haute-Normandie) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des entreprises d'architecture.

Texte n° 56 Avis relatif à l'extension d'un accord régional (Bretagne) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des entreprises d'architecture.

Avis divers

Texte n° 100 Avis relatif à la mise en vente de publications officielles (direction de l'information légale et administrative).

JO n° 22 du 26 janvier 2012

Culture et communication

Texte n° 26 Rapport au Premier ministre relatif au décret n° 2012-85 du 25 janvier 2012 fixant le cahier des charges de la Société nationale de programme en charge de l'audiovisuel extérieur de la France.

Texte n° 27 Décret n° 2012-85 du 25 janvier 2012 fixant le cahier des charges de la Société nationale de programme en charge de l'audiovisuel extérieur de la France.

Texte n° 54 Arrêté du 11 janvier 2012 portant nomination au conseil d'administration de la Bibliothèque nationale de France (M^{me} Sophie-Caroline de Margerie).

Texte n° 55 Arrêté du 18 janvier 2012 portant nomination de la directrice du musée Rodin (M^{me} Catherine Chevillot).

Premier ministre

Texte n° 31 Décret du 25 janvier 2012 portant nomination à la Commission d'accès aux documents administratifs (M^{mes} Marie Picard et Irène Luc).

Conseil supérieur de l'audiovisuel

Texte n° 66 Avis n° 2012-01 du 10 janvier 2012 relatif au projet de décret fixant le cahier des charges de la Société nationale de programme en charge de l'audiovisuel extérieur de la France.

JO n° 23 du 27 janvier 2012

Économie, finances et industrie

Texte n° 10 Décret n° 2012-91 du 26 janvier 2012 relatif aux groupements d'intérêt public.

Culture et communication

Texte n° 38 Arrêté du 19 janvier 2012 modifiant la liste des organismes constituant des agences de presse au sens de l'ordonnance n° 45-2646 du 2 novembre 1945 modifiée portant réglementation provisoire des agences de presse.

Intérieur, outre-mer, collectivités territoriales et immigration

Texte n° 56 Décret du 26 janvier 2012 portant nomination du préfet de la région Haute-Normandie, préfet de la Seine-Maritime (hors classe) (M. Pierre de Bousquet de Florian).

Texte n° 57 Décret du 26 janvier 2012 portant nomination du préfet du Pas-de-Calais (hors classe) (M. Denis Robin).

Avis divers

Texte n° 128 Avis relatif au renouvellement de licence d'agence de mannequins (M. Christophe Gérin, Les mômes).

Texte n° 129 Avis relatif au renouvellement d'agrément d'une agence de mannequins pour l'engagement d'enfants mannequins (People Coccinelle).

JO n° 24 du 28 janvier 2012

Intérieur, outre-mer, collectivités territoriales et immigration

Texte n° 11 Arrêté du 9 janvier 2012 portant ouverture au titre de l'année 2012 de concours de recrutement de techniciens territoriaux principaux de 2^e classe par le centre de gestion de la fonction publique territoriale du Morbihan (dont : Métiers du spectacle et Artisanat et métiers d'art).

Texte n° 55 Décret du 26 janvier 2012 portant cessation de fonctions du directeur de cabinet du préfet d'Eure-et-Loir (M. Pierre Max Vouteau).

Texte n° 76 Arrêté du 25 novembre 2011 portant inscription sur une liste d'aptitude (conservatrice territoriale du patrimoine : M^{me} Cécile Delvat Callewaert).

Conventions collectives

Texte n° 78 Avis relatif à l'extension de l'avenant n° 3 du 16 juin 2011 portant révision de l'accord collectif national interbranches instituant des garanties collectives de prévoyance au profit des intermittents du spectacle (20 décembre 2006).

Conseil des ventes volontaires de meubles aux enchères publiques

Texte n° 85 Tableau récapitulatif des décisions du Conseil des ventes volontaires de meubles aux enchères publiques (année 2011).

JO n° 25 du 29 janvier 2012

Affaires étrangères et européennes

Texte n° 2 Décret n° 2012-108 du 27 janvier 2012 portant publication de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République italienne relatif à la restauration de l'église Sainte-Marie-du-Suffrage, dite des Ames Saintes, à l'Aquila, signé à Rome le 26 octobre 2010.

Budget, comptes publics et réforme de l'État

Texte n° 20 Arrêté du 25 janvier 2012 modifiant l'arrêté du 11 février 2008 portant désignation de l'autorité chargée du contrôle financier sur les établissements publics administratifs du secteur de la culture.

Culture et communication

Texte n° 22 Arrêté du 26 janvier 2012 relatif à l'insaisissabilité d'un bien culturel (exposition *Roulez carrosses !*, au musée des Beaux-Arts d'Arras).

Texte n° 23 Arrêté du 26 janvier 2012 relatif à l'insaisissabilité de biens culturels (exposition *Tours 1500, capitale des arts*, au musée des Beaux-Arts de Tours).

Texte n° 24 Arrêté du 26 janvier 2012 relatif à l'insaisissabilité de biens culturels (exposition *Artemisia, pouvoir, gloire et passions d'une femme peintre*, au musée Maillol, Paris).

Texte n° 30 Arrêté du 18 novembre 2011 portant nomination à la Commission nationale de reconnaissance des qualifications professionnelles (M. Gilles Guézo).

JO n° 26 du 31 janvier 2012**Premier ministre**

Texte n° 2 Arrêté du 27 janvier 2012 relatif à l'approbation du cahier des charges de l'appel à manifestation d'intérêt n° 1 « Programme national très haut débit - prêts aux opérateurs déployant un réseau à très haut débit hors des zones très denses ».

Justice et libertés

Texte n° 17 Décret n° 2012-119 du 30 janvier 2012 modifiant le décret n° 50-143 du 1^{er} février 1950 pris

pour l'exécution de la loi n° 49-956 du 16 juillet 1949 sur les publications destinées à la jeunesse.

Texte n° 18 Décret n° 2012-120 du 30 janvier 2012 pris pour l'application de la loi n° 2011-850 du 20 juillet 2011 de libéralisation des ventes volontaires de meubles aux enchères publiques.

Culture et communication

Texte n° 59 Décret n° 2012-146 du 30 janvier 2012 relatif aux infractions à la loi n° 2011-590 du 26 mai 2011 relative au prix du livre numérique.

Texte n° 60 Arrêté du 23 janvier 2012 modifiant l'arrêté du 5 juillet 1996 portant création d'une Commission nationale des centres culturels de rencontre.

Texte n° 106 Arrêté du 18 janvier 2012 portant nomination au conseil d'administration du Théâtre national de l'Opéra-Comique (M. Philippe Crouzet).

Fonction publique

Texte n° 63 Décret n° 2012-148 du 30 janvier 2012 relatif au Conseil commun de la fonction publique.

Intérieur, outre-mer, collectivités territoriales et immigration

Texte n° 87 Décret du 27 janvier 2012 portant cessation de fonctions du secrétaire général de la préfecture des Yvelines (1^{re} catégorie) (M. Claude Girault).

Texte n° 88 Décret du 27 janvier 2012 portant nomination du secrétaire général de la préfecture des Yvelines (1^{re} catégorie) (M. Philippe Castanet).

Avis de concours et de vacance d'emplois

Texte n° 139 Avis relatif au recrutement au titre de l'année 2012 de musiciens au profit des formations musicales de l'armée de l'air.

Réponses aux questions écrites

ASSEMBLÉE NATIONALE

JO AN du 17 janvier 2012

- M. François-Michel Gonnot sur les conditions particulièrement difficiles dans lesquelles la Picardie a basculé le 1^{er} février à la télévision numérique. (Questions n^{os} 99376-08.02.2011 ; 99377-08.02.2011).
- M. Pierre Morel-A-L'Huissier sur la portée de l'accord-cadre sur la numérisation des livres ainsi que le calendrier prévu pour sa mise en œuvre. (Question n^o 100214-15.02.2011).
- MM. Philippe Folliot, Frédéric Reiss et M^{me} Maryse Joissains-Masini sur la modification de l'article 77 de la loi de finances rectificative pour 2003 instaurant la taxe sur les spectacles perçue au profit de l'Association pour le soutien du théâtre privé. (Questions n^{os} 110114-31.05.2011 ; 116441-09.08.2011 ; 119513-11.10.2011).
- M. Thierry Lazaro sur le nombre de citoyens ayant demandé en 2009, tant auprès du ministère qu'auprès des administrations et services en dépendant, à faire valoir leur droit d'accès et de rectification concernant des données incluses dans des fichiers les concernant, ainsi que le nombre de suites favorables ou éventuellement défavorables qui ont été réservées à ces demandes. (Question n^o 112341-28.06.2011).
- M. Thierry Lazaro sur le nombre de citoyens ayant demandé en 2010, tant auprès du ministère qu'auprès des administrations et services en dépendant, à faire valoir leur droit d'accès et de rectification concernant des données incluses dans des fichiers les concernant, ainsi que le nombre de suites favorables ou éventuellement défavorables qui ont été réservées à ces demandes. (Question n^o 112370-28.06.2011).
- M. Jean-Louis Léonard sur les nombreux dysfonctionnements de réception de la télévision numérique terrestre constatés sur le territoire de la commune de Rochefort-sur-mer suite au passage au tout numérique. (Question n^o 113686-12.07.2011).
- M. Philippe Meunier sur la disparition de nombreux diffuseurs de presse sur le territoire national. (Questions n^{os} 114082-12.07.2011 (question transmise) ; 117822-13.09.2011).

- M. Frédéric Reiss sur l'assujettissement des gîtes et chambres d'hôte à la SACEM et à la SPRE (question transmise). (Question n^o 117427-06.09.2011).
- M. Jean-Pierre Kucheida sur l'influence de la télévision et des jeux vidéo sur les enfants et les jeunes. (Questions n^{os} 117534-13.09.2011 ; 117535-13.09.2011 ; 117536-13.09.2011).
- M. Éric Raoult sur le recul de la francophonie dans le domaine du tourisme. (Question n^o 117732-13.09.2011).
- M. Bernard Perrut sur le peu d'importance accordée aux jeux paralympiques dans les émissions télévisées et le nombre limité des épreuves qui bénéficient d'une retransmission. (Question n^o 117901-13.09.2011).
- MM. Jacques Myard, Rudy Salles, François Scellier, Jérôme Bignon, Gérard Voisin, Jean Bardet, Hervé Féron, Christian Eckert et André Gerin sur le statut de l'archéologie bénévole. (Questions n^{os} 118684-27.09.2011 ; 119566-11.10.2011 ; 119567-11.10.2011 ; 120614-25.10.2011 ; 120615-25.10.2011 ; 121130-01.11.2011 ; 121611-08.11.2011 ; 121612-08.11.2011 ; 121613-08.11.2011).
- M. Richard Dell'Agnola sur le sous-titrage sur les chaînes télévisées. (Question n^o 119052-04.10.2011).
- M. Hervé Féron sur le jugement rendu par la Commission européenne, selon laquelle l'attribution par la France de chaînes dites « bonus » à trois groupes privés était contraire au droit européen. (Question n^o 119356-11.10.2011).
- M. Jean-Marc Roubaud sur les temps de parole très importants du parti socialiste, durant ses primaires, dans l'audiovisuel public comme privé et sur les intentions du CSA pour rééquilibrer cette situation. (Question n^o 119834-18.10.2011).
- M. Didier Quentin sur l'usage du français au sein des compagnies aériennes, notamment par le personnel navigant technique. (Question n^o 120096-18.10.2011).
- M. Philippe Meunier sur les aides financières existantes pour les batteries-fanfars. (Question n^o 120361-25.10.2011).

- M. Serge Letchimy sur la politique de l'État concernant les établissements publics d'enseignement des arts plastiques.

(Question n° 121083-01.11.2011).

- M^{me} Marie-Jo Zimmermann sur le fait qu'au titre des droits d'auteur, la SACEM prélève des redevances sur toutes les animations musicales, y compris pour des repas organisés par des associations caritatives.

(Question n° 121668-08.11.2011).

- M. Christian Vanneste sur les atteintes à la religion faites au nom de la culture, notamment dans plusieurs réalisations artistiques que certains dénoncent comme une véritable christianophobie.

(Question n° 121833-15.11.2011).

SÉNAT

JO S du 19 janvier 2012

- M. Michel Teston sur les difficultés rencontrées par une dizaine de radios associatives locales du fait d'un

changement dans la méthode d'instruction des demandes de subvention d'exploitation et de subvention sélective à l'action radiophonique du Fonds de soutien à l'expression radiophonique (FSER).

(Question n° 17005-03.02.2011).

- M^{me} Françoise Cartron sur l'adoption d'une nouvelle norme de diffusion pour la TNT (question transmise).

(Question n° 20150-29.09.2011).

- M. Jacques Legendre sur la recherche d'un lieu pour accueillir la Maison de poésie et son importante et précieuse collection.

(Question n° 20719-03.11.2011).

- M. Jean Louis Masson sur les redevances que la SACEM prélève sur toutes les animations musicales, y compris pour des repas organisés par des associations caritatives.

(Question n° 20799-10.11.2011).

- M. Richard Yung sur la réception des chaînes françaises au Maghreb.

(Question n° 21191-01.12.2011).

Divers

Calendriers des sessions 2012-2013 de validation des acquis de l'expérience, pour le diplôme d'État de professeur de musique, organisées par les établissements d'enseignement supérieur habilités.

Établissements	Disciplines (les domaines et options sont précisés en liste jointe)	Origine géographique des candidats	Date limite d'envoi à l'établissement du livret de recevabilité Cachet de la poste faisant foi	Date limite d'envoi à l'établissement du livret de compétences Cachet de la poste faisant foi	Période d'entretiens avec le jury	Renseignements : conditions d'accès/retrait des dossiers
CEFEDM Île-de-France 182/184, avenue Paul-Doumer 92500 Rueil-Malmaison	Enseignement instrumental ou vocal Formation musicale Accompagnement Direction d'ensembles	Île-de-France, Picardie, Centre, Outre-Mer, Europe, International, Nord - Pas-de-Calais (uniquement musiques actuelles)	24 mars 2012	31 octobre 2012	Novembre 2012	M ^{me} Jennifer Rudich tél. : 01 41 96 20 00 vae.cefedem.idf@orange.fr www.cefedem-idf.com rubrique Actualités
CEFEDM Normandie 65, rue Orbe 76000 Rouen	Enseignement instrumental ou vocal Formation musicale Accompagnement Direction d'ensembles	France métropolitaine, Outre-Mer, Europe, International	31 octobre 2012	15 avril 2013	Juin 2013	M. Yanik Lefort, directeur tél. : 02.32.76.07.08 vae@cefedem-normandie.fr www.cefedem-normandie.fr
Pôle d'enseignement supérieur spectacle vivant Bretagne - Pays de la Loire (CEFEDM) Villa Carmélie 55, rue Pinot-Duclos 22000 Saint Briec	Enseignement instrumental ou vocal Formation musicale Accompagnement Direction d'ensembles	France métropolitaine, Outre-Mer, Europe, International	15 octobre 2012	15 mai 2013	Juin 2013	M ^{me} Nicole Martin tél. : 02 96 75 14 07 saint-briec@cefedem-ouest.org www.cefedem-ouest.org
CEFEDM Aquitaine 19, rue Monthyon 33800 Bordeaux	Enseignement instrumental ou vocal Formation musicale Accompagnement	Aquitaine	7 mai 2012	7 janvier 2013	Février/Avril 2013	M ^{me} Caroline Follana tél. : 05 56 91 27 37 cfollana@cefedem-aquitaine.com www.cefedem-aquitaine.com rubrique formation continue
CESMD Poitou-Charentes 10, rue de-la-tête-noire BP 15 86001 Poitiers Cedex	Enseignement instrumental ou vocal Formation musicale Accompagnement	France métropolitaine, Outre-Mer, Europe, International	23 mars 2012	31 octobre 2012	Novembre/ Décembre 2012	M ^{me} Betty Benabbad tél. : 05 49 39 00 38 vaeesmdpc@orange.fr www.cesmd-poitoucharentes.org

Établissements	Disciplines (les domaines et options sont précisés en liste jointe)	Origine géographique des candidats	Date limite d'envoi à l'établissement du livret de recevabilité Cachet de la poste faisant foi	Date limite d'envoi à l'établissement du livret de compétences Cachet de la poste faisant foi	Période d'entretiens avec le jury	Renseignements : conditions d'accès/retrait des dossiers
École d'enseignement supérieur des beaux-arts et du spectacle vivant de Toulouse (CESMD) 4, place de Bologne 31000 Toulouse	Enseignement instrumental ou vocal Formation musicale Accompagnement Direction d'ensembles	France métropolitaine, Outre-Mer, Europe, International	26 mars 2012	15 octobre 2012	Novembre 2012	M ^{me} Chantal Civel Département VAE Musique tél. : 05 34 30 93 82 chantalcivel@cesmd-toulouse.fr www.cesmd-toulouse.fr
CEFEDM Sud 7, boulevard Lakanal 13400 Aubagne	Enseignement instrumental ou vocal Formation musicale Accompagnement Direction d'ensembles	France métropolitaine, Outre-Mer, Europe, International	24 mars 2012	30 septembre 2012	Octobre 2012	M ^{me} Bettina Besucco tél. : 04 42 70 07 00 cefedem-sud@wanadoo.fr www.cefedem-sud.com
CEFEDM Rhône-Alpes 14, rue Palais-Grillet BP 2024 69226 Lyon Cedex 02	Enseignement instrumental ou vocal Formation musicale Accompagnement Direction d'ensembles	France métropolitaine, Outre-Mer, Europe, International	15 mai 2012	1 ^{er} février 2013	Mars 2013	M. Jacques Moreau, directeur tél. : 04 78 38 40 02 vae@cefedem-rhonealpes.org
CEFEDM Lorraine 2, rue du Paradis BP 24081 57040 Metz Cedex 1	Enseignement instrumental ou vocal Formation musicale Accompagnement Direction d'ensembles	France métropolitaine, Outre-Mer, Europe, International	15 juillet 2012	31 mars 2013	Mai 2013	M ^{me} Noémie Robidas, directrice tél. : 03 87 74 28 38 tél. : 03 87 36 75 79 www.cefedem-lorraine.fr
Association de préfiguration du Pôle d'enseignements artistiques Nord - Pas-de-Calais - APPSEA Rue Alphonse-Colas 59000 Lille	Enseignement instrumental ou vocal Formation musicale Accompagnement Direction d'ensembles	Nord - Pas-de-Calais, Picardie	5 octobre 2012	3 mai 2013	Juillet 2013	M. Bruno Humetz, directeur bhumetz@mairie-lille.fr M ^{me} Véronique Boyer vboyer@mairie-lille.fr tél. : 03 28 38 77 49

Diplôme d'État de professeur de musique

Liste des établissements habilités par discipline, domaines et options

CEFEDM Île-de-France Rueil-Malmaison

- discipline enseignement instrumental ou vocal, dans les domaines classique à contemporain, musique ancienne, musiques traditionnelles, jazz, musiques actuelles amplifiées ;
- discipline formation musicale ;
- discipline accompagnement, options musique et danse ;
- discipline direction d'ensembles, options ensembles instrumentaux et ensembles vocaux.

CEFEDM Normandie

- discipline enseignement instrumental ou vocal, dans les domaines classique à contemporain, musique ancienne, musiques traditionnelles, jazz, musiques actuelles amplifiées ;
- discipline formation musicale ;
- discipline accompagnement, options musique et danse ;
- discipline direction d'ensembles, options ensembles instrumentaux et ensembles vocaux.

Pôle d'enseignement supérieur spectacle vivant Bretagne/Pays de la Loire

- discipline enseignement instrumental ou vocal, dans les domaines classique à contemporain, musique ancienne, musiques traditionnelles, jazz, musiques actuelles amplifiées ;
- discipline accompagnement, options musique et danse ;
- discipline formation musicale ;
- discipline direction d'ensembles, options ensembles instrumentaux et ensembles vocaux.

CEFEDM Aquitaine

- discipline enseignement instrumental ou vocal, dans les domaines classique à contemporain, musiques traditionnelles, jazz, musiques actuelles amplifiées ;
- discipline formation musicale ;
- discipline accompagnement, options musique et danse.

Centre d'études supérieures de musique et de danse de Poitou-Charentes

- discipline enseignement instrumental ou vocal, dans les domaines classique à contemporain, musique ancienne, musiques traditionnelles, jazz, musiques actuelles amplifiées ;
- discipline formation musicale ;
- discipline accompagnement, options musique et danse.

École d'enseignement supérieur des beaux-arts et du spectacle vivant de Toulouse

- discipline enseignement instrumental ou vocal, dans les domaines classique à contemporain, musique ancienne, musiques traditionnelles, jazz, musiques actuelles amplifiées ;
- discipline formation musicale ;
- discipline accompagnement, options musique et danse ;
- discipline direction d'ensembles, option ensembles vocaux.

CEFEDM Sud

- discipline enseignement instrumental ou vocal, dans les domaines classique à contemporain, musique ancienne, musiques traditionnelles, jazz, musiques actuelles amplifiées ;
- discipline formation musicale ;
- discipline accompagnement, options musique et danse ;
- discipline direction d'ensembles, option ensembles vocaux.

CEFEDM Rhône-Alpes

- discipline enseignement instrumental ou vocal, dans les domaines classique à contemporain, musique ancienne, musiques traditionnelles, jazz, musiques actuelles amplifiées ;
- discipline formation musicale ;
- discipline accompagnement, options musique et danse ;
- discipline direction d'ensembles, options ensembles instrumentaux et ensembles vocaux.

CEFEDM Lorraine Metz

- discipline enseignement instrumental ou vocal, dans les domaines classique à contemporain, musique ancienne, jazz, musiques actuelles amplifiées ;
- discipline formation musicale ;
- discipline accompagnement, options musique et danse ;
- discipline direction d'ensembles, options ensembles instrumentaux et ensembles vocaux.

Association de préfiguration du Pôle supérieur d'enseignements artistiques Nord - Pas-de-Calais

- discipline enseignement instrumental ou vocal, dans les domaines classique à contemporain, jazz ;
- discipline formation musicale ;
- discipline accompagnement, option musique ;
- discipline direction d'ensembles, options ensembles instrumentaux et ensembles vocaux.

Rectificatif de la liste des élèves ayant obtenu le diplôme d'architecte DPLG, parue au *Bulletin officiel* n° 169 (septembre-octobre 2008).

La liste des élèves ayant obtenu le diplôme d'architecte DPLG, parue au *Bulletin officiel* n° 169 (septembre-octobre 2008) est modifiée ainsi qu'il suit :

Au lieu de :

11 décembre 2007	M. Alaloui Amini Salma	Paris-La Villette
------------------	------------------------	-------------------

Lire :

11 décembre 2007	M ^{lle} Alaoui Amini Salma	Paris-La Villette
------------------	-------------------------------------	-------------------

Rectificatif de la liste des élèves ayant obtenu l'habilitation de l'architecte diplômé d'État à l'exercice de la maîtrise d'œuvre en son nom propre (Lot 11AI), parue au *Bulletin officiel* n° 204 (novembre 2011).

La liste des élèves ayant obtenu l'habilitation de l'architecte diplômé d'État à l'exercice de la maîtrise d'œuvre en son nom propre (Lot 11AI), parue au *Bulletin officiel* n° 204 (novembre 2011) est modifiée ainsi qu'il suit :

Au lieu de :

30 novembre 2011	M. Bolanos Joachim	Paris-Belleville
------------------	--------------------	------------------

3 novembre 2011	M ^{lle} Ravens Ann	Paris-Belleville
-----------------	-----------------------------	------------------

3 novembre 2011	M. Ty Southy	Paris-Belleville
-----------------	--------------	------------------

Lire :

30 septembre 2011	M. Bolanos Joachim	Paris-Belleville
-------------------	--------------------	------------------

30 septembre 2011	M ^{lle} Ravens Ann	Paris-Belleville
-------------------	-----------------------------	------------------

30 septembre 2011	M. Ty Southy	Paris-Belleville
-------------------	--------------	------------------

Liste des étudiants ayant obtenu le diplôme d'État d'architecte conférant le grade de master (Lot 12A).
Septembre 2006

1^{er} septembre 2006 M. MEAS Borarethy Toulouse

Septembre 2009

30 septembre 2009 M^{lle} WEISSENSTEIN Charline Nancy

Juin 2010

18 juin 2010 M. ROBUCHON Bertrand Marne-la-Vallée

Juillet 2010

2 juillet 2010 M. PITON Alexandre Marseille

Septembre 2010

30 septembre 2010 M^{lle} ANDRIATSIMIALOMANANARIVO Oelina Paris-La Villette

30 septembre 2010 M^{lle} COMBETTE Marie Nancy

30 septembre 2010 M^{lle} GRAB Nadia Paris-La Villette

30 septembre 2010 M^{lle} HÉLIN Anna Nancy

30 septembre 2010 M. REMACK Lionel Nancy

Février 2011

8 février 2011 M^{lle} LEPAREUX Laure Versailles

11 février 2011 M. FRESSONNET Maxime Versailles

11 février 2011 M. MARTIN Leo Versailles

11 février 2011 M^{lle} MOLATO Mia Versailles

11 février 2011 M. MOURIER Quentin Versailles

Juin 2011

11 juin 2011 M^{lle} KOZLOVA Yulia (In) Marseille

11 juin 2011 M^{lle} LOBANOVA Ievgeniia Marseille

11 juin 2011 M^{lle} STEPANOVA Natalia (In) Marseille

11 juin 2011 M^{lle} VOLODINA Anna (In) Marseille

21 juin 2011 M^{lle} BELVAL Charlotte Marne-la-Vallée

21 juin 2011 M. PARQUET Pierre Marne-la-Vallée

28 juin 2011 M^{lle} BOUGAULT Ophélie Versailles

28 juin 2011 M. BUTON Antoine Versailles

28 juin 2011 M. FRACHON Jacques Versailles

28 juin 2011 M^{lle} JAFFE Aurianne Versailles

28 juin 2011 M^{lle} NOTTER Marion Versailles

29 juin 2011 M^{lle} BEVILLARD Mathilde Versailles

29 juin 2011 M^{lle} CROISY Laura Versailles

29 juin 2011 M. DUMAY Damien Versailles

29 juin 2011 M^{lle} FIHUE Emeline Versailles

29 juin 2011 M^{lle} HYEST Marina Versailles

29 juin 2011 M. JOLY Romain Versailles

29 juin 2011 M^{lle} YI Yu Ri Versailles

30 juin 2011 M. CAVARO Benoit Versailles

30 juin 2011 M^{lle} DEGOUSÉE Hélène Versailles

30 juin 2011 M^{lle} GIAI-GIANETTO Ellen Versailles

Juillet 2011

1 ^{er} juillet 2011	M. BENAÏSSA CHERIF Nouredine	Versailles
1 ^{er} juillet 2011	M. DEBERDT Grégoire	Versailles
5 juillet 2011	M. MONCEAUX Mathieu	Paris-La Villette
5 juillet 2011	M ^{lle} SURPIN Séverine	Paris-La Villette
7 juillet 2011	M ^{lle} LANDEMARRE Julie	Paris-La Villette
8 juillet 2011	M. ARTERO Philippe	Marseille
8 juillet 2011	M ^{lle} AYACHE Sarah	Marseille
8 juillet 2011	M. AZZARO Jérémy	Marseille
8 juillet 2011	M ^{lle} BACZKOWSKI Jessica	Marseille
8 juillet 2011	M ^{lle} BALIARDA VILLALONGA Elissa	Marseille
8 juillet 2011	M ^{lle} BARRAULT Lea	Marseille
8 juillet 2011	M ^{lle} BATTESTI Laura	Marseille
8 juillet 2011	M. BEKTAS Ibrahim	Marseille
8 juillet 2011	M ^{lle} BELLEC Marie	Marseille
8 juillet 2011	M ^{lle} BIDEY Leila	Marseille
8 juillet 2011	M. BOIS Raphaël	Marseille
8 juillet 2011	M ^{lle} BOISSE Julie	Marseille
8 juillet 2011	M. BORTOLUZZI Julien	Marseille
8 juillet 2011	M. BOUDAUD Slimane	Marseille
8 juillet 2011	M ^{lle} BOVIER Clara	Marseille
8 juillet 2011	M ^{lle} BUREL Coralie	Marseille
8 juillet 2011	M ^{lle} BUZZI Florence	Marseille
8 juillet 2011	M ^{lle} CANDELIER Violaine	Marseille
8 juillet 2011	M ^{lle} CANGIONE Marine	Marseille
8 juillet 2011	M ^{lle} CAR Amandine	Marseille
8 juillet 2011	M ^{lle} CHAINE Fanny	Marseille
8 juillet 2011	M. CHAUVEAU Pierre	Marseille
8 juillet 2011	M ^{lle} CONDESSE Adeline	Marseille
8 juillet 2011	M. COUSSEAU Julien	Marseille
8 juillet 2011	M. DAUPHIN Julien	Marseille
8 juillet 2011	M ^{lle} DEHAY Justine	Marseille
8 juillet 2011	M. DELBAERE Luc	Marseille
8 juillet 2011	M ^{lle} DENANTE Anaïs	Marseille
8 juillet 2011	M. DOMENACH Sylvain	Marseille
8 juillet 2011	M. DRUELLE Joël	Marseille
8 juillet 2011	M. ESTEVE Stéphane	Marseille
8 juillet 2011	M ^{lle} FARGETTON Elise	Marseille
8 juillet 2011	M. FEDERICCI Jean-Christophe	Marseille
8 juillet 2011	M. FENICHEL Olivier	Marseille
8 juillet 2011	M ^{lle} FREMAUX Fanny	Marseille
8 juillet 2011	M ^{lle} GANDOIN DE ZERBI Pascale	Marseille
8 juillet 2011	M. GENTIL Yann-Laurent	Marseille
8 juillet 2011	M. GENTILETTI Clément	Marseille
8 juillet 2011	M ^{lle} GIACALONE Marina	Marseille
8 juillet 2011	M. GIBELLA Alexandre	Marseille

8 juillet 2011	M ^{lle} GIRODENGLO Elodie	Marseille
8 juillet 2011	M. GORRY Paul	Marseille
8 juillet 2011	M ^{lle} GUERIN Julie	Marseille
8 juillet 2011	M ^{lle} GUIGUES Bérangère	Marseille
8 juillet 2011	M ^{lle} GUILLEN Edelia	Marseille
8 juillet 2011	M. GUILLON Bertrand	Marseille
8 juillet 2011	M. HERPIN Stéphane	Marseille
8 juillet 2011	M. IBNYAHYA Abdelhadi	Marseille
8 juillet 2011	M ^{lle} IMBERT Anaïs	Marseille
8 juillet 2011	M. JAMIN Thomas	Marseille
8 juillet 2011	M ^{lle} JEANPIERRE Amandine	Marseille
8 juillet 2011	M ^{lle} JEANTEUR Alice	Marseille
8 juillet 2011	M. JOURDAN Loïc	Marseille
8 juillet 2011	M ^{lle} JOUVE Virginie	Marseille
8 juillet 2011	M. LAFFITE Guillaume	Marseille
8 juillet 2011	M ^{lle} LANDOLT Karima	Marseille
8 juillet 2011	M ^{lle} LAURENT Olivia	Marseille
8 juillet 2011	M ^{lle} LEE Yae-Za	Marseille
8 juillet 2011	M. LEMOINE Nicolas	Marseille
8 juillet 2011	M. LEVIEUX Ivan	Marseille
8 juillet 2011	M ^{lle} MALAZDRA Cyrielle	Marseille
8 juillet 2011	M ^{lle} METIVIER Laure	Marseille
8 juillet 2011	M. MLANAO Khaled	Marseille
8 juillet 2011	M. MURACCIOLE Paul François	Marseille
8 juillet 2011	M. MURISASCO Nicolas	Marseille
8 juillet 2011	M ^{lle} NAVARI Paola	Marseille
8 juillet 2011	M. NEOU David	Marseille
8 juillet 2011	M. NGO Quyet Tien	Marseille
8 juillet 2011	M. PAVERANI Jérôme	Marseille
8 juillet 2011	M. PENIGAUD Roman	Marseille
8 juillet 2011	M. PETAROSCIA Benjamin	Marseille
8 juillet 2011	M ^{lle} PIERALLI Annabelle	Marseille
8 juillet 2011	M ^{lle} POMMIER Linda	Marseille
8 juillet 2011	M ^{lle} RABAUD Emmanuelle	Marseille
8 juillet 2011	M. RASSAT Thibaut	Marseille
8 juillet 2011	M ^{lle} ROBIN Caroline	Marseille
8 juillet 2011	M. ROMANE Julien	Marseille
8 juillet 2011	M ^{lle} SAMEC-LUCIANI Pierrine	Marseille
8 juillet 2011	M. TOLENTINO Franck	Marseille
8 juillet 2011	M ^{lle} TOURNIERE Valentine	Marseille
8 juillet 2011	M. TRAN NGUYEN Fabien	Marseille
8 juillet 2011	M. VAÏSSE Florent	Marseille
8 juillet 2011	M ^{lle} VAN GAVER Margot	Marseille
8 juillet 2011	M ^{lle} VARGAS Sharon	Marseille
8 juillet 2011	M ^{lle} ZUCCO Julie	Marseille

Septembre 2011

24 septembre 2011	M ^{lle} ACHERAR Nedjma-Thiziri	Paris-La Villette
30 septembre 2011	M. AGOUMI Hamza	Toulouse
30 septembre 2011	M. ANEL Benoit	Toulouse
30 septembre 2011	M. ANGUILL Marc	Toulouse
30 septembre 2011	M. ARMAU-LEROY Luc	Toulouse
30 septembre 2011	M ^{lle} BADORC Julie	Toulouse
30 septembre 2011	M. BATTEDOU Pierrick	Toulouse
30 septembre 2011	M. BEAUR Maxime	Toulouse
30 septembre 2011	M ^{lle} BELMON Audrey	Toulouse
30 septembre 2011	M ^{lle} BELORGEY Marie-Chloé	Toulouse
30 septembre 2011	M ^{lle} BERCOVITZ Marie	Toulouse
30 septembre 2011	M. BERNAT Loïc	Toulouse
30 septembre 2011	M. BONILLA Mathieu	Toulouse
30 septembre 2011	M. BONNET Pierre	Toulouse
30 septembre 2011	M ^{lle} BORDERIE Amandine	Toulouse
30 septembre 2011	M. BOU Adrien	Toulouse
30 septembre 2011	M ^{lle} BOUCHER Julie	Toulouse
30 septembre 2011	M ^{me} BOULFEKHAR Sarah (ép. BELBLIDIA)	Nancy
30 septembre 2011	M. BRUNELLO Olivier	Toulouse
30 septembre 2011	M ^{lle} CALABUIG Charlotte	Toulouse
30 septembre 2011	M. CAMILOTTO David	Toulouse
30 septembre 2011	M ^{lle} CANELLAS Stéphanie	Toulouse
30 septembre 2011	M. CANTEGREL Etienne	Toulouse
30 septembre 2011	M ^{lle} CARCABAL Caroline	Toulouse
30 septembre 2011	M ^{lle} CAU Lucille	Toulouse
30 septembre 2011	M. CHATAIN Christophe	Toulouse
30 septembre 2011	M ^{lle} CHAUDOT Elodie	Toulouse
30 septembre 2011	M ^{lle} CHENE Fabienne	Toulouse
30 septembre 2011	M. CHOPIN François	Toulouse
30 septembre 2011	M ^{me} COSMA Cristina (ép. ORTUNO)	Toulouse
30 septembre 2011	M ^{lle} COSTE Camille	Toulouse
30 septembre 2011	M ^{lle} COURBEBAILLISSE Audrey	Toulouse
30 septembre 2011	M ^{lle} COUTY Floriane	Toulouse
30 septembre 2011	M ^{lle} DAPVRIL Marie	Toulouse
30 septembre 2011	M ^{lle} DARDET Charlotte	Toulouse
30 septembre 2011	M. DEBELLE Corentin	Nancy
30 septembre 2011	M ^{lle} DENIZET Marion	Paris-La Villette
30 septembre 2011	M ^{lle} DJUKANOVIC Aurélie	Toulouse
30 septembre 2011	M ^{lle} DUBOST Leslie	Toulouse
30 septembre 2011	M ^{lle} DUFETELLE Margaux	Toulouse
30 septembre 2011	M ^{lle} EL ALAMI FELLOUSSE Sekaina	Toulouse
30 septembre 2011	M. ESCOFFIER Pierre-Emmanuel	Paris-La Villette
30 septembre 2011	M ^{lle} FANTINEL Adélie	Toulouse
30 septembre 2011	M ^{lle} FELIX Laurene	Toulouse
30 septembre 2011	M ^{lle} FELIX-FAURE Hélène	Toulouse

30 septembre 2011	M. FERRADOU Aurélien	Toulouse
30 septembre 2011	M ^{lle} FERRIEU Maëlle	Toulouse
30 septembre 2011	M. FLECHNER Georges	Toulouse
30 septembre 2011	M ^{lle} FRANCOIS Audrey	Toulouse
30 septembre 2011	M. FRECHOU Fabrice	Toulouse
30 septembre 2011	M. GAFFARD Aurélien	Toulouse
30 septembre 2011	M ^{lle} GARCIA Julie	Toulouse
30 septembre 2011	M ^{lle} GIUMMELLY Sophie	Nancy
30 septembre 2011	M. GOLDSCHMIDT Arthur	Toulouse
30 septembre 2011	M ^{lle} GOURDON Eva	Toulouse
30 septembre 2011	M ^{lle} GROUT Béatrice	Toulouse
30 septembre 2011	M ^{lle} GUILLON Nadia	Toulouse
30 septembre 2011	M ^{me} HADIDOU Sophia	Toulouse
30 septembre 2011	M ^{lle} HENRYOT Julie	Toulouse
30 septembre 2011	M ^{lle} HERDAM Mariam	Toulouse
30 septembre 2011	M ^{me} HOUSEZ Edwige (ép. SILVA DA COSTA)	Toulouse
30 septembre 2011	M. JANKOWIAK Nicolas	Toulouse
30 septembre 2011	M ^{lle} JARLAN Eugénie	Toulouse
30 septembre 2011	M ^{lle} JOB Marine	Toulouse
30 septembre 2011	M ^{lle} L'HERITIER Anne-Emmanuelle	Toulouse
30 septembre 2011	M. LACANAL Thomas	Toulouse
30 septembre 2011	M ^{lle} LACHAUD Marion	Toulouse
30 septembre 2011	M. LAFITTE Julien	Toulouse
30 septembre 2011	M. LAFOND William	Toulouse
30 septembre 2011	M ^{lle} LAMY Camille	Toulouse
30 septembre 2011	M ^{lle} LASSAU Marine	Toulouse
30 septembre 2011	M. LAYRLE Thomas	Toulouse
30 septembre 2011	M ^{lle} LEGER Laura	Toulouse
30 septembre 2011	M ^{lle} LEPERS Amandine	Toulouse
30 septembre 2011	M ^{lle} LESCA Audrey	Toulouse
30 septembre 2011	M ^{lle} LLAU Jessica	Paris-La Villette
30 septembre 2011	M ^{lle} LOYER Anaïs	Toulouse
30 septembre 2011	M. LUCAS Romain	Toulouse
30 septembre 2011	M. MACHANE Farid	Toulouse
30 septembre 2011	M ^{lle} MANACHERE Clémence	Toulouse
30 septembre 2011	M ^{lle} MARTINEZ Adelaïde	Toulouse
30 septembre 2011	M. MASSERON Maxime	Toulouse
30 septembre 2011	M ^{lle} MAYNAU Marion	Toulouse
30 septembre 2011	M ^{lle} MILLERET Julie	Toulouse
30 septembre 2011	M ^{lle} MOLES Mélanie	Toulouse
30 septembre 2011	M. MOREL Yann	Nancy
30 septembre 2011	M ^{lle} MORIN Claire	Toulouse
30 septembre 2011	M ^{lle} MOULENE Géraldine	Toulouse
30 septembre 2011	M ^{lle} MUNOZ Sandrine	Toulouse
30 septembre 2011	M. MUZARD Guillaume	Toulouse

30 septembre 2011	M. NAUDEAU Stanislas	Toulouse
30 septembre 2011	M ^{lle} ODEAU Sophie	Toulouse
30 septembre 2011	M ^{lle} PACAUD Estelle	Nancy
30 septembre 2011	M. PANCHOO Gil	Toulouse
30 septembre 2011	M. PASCUAL Hervé	Toulouse
30 septembre 2011	M ^{lle} PEGLION-BIAGGI Cécilia	Paris-La Villette
30 septembre 2011	M ^{lle} PERADON Estelle	Toulouse
30 septembre 2011	M ^{lle} PEREZ Mélanie	Toulouse
30 septembre 2011	M. PHAM Thanh-Hai	Toulouse
30 septembre 2011	M ^{lle} PICARD Nina	Toulouse
30 septembre 2011	M ^{lle} POCHET Létitia	Toulouse
30 septembre 2011	M ^{lle} PRAUD Audren	Toulouse
30 septembre 2011	M. PUECH Jean-Hughes	Toulouse
30 septembre 2011	M ^{lle} PYBARO Clémence	Nancy
30 septembre 2011	M ^{lle} RAMAROKOTO Miora-Helintsoa	Toulouse
30 septembre 2011	M ^{lle} RAVIX Cyrielle	Toulouse
30 septembre 2011	M ^{lle} RENAUDIE Cécile	Toulouse
30 septembre 2011	M ^{lle} RINGON Constance	Toulouse
30 septembre 2011	M ^{lle} RIPP Anne-Lise	Toulouse
30 septembre 2011	M ^{lle} ROBERTIES Emmanuelle	Toulouse
30 septembre 2011	M ^{lle} ROQUES Cassandre	Toulouse
30 septembre 2011	M ^{lle} ROUQUETTE Marlene	Toulouse
30 septembre 2011	M. SAINT-DIZIER Nicolas	Nancy
30 septembre 2011	M. SALIFOU Habib	Toulouse
30 septembre 2011	M. SALMON Jérémy	Toulouse
30 septembre 2011	M. SANOUILLER Kévin	Toulouse
30 septembre 2011	M. SARRIS Fragkiskos	Toulouse
30 septembre 2011	M ^{lle} SCHMITT Laura	Nancy
30 septembre 2011	M ^{lle} SIGNAC Emilie	Toulouse
30 septembre 2011	M ^{lle} SOBEL Gaëlle	Toulouse
30 septembre 2011	M. STEFFES François	Paris-La Villette
30 septembre 2011	M. STREMSDOERFER Alexis	Nancy
30 septembre 2011	M ^{lle} SUAU Caroline	Toulouse
30 septembre 2011	M ^{lle} TAJERRASHTI Alexandra	Toulouse
30 septembre 2011	M ^{lle} THAU Caroline	Toulouse
30 septembre 2011	M ^{lle} TIRADAS Laurie	Toulouse
30 septembre 2011	M. TOUNKARA Ousseyini	Toulouse
30 septembre 2011	M. TRAN Dang-Khoa	Toulouse
30 septembre 2011	M. TRAN Trung Dung	Nancy
30 septembre 2011	M ^{lle} TRANCHANT Juliette	Toulouse
30 septembre 2011	M ^{lle} TRTIC Anja	Paris-La Villette
30 septembre 2011	M ^{me} WARD Allison	Toulouse
30 septembre 2011	M ^{lle} WIROTH Carole	Toulouse
30 septembre 2011	M. XU Li	Toulouse
30 septembre 2011	M. ZAMORA Alvaro	Toulouse

Octobre 2011

13 octobre 2011	M ^{lle} YAKOUBOU Ambre	Marseille
-----------------	---------------------------------	-----------

Novembre 2011

30 novembre 2011	M ^{lle} CLARET Amandine	Toulouse
------------------	----------------------------------	----------

Janvier 2012

18 janvier 2012	M ^{lle} AIT CHADI Justine	Montpellier
18 janvier 2012	M ^{lle} DEL MARCO Lucie	Montpellier
18 janvier 2012	M. FERNANDEZ Jean-Baptiste	Montpellier
18 janvier 2012	M. GRANDPERRIN Lucas	Montpellier
18 janvier 2012	M. KHOEUN Sambo	Montpellier

Liste des architectes diplômés d'État ayant obtenu l'habilitation à l'exercice de la maîtrise d'œuvre en leur nom propre (Lot 12B).

Juillet 2010

5 juillet 2010	M. DIETRICH Yannick	Strasbourg
----------------	---------------------	------------

Novembre 2010

4 novembre 2010	M ^{lle} HOLBLINGOVA Katarina	Paris-La Villette
-----------------	---------------------------------------	-------------------

Juillet 2011

1 ^{er} juillet 2011	M. BURY Christophe	Strasbourg
1 ^{er} juillet 2011	M. BUSY Laurent	Strasbourg
1 ^{er} juillet 2011	M ^{lle} CAILLER Karine	Strasbourg
1 ^{er} juillet 2011	M. FERME Florent	Strasbourg
1 ^{er} juillet 2011	M. FLORIAN Remi	Strasbourg
1 ^{er} juillet 2011	M. GIGON Pierre	Strasbourg
1 ^{er} juillet 2011	M. HAIBACH Georges	Strasbourg
1 ^{er} juillet 2011	M. HARMAN Ali	Strasbourg
1 ^{er} juillet 2011	M ^{lle} JANUEL Mary	Strasbourg
1 ^{er} juillet 2011	M. RITTER Steeve	Strasbourg
1 ^{er} juillet 2011	M. SCHRECK Sylvain	Strasbourg
1 ^{er} juillet 2011	M. VILLESANGE Benoit	Strasbourg

Décembre 2011

9 décembre 2011	M ^{lle} ALLIOT Caroline	Strasbourg
9 décembre 2011	M ^{lle} AVOGNIKO Laetitia	Strasbourg
9 décembre 2011	M. AYDIN Baris	Strasbourg
9 décembre 2011	M ^{lle} BONTEMPS Alexandra	Strasbourg
9 décembre 2011	M. BUOB Jérémy	Strasbourg
9 décembre 2011	M. CHRIST Grégory	Strasbourg
9 décembre 2011	M. CURTY Fabrice	Strasbourg
9 décembre 2011	M. DAGHER Walid	Strasbourg
9 décembre 2011	M. DOUZI Amir	Strasbourg
9 décembre 2011	M. FAURE Aljoshia	Strasbourg
9 décembre 2011	M ^{lle} JOUNY Marine	Strasbourg
9 décembre 2011	M. KUHN Pierre-Yves	Strasbourg
9 décembre 2011	M ^{lle} LECINSKI Aude	Strasbourg

9 décembre 2011	M. MULLIEZ Jean-Jacques	Strasbourg
9 décembre 2011	M ^{lle} NARBÉY Laura	Strasbourg
9 décembre 2011	M ^{lle} REAL Marie	Strasbourg
9 décembre 2011	M ^{lle} RUCKLIN Céline	Strasbourg
9 décembre 2011	M ^{lle} SCHMITT Aurélie	Strasbourg

Janvier 2012

3 janvier 2012	M. ANDRAUD Jérôme	Marne-la-Vallée
3 janvier 2012	M ^{lle} BORDAS Anna-Maria	Marne-la-Vallée
3 janvier 2012	M. CHARUAU Rémi	Marne-la-Vallée
3 janvier 2012	M ^{lle} MINART Claire	Marne-la-Vallée

Bulletin officiel



Coupon d'abonnement (1)

Nom, prénom :
(ou service destinataire)

Pour un renouvellement, n° d'abonné :

Adresse complète :

Adresse de livraison (si différente) :

Téléphone :

Profession (2) :

Nombre d'abonnements souhaités : x 50€ = pour l'année

Date et signature (3).

(1) Le coupon et le règlement, établi à l'ordre du régisseur d'avances et de recettes du ministère de la Culture et de la Communication, sont à retourner au ministère de la Culture et de la Communication, SG, Bureau du fonctionnement des services, **M^{me} Christine Sosson**, 182, rue Saint-Honoré, 75033 Paris Cedex 1.

(2) S'il y a lieu, pour les particuliers.

(3) Pour les services, nom et qualités du souscripteur et griffe de l'établissement.